JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F
(Compte chèque postal: 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS, 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

2^e SESSION ORDINAIRE DE 1964-1965

COMPTE RENDU INTÉGRAL — 23^e SEANCE

Séance du Mercredi 12 Mai 1965.

SOMMAIRE

1. — Modification de l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers. — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 1271).

Art. 1^{er} :

Amendements n° 34 de M. Beauguitte, n° 55 de M. Duffaut, n° 64 de M. Ballanger tendant à supprimer l'article : MM. Duffaut, Ballanger, Giscard d'Estaing, ministre des finances, Vallon, rapporteur général de la commission des finances. — Rejet.

Amendement n° 88 de M. Duffaut : MM. Duffaut, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 65 rectifié de M. Chaze : MM. Chaze, le rapporteur général, le ministre des finances, Ballanger. — Rejet.

Adoption, au scrutin, de l'article 1^{er}.

Art. 2 :

Amendement n° 35 de M. Beauguitte tendant à supprimer l'article : MM. Beauguitte, le rapporteur général. — Rejet.

Adoption de l'article 2.

Art. 3 :

Amendement n° 6 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article 3, modifié.

Après l'article 3 :

Amendement n° 36 de M. Beauguitte : non soutenu.

Art. 4. — Adoption.

Art. 5 :

Amendement n° 66 de M. Ramette : MM. Ramette, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Adoption de l'article 5.

Art. 6. — Adoption.

Art. 7 :

Amendement n° 37 de M. Beauguitte : non soutenu.

Amendement n° 7 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article 7, modifié.

Art. 8. — Adoption.

Art. 9 :

Amendement n° 67 de M. Ballanger : MM. Lamps, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 77 du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général.

Sous-amendement n° 83 de M. Duffaut : MM. Duffaut, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Adoption de l'amendement n° 77.

Amendements n° 56 de M. Duffaut et n° 82 de M. Chauvet : sans objet.

Adoption de l'article 9, modifié.

Art. 10. — Adoption.

Art. 11 :

Amendement n° 9 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Amendements n° 30 de M. Chauvet et n° 57 de M. Duffaut : MM. Chauvet, Duffaut, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 10 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Amendement n° 84 de M. Pierre Bas : MM. Pierre Bas, le rapporteur général, le ministre des finances.

Amendement n° 93 du Gouvernement : MM. le ministre des finances, Pierre Bas, de Tinguy. — Retrait de l'amendement n° 84 de M. Pierre Bas. — Adoption de l'amendement n° 93 du Gouvernement.

Amendement n° 38 de M. Beauguitte : MM. Beauguitte, le rapporteur général, le ministre des finances.

Sous-amendement n° 89 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Rejet de l'amendement n° 38.

Amendement n° 11 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Amendement n° 53 de M. Charret : MM. Charret, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Adoption de l'article 11, modifié.

Art. 12. — Réserve à la demande du Gouvernement.

Art 13. :

Amendement n° 71 de M. Rieubon tendant à supprimer l'article : MM. Rieubon, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 78 du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'article 13, complété.

Art. 14 :

Amendement n° 72 de M. Chaze tendant à supprimer l'article : MM. Chaze, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 14 de la commission : MM. le rapporteur général, Lepeu, le ministre des finances. — L'amendement est irrecevable, en vertu de l'article 40.

Amendement n° 15 de la commission. — Irrecevable, en vertu de l'article 40.

Amendement n° 51 de M. Sanson : MM. Sanson, le rapporteur général, le ministre des finances. — Retrait.

Adoption de l'article 14.

Art. 15 :

Amendement n° 2 du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'article 15, modifié.

Art. 16 à 18. — Adoption.

Art. 19 :

Amendement n° 73 de M. Lamps : MM. Lamps, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Adoption de l'article 19.

Art. 20 :

Amendement n° 17 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, Rivain. — Adoption.

Amendement n° 94 du Gouvernement : MM. Souchal, le ministre des finances.

Adoption.

Adoption de l'article 20, modifié.

Art. 21. — Adoption.

Suspension et reprise de la séance.

Art. 22 :

Amendements n° 18 de la commission et n° 22 de M. Chauvet tendant à la suppression de l'article : MM. le rapporteur général, Chauvet, le ministre des finances. — Adoption.

Art. 23 :

Amendements n° 19 de la commission et n° 33 de M. Chauvet tendant à la suppression de l'article : MM. le rapporteur général, Chauvet, le ministre des finances, Danel. — Retrait.

Amendement n° 79 du Gouvernement : adoption.

Adoption de l'article 23, modifié.

Art. 24 :

Amendements n° 20 de la commission et n° 59 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article : MM. le rapporteur général, le ministre des finances, de Tinguy, Duffaut. — Adoption.

Art. 25 :

Amendement n° 60 de M. Duffaut. — Retrait.

Amendement n° 21 de la commission, sous-amendement n° 80 corrigé du Gouvernement : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption du sous-amendement.

Adoption de l'amendement n° 21, modifié.

Adoption de l'article 25, modifié.

Art. 26. — Adoption.

Art. 27 :

Amendement n° 1 de M. Boisdé tendant à une nouvelle rédaction : MM. Icart, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 22 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article 27, complété.

Art. 28 :

Amendement n° 74 de M. Rieubon : MM. Rieubon, le rapporteur général, le ministre des finances, Lamps. — Retrait.

Amendement n° 23 de la commission : MM. le rapporteur général, Raulet, le ministre des finances. — Adoption.

Amendement n° 24 de la commission : MM. le rapporteur général, Lamps, Anthonioz, Lepeu. — Adoption.

Amendement n° 3 rectifié du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général, de Tinguy. — Adoption.

Amendement n° 4 du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'article 28, modifié.

Art. 29 :

Amendement n° 90 présenté par M. Duffaut : MM. Duffaut, le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article 29, complété.

Art. 30 :

Amendement n° 75 de M. Lamps tendant à une nouvelle rédaction : MM. Rieubon, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Adoption de l'article 30.

Art. 31 et 32. — Adoption.

Art. 33 :

Amendement n° 61 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article : MM. Duffaut, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Amendement n° 25 de la commission tendant à une nouvelle rédaction : MM. le rapporteur général, Lepeu, de Tinguy, Duffaut. — Adoption.

Art. 34 :

Amendement n° 26 de la commission : MM. le rapporteur général, de Tinguy, le ministre des finances. — Irrecevable, en vertu de l'article 40.

Amendement n° 27 de la commission : MM. le rapporteur général, Ballanger, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article 34, modifié.

Art. 35 :

Amendements n° 91 de M. Raulet et n° 28 (2^e rectification) de la commission : MM. Raulet, le rapporteur général, Sanson, le ministre des finances. — Adoption de l'amendement n° 91.

Adoption de l'article 35 modifié.

Art. 36 :

Amendement n° 29 de la commission : MM. le rapporteur général, le ministre des finances. — Adoption.

Adoption de l'article 36 modifié.

Art. 37 et 38. — Adoption.

Art. 39 :

MM. de Tinguy, le ministre des finances, le rapporteur général. — Adoption.

Art. 40. — Adoption.

Art. 41 :

Amendement n° 76 de M. Rieubon tendant à supprimer l'article : MM. Rieubon, le rapporteur général, le ministre des finances. — Rejet.

Adoption de l'article 41.

Art. 42 :

Amendement n° 5 du Gouvernement : MM. le ministre des finances, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'article 42 modifié.

Art. 43 et 44. — Adoption.

Art. 45 :

Amendement n° 81 du Gouvernement: MM. le ministre des finances, le rapporteur général. — Adoption.

Adoption de l'article 45 modifié.

Après l'article 45 :

Amendement n° 54 rectifié de M. Prioux: MM. Prioux, le rapporteur général, le ministre des finances. — Retrait.

Amendement n° 87 de M. Pierre Bas: MM. Prioux, le rapporteur général, le ministre des finances. — Retrait.

Art. 46 et 47. — Adoption.

Après l'article 47 :

Amendement n° 95 du Gouvernement: M. le ministre des finances. — Réserve.

Art. 48 :

MM. Charret, le ministre des finances. — Adoption.

M. le président de la commission.

Renvoi de la suite du débat.

2. — Mise au point au sujet d'un vote (p. 1302).

M. Saintoux.

3. — Dépôt de projets de loi (p. 1302).

4. — Dépôt d'un rapport (p. 1302).

5. — Ordre du jour (p. 1302).

PRESIDENCE DE M. RENE LA COMBE, vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

MODIFICATION DE L'IMPOSITION DES ENTREPRISES ET DES REVENUS DE CAPITAUX MOBILIERS

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers (n° 1309, 1349).

A la fin de la séance d'hier, l'Assemblée est passée à la discussion des articles.

[Article 1^{er}.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er} :

CHAPITRE I^{er}

Mesures tendant à encourager l'épargne
et à faciliter les réformes de structure des entreprises.

Section I. — RÉGIME DES REVENUS DISTRIBUÉS

« Art. 1^{er}. — Les personnes qui perçoivent des dividendes distribués par des sociétés françaises disposent à ce titre d'un revenu constitué :

« — d'une part, par les sommes qu'elles reçoivent de la société ;

« — d'autre part, par un avoir fiscal représenté par un crédit ouvert sur le Trésor.

« Ce crédit d'impôt est égal à la moitié des sommes effectivement versées par la société.

« Il ne peut être utilisé que dans la mesure où le revenu est compris dans la base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou de l'impôt sur les sociétés dû par le bénéficiaire.

« Il est reçu en paiement de ces impôts.

« Il est restitué aux personnes physiques dans la mesure où son montant excède celui de l'impôt dont elles sont redevables. »

Je suis saisi de trois amendements tendant à la suppression de cet article : le premier, n° 34, présenté par M. Beauguitte ; le deuxième, n° 55, présenté par M. Duffaut et les membres du groupe socialiste ; le troisième, n° 64, présenté par MM. Ballanger, Lamps, Ramette, Rieuhon et Chaze.

La parole est à M. Duffaut pour soutenir l'amendement n° 55.

M. Henri Duffaut. Mes chers collègues, notre amendement est dans la ligne de l'intervention que nous avons faite hier dans la discussion générale. Nous avons reproché au projet du Gouvernement d'instituer une priorité au profit des intérêts du capital au détriment de ceux du travail.

C'est pourquoi nous avons déposé cet amendement qui dans notre esprit tend à renvoyer le projet afin que lui soit substitué un projet d'allègement fiscal général.

M. le président. La parole est à M. Ballanger, pour soutenir l'amendement n° 64.

M. Robert Ballanger. Mesdames, messieurs, je demande la suppression de l'article 1^{er} qui constitue un des dispositifs essentiels du projet gouvernemental puisqu'il tend à instituer des dégrèvements fiscaux en faveur des sociétés.

Je profite de l'occasion que m'offre la discussion de cet amendement pour répondre à quelques arguments avancés hier par M. le ministre des finances, ce que je n'avais pu faire alors. M. le ministre ne m'ayant pas autorisé à l'interrompre. Pourtant, j'accorde toujours cette autorisation à qui me la demande quand j'ai la parole, en particulier à M. le ministre des finances. Je regrette qu'il n'ait pas agi de même à mon égard. Je lui réponds donc avec quelque retard.

M. le ministre a employé d'abord l'argument de la nécessité pour notre pays d'harmoniser sa fiscalité avec celle des pays de l'Europe du Marché commun et, pour y parvenir, de diminuer notamment le taux de certaines taxes frappant les dividendes distribués.

C'est alors que j'ai demandé à interrompre M. le ministre des finances pour rappeler la déclaration faite par M. le Premier ministre au cours d'une interview accordée au journal *Entreprise* au début de l'année dernière :

« En ce qui concerne la fiscalité des entreprises, et malgré ses imperfections, elle me paraît plus modérée, en général, que dans les autres pays occidentaux, sauf, je le reconnais, en ce qui concerne la taxation des bénéfices distribués. »

Monsieur le ministre, c'est sans doute en application de l'intention implicitement manifestée dans ce dernier membre de phrase que vous proposez aujourd'hui cette nouvelle législation, afin que la taxation des bénéfices distribués ne soit pas plus forte dans notre pays que dans les autres pays du Marché commun.

Seulement, pour être logique avec vous-même, vous auriez dû tenir compte de l'ensemble de la déclaration de M. le Premier ministre, en particulier du fait que la fiscalité frappant les entreprises est « plus modérée, en général, que dans les autres pays ». Si donc vous vouliez harmoniser notre fiscalité avec celle des autres pays, vous auriez dû — pour être logique avec vous-même — proposer en même temps qu'une diminution de la taxation frappant les bénéfices distribués, une augmentation du taux de la fiscalité frappant les sociétés.

Vous ne l'avez pas fait, ce qui démontre une fois de plus que votre projet a pour seul objet d'accorder aux sociétés des bénéfices plus importants encore que ceux qu'elles réalisent actuellement et qui sont déjà très élevés.

En ce qui concerne les investissements, vous avez semblé ironiser en laissant entendre que notre groupe ignorait la nécessité de procéder à des investissements. Nous sommes parfaitement conscients du fait qu'un pays ne peut pas économiquement subsister sans investissements, et même sans investissements importants.

Je vous répliquerai cependant par deux arguments. Vous avez dit que les investissements sont productifs pour tout le monde y compris pour les travailleurs et les personnes âgées. Ce n'est pas exact. Monsieur le ministre des finances.

Au cours de la discussion relative aux options du V^e Plan, vous avez à plusieurs reprises, indiqué que, de 1958 à 1965 la production française, c'est-à-dire la richesse nationale obtenue grâce aux investissements, et aussi par la productivité même de

la classe ouvrière, a augmenté de 20 à 25 p. 100. Or les syndicats ouvriers dans leur ensemble, quelle que soit leur tendance, considèrent que depuis cette date le niveau de vie de la classe ouvrière a quelquefois diminué, en tout cas très peu augmenté.

Le Conseil économique, faisant en quelque sorte part égale, a constaté, dans une motion votée l'année dernière, que le niveau de vie était au moins resté stable malgré cette augmentation de 20 à 25 p. 100 de la production, ce qui prouve bien que les investissements ne profitent pas à la classe ouvrière, au peuple, mais seulement aux sociétés capitalistes.

Et puis vous semblez croire qu'il ne peut être pratiqué une politique d'investissement que par des primes, des sortes d'incitations financières. Vous n'avez donc guère confiance dans l'esprit national des sociétés qui sont vos amis, puisque vous êtes convaincu que ces incitations financières sont absolument nécessaires pour les amener à investir les capitaux nécessaires à la prospérité de l'économie française. Cela dit en passant.

Or il existe d'autres moyens que les incitations financières. Si vous proposiez par exemple à l'Assemblée nationale des dispositions législatives tendant à faire obligation aux grandes sociétés capitalistes de consacrer une partie de leurs bénéfices aux investissements, je suis persuadé que de nombreux députés, en tout cas sur nos bancs, seraient prêts à les voter. Ainsi les grandes sociétés seraient contraintes de procéder à des investissements, peut-être plus importants encore que ceux que vous prévoyez, sans qu'il soit besoin pour cela de leur laisser d'aussi larges bénéfices et de leur offrir les cadeaux fiscaux royaux que vous leur faites.

Par conséquent, la querelle que vous nous faites au sujet des investissements, est une mauvaise querelle. C'est dire que vous avez choisi la politique — et celle-là seule — qui consiste à obtenir des investissements par des incitations financières, par des cadeaux faits aux grandes sociétés et non pas par d'autres moyens que vous auriez pu obtenir par une législation appropriée.

J'ajouterai que votre argumentation, conduite jusqu'au bout, porte condamnation de votre propre régime. En effet, s'il n'existe pas pour l'économie française, dans la France d'aujourd'hui, pour obtenir des grandes sociétés qu'elles procèdent à des investissements afin de mettre notre pays en mesure d'affronter la concurrence étrangère, d'autres moyens que les incitations financières, alors cela signifie que nous sommes engagés dans un engrenage dont nous ne pourrions pas sortir.

Vous pourrez essayer d'apaiser la soif de bénéfices et de dividendes des grandes sociétés capitalistes, elles en demanderont toujours davantage.

Si vous mettez le doigt dans cet engrenage, pour assurer le développement des investissements que vous souhaitez, il vous faudra d'année en année faire par voie législative des cadeaux supplémentaires aux grandes sociétés et toujours augmenter leur profit ; mais si vous augmentez leur profit vous diminuerez naturellement, une fois encore, le niveau de vie de la classe ouvrière et des classes moyennes, vous accroîtrez la charge fiscale des classes moyennes.

Vous nous devez des explications, monsieur le ministre. Vous nous avez indiqué, lors de votre audition devant la commission des finances, que le total, en année pleine, des cadeaux fiscaux s'élèverait à 740 millions de francs. Ce chiffre est sans doute légèrement inférieur à la réalité mais, même si je le considère comme exact, je n'ai pas l'impression que vous pourrez diminuer d'autant les dépenses de votre budget. Vous devez donc trouver des recettes correspondantes. Ces recettes, me direz-vous, seront constituées par des plus-values fiscales. Mais il ne peut s'agir de plus-values fiscales résultant d'un prélèvement sur les bénéfices des sociétés puisque, au contraire, vous les dégrevez. Quelles sont donc les plus-values fiscales qui vous resteraient pour assurer l'équilibre budgétaire ?

Elles proviendront de l'augmentation du rendement des impôts indirects, c'est-à-dire de la masse des impôts payés par les consommateurs et bien entendu de l'augmentation de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Vous avez déjà, en moins de cinq ans, augmenté de deux millions, le nombre des assujettis à cet impôt ; vous l'augmenterez encore et c'est ce qui vous permettra de combler votre déficit de 74 milliards d'anciens francs.

Vous êtes donc dans l'engrenage dont j'ai parlé au début de mon argumentation : d'année en année vous allez diminuer la fiscalité des sociétés, leur faire des cadeaux, et augmenter la

part de charge fiscale pesant sur les petits et moyens contribuables, en particulier sur les classes moyennes et sur les salariés.

D'ailleurs la démonstration qui a été faite hier par mon ami Lamps, et celle qui a été faite par Waldeck-Rochet sont d'une clarté aveuglante. Comment pourriez-vous contester le calcul suivant, qui a été fait par la fédération des finances ? Cet exemple me semble irréfutable.

Un ménage de salariés sans enfant ayant perçu un salaire annuel de trois millions d'anciens francs — les deux époux gagnant chacun 125.000 francs par mois, ce qui n'est pas un salaire énorme dans de nombreux cas — sera, après l'application des abattements de 10 et de 20 p. 100, et la réduction du crédit d'impôt de 5 p. 100, d'après le barème en vigueur en 1964, imposé pour 266.500 anciens francs.

En revanche, un autre ménage sans enfants mais qui tirerait ses ressources non pas de son travail, de son labeur quotidien, mais de dividendes, ceux que Marx appelait des « tondeurs de coupons », ce ménage-là, par le jeu du mode d'impôts que vous proposez, non seulement n'aurait pas à payer l'impôt sur le revenu des personnes physiques, mais bien plus il aurait chez le percepteur un crédit d'impôt de 207.500 anciens francs. Vous voyez la différence : le ménage de travailleurs paiera 266.500 francs d'impôt et le ménage qui devra ses ressources à des dividendes recevra, lui, du percepteur 207.500 francs.

Voilà où conduit votre système. Je conviens qu'il est parfaitement dans la logique de votre régime, des puissances que vous scervez. Vous scerez très certainement récompensé et honoré par vos amis les grandes sociétés, mais vous aurez beaucoup de difficultés à prouver à l'ensemble des contribuables que votre système est un système démocratique. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. L'amendement n° 34 de M. Beauguitte n'est pas soutenu en l'absence de son auteur.

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements ?

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement est contre et, d'autre part, il considère que M. Ballanger l'avait habitué à de meilleurs discours.

M. Robert Ballanger. Et M. Ballanger constate que le Gouvernement l'avait habitué à de meilleures réponses.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Louis Vallon, rapporteur général. La commission ayant adopté à une très large majorité l'article 1^{er}, elle demande, bien entendu, à l'Assemblée de rejeter les amendements tendant à la suppression de cet article, qu'ils aient été déposés par M. Ballanger ou par M. Duffaut.

M. le président. Je mets aux voix les amendements n° 55 et 64 tendant à la suppression de l'article 1^{er}.

(Les amendements, mis aux voix, ne sont pas adoptés.)

M. le président. M. Duffaut et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 88 qui tend à compléter le 4^e alinéa de l'article 1^{er} par la phrase suivante : « Il ne peut être supérieur, par personne physique imposable, à 5.000 F ».

La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Je présumais bien que mon amendement tendant à la suppression de l'article 1^{er} serait rejeté. (Sourires.)

Dans la perspective d'une opposition constructive et tenant compte maintenant de l'esprit qui a animé le Gouvernement, j'ai déposé l'amendement dont M. le président vient de donner lecture.

Quel est l'un des motifs du Gouvernement ? Certainement le désir d'orienter sur le marché financier le plus grand nombre possible d'épargnants, moyens et petits, et de distribuer plus largement les actions dans le public. Il ne saurait certainement nourrir l'intention d'exonérer d'une façon totale les gros pos-

sesseurs de revenus. Et cependant, avec la loi qu'on nous propose, nous ne verrons probablement plus figurer sur les rôles de l'impôt sur le revenu des contribuables déclarant des revenus supérieurs à 200.000 ou 500.000 francs par an. Il n'y en avait déjà pas beaucoup, selon les statistiques officielles ; après le vote de ce projet de loi, il n'y en aura certainement plus aucun. C'est pourquoi je propose que la limite du crédit d'impôt déductible pour le paiement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques soit fixé à 5.000 francs. C'est un chiffre extrêmement élevé puisqu'il correspond à un revenu mobilier de un million d'anciens francs et à la possession d'un capital de 30 ou 40 millions d'anciens francs.

Certes, la mesure que nous proposons va bien au-delà de nos conceptions personnelles mais ce que nous voulons, c'est sonder le cœur, si je puis dire, du Gouvernement, pénétrer ses intentions et savoir si ce qu'il recherche, c'est vraiment la diffusion des actions dans le public ou bien l'octroi d'exonérations fiscales aux bénéficiaires de gros revenus. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a rejeté l'amendement « butoir », si je puis dire, de M. Duffaut, et demande à l'Assemblée de le repousser.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement est également opposé à cet amendement parce qu'il témoigne d'une certaine confusion quant à la nature du système proposé.

C'est un système qui a pour objet d'atténuer une double imposition et non pas, comme on l'a fait dans d'autres circonstances, d'ouvrir un crédit d'impôt qui serait justifié par lui-même.

A partir du moment où il s'agit d'un système qui atténue une double imposition, il faut le traiter par un texte législatif approprié.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 88 repoussé par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. MM. Chaze, Rieubon et Lamps ont présenté un amendement n° 65 rectifié qui tend à compléter le 5° alinéa de l'article 1° par la phrase suivante :

« Il ne peut, pour un même contribuable, apporter une réduction d'impôt d'un taux supérieur à celui consenti aux salariés par l'article 198 du code général des impôts ».

La parole est à M. Chaze.

M. Henri Chaze. Notre amendement a pour objet d'essayer d'établir l'équité fiscale.

En effet, monsieur le ministre, vous traitez d'une manière totalement différente, d'une part, les actionnaires et, d'autre part, les salariés.

Lorsqu'il s'agit d'un profit distribué à un associé, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une autre société, cette distribution ouvre au bénéficiaire un avoir fiscal égal à la moitié des sommes effectivement reçues. Ainsi, un particulier encaissant 10.000 francs de dividendes déclarera un revenu de 15.000 francs avec le crédit d'impôt, mais il aura un avoir fiscal de 5.000 francs. En revanche, un salarié percevant un salaire de 15.000 francs ne sera imposé que sur 10.800 francs, c'est vrai, mais le crédit d'impôt dont il bénéficiera ne sera que de 540 francs. En gros, certes, mais nous sommes très proches de la réalité, il sera donc dix fois moins bien traité que l'actionnaire.

Or, quand on parle de la double imposition, il faut tenir compte qu'il s'agit de revenus reçus par le contribuable et non pas de l'ensemble des sommes qui proviennent des profits tirés par les sociétés de l'exploitation de leurs salariés.

Si l'on veut aller plus loin, voici un exemple qui a été cité lors de la conférence de presse de la fédération C. G. T. des finances et qui se passe de commentaire : un ménage de salariés ayant deux enfants et qui percevrait un salaire de 24.000 francs par an paierait, au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, d'après le tarif appliqué en 1964, 1.212 francs d'impôts tandis qu'un ménage ayant deux enfants

et dont le revenu serait constitué par 70.000 francs de dividendes n'acquitterait que 1.262,50 francs, soit seulement 50,50 francs de plus que le ménage de salariés dont le revenu ne représenterait que le tiers du sien.

C'est pour limiter ce que nous considérons comme un privilège injustifiable que nous avons déposé cet amendement qui tend à réduire au même taux que pour les salariés le crédit d'impôt accordé aux actionnaires des sociétés. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission a accepté l'article 1° qui institue la méthode du crédit d'impôt.

Par conséquent, elle ne saurait mutiler cette décision immédiatement par une décision toute différente. C'est pourquoi elle propose à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 65 rectifié de MM. Chaze, Rieubon et Lamps.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Si je prends la parole alors qu'il suffirait au Gouvernement de se rallier à la position de la commission, c'est pour faire apparaître la présentation fallacieuse qui est régulièrement faite, dans ce débat, du contenu de l'article 1°.

Si, en effet, nous avons suivi, par exemple, le conseil de M. Duffaut hier, c'est-à-dire si nous avions retenu le système du double taux et fixé à 25 p. 100, par exemple, le taux de l'impôt de distribution, il apparaîtrait à chacun que le profit distribué serait plus lourdement taxé que les salaires. En effet, les profits distribués seraient soumis à l'impôt de distribution, puis à la surtaxe progressive de droit commun, sans abattement d'aucune sorte alors que les salaires et traitements ne sont pas assujettis à l'impôt de distribution, mais à l'impôt sur le revenu des personnes physiques avec deux abattements, l'un de 10 p. 100 et l'autre de 20 p. 100.

Si, pour des raisons internationales, nous avons adopté le système de l'imputation, qui est plus compliqué, la nature du phénomène n'en est pas changée qui fait que, pour toutes les sommes distribuées, l'impôt est plus lourd lorsqu'il s'agit de profits que lorsqu'il s'agit de traitements ou de salaires.

Cela doit être clairement compris et m'a amené à rejeter les amendements interprétatifs, tel celui de M. Chaze, qui altèrent la présentation du système adopté par le Gouvernement.

M. le président. La parole est à M. Ballanger pour répondre au Gouvernement.

M. Robert Ballanger. Monsieur le ministre, je crois qu'effectivement il n'est pas possible que nous nous entendions, car nous ne sommes pas sur la même longueur d'onde. Nous parlons, nous, au nom de ceux qui vivent de leur travail et vous, vous parlez au nom de ceux qui vivent du fruit du travail des autres. Notre point de vue est, évidemment, radicalement différent.

Or toutes les explications que vous venez de donner, avec beaucoup de talent d'ailleurs, ne sauraient infirmer ce qui apparaît comme la vérité évidente et claire à l'ensemble des contribuables.

Vous pouvez faire appel à toutes les dialectiques fiscales que vous voudrez ; un fait demeure : le contribuable dont j'ai parlé tout à l'heure, qui a trois millions d'anciens francs de revenus provenant de la « tonte » des coupons, des dividendes, ne paiera pas d'impôt mais se verra, au contraire, rembourser plus de 200.000 anciens francs par le percepteur, tandis que le ménage de travailleurs — artisans, ouvriers ou commerçants — qui, toute l'année, aura peine pour un même revenu de trois millions, paiera, lui, au percepteur, 225.000 francs.

Voilà la vérité et toutes vos phrases, toutes vos discussions, toutes vos réfutations ne pourront rien contre ce fait qui s'inscrit dans la conscience de l'opinion publique : vous faites aux grandes sociétés un énorme cadeau. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.)

En terminant, monsieur le président, je demande le scrutin sur l'article 1°.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 65 rectifié de MM. Chaze, Rieubon et Lamps, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Sur l'article 1^{er}, je suis saisi, par le groupe communiste, d'une demande de scrutin public.

Le scrutin va être annoncé dans l'ensemble du palais et sera ouvert dans cinq minutes.

M. le président. Je prie Mmes et MM. les députés de bien vouloir regagner leur place.

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

Le scrutin est ouvert.

(Il est procédé au scrutin.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

Voici le résultat du scrutin :

Nombre de votants.....	466
Nombre de suffrages exprimés.....	438
Majorité absolue.....	220
Pour l'adoption.....	328
Contre	110

L'Assemblée nationale a adopté.

[Article 2.]

M. le président. « Art. 2. — 1. Les dispositions qui précèdent s'appliquent exclusivement aux produits d'actions, de parts sociales ou de parts bénéficiaires dont la distribution résulte d'une décision régulière des organes compétents de la société.

« Le bénéfice en est réservé aux personnes qui ont leur domicile réel ou leur siège social en France.

« 2. Les modalités d'application de ces dispositions sont déterminées par un décret qui définit, notamment, les justifications auxquelles peut être subordonnée l'imputation ou la restitution du crédit d'impôt ouvert sur le Trésor. »

M. André Beauguitte a présenté un amendement n° 35, qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Beauguitte.

M. André Beauguitte. Mon amendement se suffit à lui-même. Je n'ai rien à ajouter à l'exposé des motifs qui est joint à son texte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission propose à l'Assemblée de repousser l'amendement.

M. André Beauguitte. Voilà pourquoi j'ai jugé inutile de développer ma pensée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 35.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2.

Sur les bancs du groupe communiste. Nous votons contre !

(L'article 2, mis aux voix, est adopté.)

[Article 3.]

M. le président. « Art. 3. — 1. Lorsque les produits distribués par une société sont prélevés sur des sommes à raison desquelles elle n'a pas été soumise à l'impôt sur les sociétés au taux de 50 p. 100, cette société est tenue d'acquitter un précompte égal au montant du crédit attaché à ces distributions. Ce précompte est dû quels que soient les bénéficiaires des distributions.

« Il est également exigible lorsque les produits distribués sont prélevés sur les résultats d'exercices clos depuis plus de trois ans ou depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1965.

« 2. Le précompte doit être versé au Trésor dans le mois qui suit la mise en paiement des revenus et sous les mêmes sanctions que la retenue perçue à la source sur les produits d'obligations.

« 3. Un décret fixe les modalités d'application du présent article. Il précise notamment les postes du bilan sur lesquels les répartitions doivent être imputées ainsi que l'ordre de cette imputation. »

M. le rapporteur général et M. Ruais ont présenté un amendement n° 6 qui tend, au deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article, à remplacer les mots : « trois ans », par les mots : « cinq ans ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances a été sensible aux observations formulées par M. Ruais et, sans entrer dans les détails, je vous propose en son nom de porter de trois à cinq ans la limitation introduite par le deuxième alinéa du paragraphe 1^{er} de l'article 3.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 6, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3 modifié par l'amendement n° 6.

(L'article 3, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Après l'article 3.]

M. le président. M. André-Beauguitte a présenté un amendement n° 36 qui tend à insérer le nouvel article suivant :

« Lorsque le bénéfice distribué par une filiale ayant son siège à l'étranger à une société mère française, aura supporté dans son pays une retenue à la source, le montant de cette retenue pourra être imputé par la société-mère sur le montant de l'impôt sur les sociétés payé par celle-ci. »

Cet amendement n'est pas soutenu.

[Article 4.]

M. le président. « Art. 4. — 1. Les produits des actions et parts sociales et les revenus assimilés ne sont soumis à la retenue à la source prévue à l'article 119 bis du code général des impôts que s'ils bénéficient à des personnes qui n'ont pas leur domicile réel ou leur siège en France.

« 2. Dans ce cas :

« a) La retenue est versée au Trésor par la personne qui assure le paiement des revenus.

« b) Son taux est porté à 25 p. 100.

« c) Les dispenses de retenue à la source prévues en faveur des produits distribués par les sociétés d'investissement et les organismes assimilés sont supprimées.

« 3. Un décret fixe les modalités et conditions d'application des dispositions qui précèdent, et, notamment, les obligations auxquelles doivent se soumettre les personnes chargées d'opérer la retenue.

« 4. Les infractions aux dispositions du présent article et à celles du décret visé ci-dessus sont constatées et réprimées conformément aux dispositions modifiées des articles 1736 et 1754 du code général des impôts. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 4.

(L'article 4, mis aux voix, est adopté.)

[Article 5.]

M. le président. « Art. 5. — Les tantièmes sont soumis à un prélèvement de 12 p. 100.

« Ce prélèvement est versé au Trésor dans le mois qui suit leur mise en paiement et sous les mêmes sanctions que la retenue perçue à la source sur les produits d'obligations.

« Il ne peut être pris en charge par la société. »

MM. Ramette, Lamps, Rieubon, Chaze et Ballanger ont présenté un amendement n° 66 qui tend, dans le premier alinéa de l'article 5, à remplacer le taux de « 12 p. 100 » par le taux de « 25 p. 100 ».

La parole est à M. Ramette.

M. Arthur Ramette. Mesdames, messieurs, l'exposé des motifs et le texte même du projet de loi qui nous est soumis expliquent amplement que les administrateurs bénéficient de nombreuses prébendes singulièrement en émergeant très largement aux frais généraux et aux sources de revenus les plus diverses.

Aussi ne pouvons-nous admettre que les tantièmes, qui constituent en eux-mêmes une forme de profit pour les administrateurs, ne soient pas taxés au même taux que les autres bénéfices distribués.

C'est pourquoi, dans un souci d'unification et pour procurer au Trésor des recettes supplémentaires, nous demandons que le taux de 12 p. 100 soit porté à 25 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Au cours de ses travaux préparatoires, la commission a déjà repoussé cet amendement. Je propose donc à l'Assemblée de le rejeter à son tour.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Ici encore, les auteurs de l'amendement commettent certainement une erreur. En effet, le texte de l'article ne modifie pas le taux actuellement appliqué.

D'autre part, il ne s'agit pas d'une retenue à la source. Nous avons, au contraire, conservé au prélèvement sur les tantièmes le caractère d'un impôt définitif. Ils supportent en effet un impôt définitif de 12 p. 100 alors que vous proposez un alignement sur le taux de 25 p. 100. Ce que vous proposez consiste en effet en un alignement sur la retenue à la source, c'est-à-dire, en fait, un acompte sur l'impôt suivant.

C'est pourquoi le Gouvernement propose, non pas un allègement mais le maintien pur et simple du régime actuel.

M. Arthur Ramette. Nous ne proposons pas un allègement. Notre amendement tend à doubler le taux actuellement appliqué.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 66.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5.

(L'article 5, mis aux voix, est adopté.)

[Article 6.]

M. le président. « Art. 6. — 1. Le taux de la retenue perçue à la source sur les revenus de valeurs mobilières étrangères est porté au tiers.

« Cette retenue n'est pas applicable lorsqu'il est justifié que les revenus ouvrent droit à l'application du régime des sociétés mères.

« 2. Les obligations que les organismes étrangers ou internationaux émettent en France avec l'autorisation du ministre des finances sont assimilées à des obligations françaises pour l'application de la retenue à la source. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6, mis aux voix, est adopté.)

[Article 7.]

M. le président. « Art. 7. — 1. Les bénéfices réalisés en France par les sociétés étrangères sont réputés distribués, au titre de chaque exercice, à des associés n'ayant pas leur domicile réel ou leur siège social en France.

« Les bénéfices visés à l'alinéa précédent s'entendent du montant total des résultats, imposables ou exonérés, après déduction de l'impôt sur les sociétés.

« 2. La retenue à la source exigible en vertu des dispositions du présent article doit être versée au Trésor par la société dans le délai qui lui est imparti pour souscrire la déclaration de ses résultats.

« 3. La société peut demander que cette retenue fasse l'objet d'une nouvelle liquidation dans la mesure où les sommes auxquelles elle a été appliquée excèdent le montant de ses distributions effectives.

« L'excédent de perception lui est restitué.

« Il en est de même dans la mesure où elle justifie que les bénéficiaires de ces distributions ont leur domicile réel ou leur siège en France et qu'elle leur a transféré les sommes correspondantes ».

M. André Beauguitte avait déposé un amendement n° 37 qui tendait à supprimer cet article.

Cet amendement n'est pas soutenu.

M. le rapporteur général et M. de Tinguy ont présenté un amendement n° 7 qui tend, à la fin du dernier alinéa de cet article, à substituer aux mots : « les sommes correspondantes », les mots : « les sommes correspondant à la retenue ».

La parole est M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. L'initiative de cet amendement appartient à M. de Tinguy qui, soutenu par M. Chauvet, a incité la commission des finances à modifier la rédaction de la dernière phrase de l'article 7 afin de préciser que la restitution de la retenue à la source sera effectuée au profit de la société étrangère lorsque celle-ci aura justifié que ladite retenue n'a pas été opérée sur les dividendes versés aux associés ayant leur domicile réel ou leur siège en France.

Je propose donc à l'Assemblée de voter cet amendement de la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 7, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7 modifié par l'amendement n° 7.

(L'article 7, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 8.]

M. le président. « Art. 8. — L'article 1674 du code général des impôts est abrogé, sauf en ce qui concerne les emprunts pour lesquels un abonnement a été contracté avant la publication de la présente loi. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8.

(L'article 8, mis aux voix, est adopté.)

[Article 9.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 9 :

Section II. — RÉGIME DES PLUS-VALUES

« Art. 9. — 1. Les plus-values provenant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé sont soumises à des régimes distincts suivant qu'elles sont réalisées à court ou à long terme.

« 2. Le régime des plus-values à court terme est applicable :

« a) Aux plus-values provenant de la cession d'éléments acquis ou créés depuis moins de deux ans ;

« b) Aux plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'éléments détenus depuis deux ans au moins, dans la mesure où elles correspondent à des amortissements retenus pour l'assiette de l'impôt. Le cas échéant, ces plus-values sont majorées du montant des amortissements expressément exclus des charges déductibles ainsi que de ceux qui ont été différés en contravention aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

« 3. Le régime des plus-values à long terme est applicable :

« a) Aux plus-values provenant de la cession d'éléments non amortissables que l'entreprise a acquis ou créés depuis deux ans au moins ;

« b) Aux plus-values réalisées à l'occasion de la cession des biens amortissables qui remplissent la même condition, dans la mesure où leur prix de cession excède leur prix de revient éventuellement réévalué. »

MM. Ballanger et Ramette ont présenté un amendement n° 67 qui tend à rédiger ainsi cet article :

« A) Le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé aux chiffres suivants :

« — 30 p. 100 pour la fraction de bénéfice inférieur à 50.000 F.

« — 50 p. 100 pour la fraction de bénéfice comprise entre 50.000 F et 1.500.000 F.

« — 70 p. 100 pour la fraction de bénéfice supérieure à 1.500.000 F.

« B) Sont supprimés tous régimes d'exception et exonérations concernant les plus-values d'actif, de cession et de réévaluation des bilans quelle qu'en soit la forme. »

La parole est à M. Lamps, pour défendre l'amendement.

M. René Lamps. Mesdames, messieurs, notre amendement est très clair. Il propose d'apporter un certain nombre de ressources au budget par une aggravation de la charge qui pèse sur les sociétés. Il tend en effet à remplacer le taux de 50 p. 100 de l'impôt qui les frappe par un taux progressif.

En outre, le paragraphe B de l'amendement supprime les régimes d'exception dont bénéficient les sociétés, notamment en matière de plus-values.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission s'est prononcée contre cet amendement et demande à l'Assemblée de le rejeter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement est également contre l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 67.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 77 qui tend à substituer aux paragraphes 2 et 3 de l'article 9 les nouvelles dispositions suivantes :

« 2. Le régime des plus-values à court terme est applicable :

« a) Aux plus-values provenant de la cession d'éléments acquis ou créés depuis moins de deux ans ;

« b) Aux plus-values réalisées à l'occasion de la cession d'éléments détenus depuis deux ans au moins, dans la mesure où elles correspondent à des amortissements déduits pour l'assiette de l'impôt. Le cas échéant, ces plus-values sont majorées du montant des amortissements expressément exclus des charges déductibles ainsi que de ceux qui ont été différés en contravention aux dispositions de l'article 25 de la présente loi.

« 3. Le régime des plus-values à long terme est applicable aux plus-values autres que celles définies au 2 ci-dessus.

« 4. Pour l'application du présent article, les cessions de titres compris dans le portefeuille sont réputées porter par priorité sur les titres de même nature acquis ou souscrits à la date la plus ancienne. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet amendement qui a été présenté devant la commission des finances apporte deux précisions à l'article 9.

Premièrement, il tend à classer dans la catégorie des plus-values à long terme certains éléments, notamment ceux qui proviennent de réévaluations d'éléments d'actif.

Deuxièmement, il tend à fixer pour les valeurs mobilières une règle classique qui consiste à déterminer les plus-values en considérant que c'est la première action acquise dans l'ordre chronologique qui fait l'objet de la première cession. Ainsi, saura-t-on toujours quel est le titre qui fait l'objet de l'acquisition et de la cession.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a adopté l'amendement n° 77 du Gouvernement et demande à l'Assemblée de le voter.

M. le président. Je suis saisi d'un sous-amendement n° 83 présenté par M. Duffaut et les membres du groupe socialiste qui tend à supprimer le troisième alinéa (b) du paragraphe 2 proposé pour l'article 9.

La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Mesdames, messieurs, nous jugeons un peu anormal de considérer comme plus-values à court terme des plus-values à long terme correspondant à des amortissements, même déduits dans le calcul de l'impôt, ce qui n'est pas toujours le cas.

En effet, très souvent ces amortissements ont été déduits à une époque où le taux de l'impôt était inférieur au taux actuellement appliqué. Ainsi, par le jeu de l'imposition à court terme, ces plus-values seraient plus lourdement taxées que si elles avaient été frappées au taux plein.

Voilà pourquoi je demande le vote de mon sous-amendement. Il profitera aux petites et moyennes entreprises dont les possibilités de trésorerie seraient sensiblement réduites s'il n'était pas adopté.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Sans entrer dans de nombreux détails, j'indique que l'adoption du sous-amendement de M. Duffaut viderait de son sens la réforme du régime des plus-values telle qu'elle nous est proposée.

La commission des finances invite donc l'Assemblée à rejeter le sous-amendement n° 83.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je n'ajouterai qu'une observation au propos tenu par M. le rapporteur général.

Le vote sur cette disposition ne sera pas dépourvu de signification puisqu'elle consiste à vider de son sens la réforme et qu'elle va dans un sens favorable aux entreprises.

M. Henri Duffaut. Petites et moyennes !

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Notre système prévoit en effet que les plus-values à court terme seront taxées au taux de 50 p. 100 et les plus-values à long terme au taux de 10 p. 100.

D'une façon générale, faire passer un élément quelconque du court terme au long terme, signifie que l'on porte le taux de son imposition de 50 p. 100 à 10 p. 100.

M. Duffaut nous dit qu'il faut le faire pour les biens ayant donné lieu à amortissements. Les entreprises qui ont pratiqué des amortissements excessifs et qui ont, par conséquent, diminué artificiellement leurs bénéfices imposables, font apparaître ensuite une plus-value au moment de la cession puisque le bien est très fortement amorti. Nous disons que cette plus-value doit être taxée au taux normal de 50 p. 100 alors que pour M. Duffaut le taux de 10 p. 100 serait bien suffisant.

Ainsi, les amortissements seraient d'abord déduits de l'assiette de l'impôt sur les sociétés et on appliquerait ensuite le taux de 10 p. 100 au lieu du taux normal de 50 p. 100.

Ce sous-amendement est donc plus favorable aux entreprises que le texte même du Gouvernement. C'est pourquoi — je le répète — le vote ne sera pas dépourvu d'intérêt.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 83.
(Le sous-amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 77.
(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 56, présenté par M. Duffaut et les membres du groupe socialiste et l'amendement n° 82, présenté par M. Chauvet, deviennent sans objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9 modifié par l'amendement n° 77.
(L'article 9, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 10.]

M. le président. « Art. 10. — 1. Le montant net des plus-values à court terme peut être réparti par parts égales sur l'année de leur réalisation et sur les quatre années suivantes.

« Il s'entend de l'excédent de ces plus-values sur les moins-values de même nature qui ont été effectivement subies au cours du même exercice.

« 2. En cas de cession ou de cessation totale d'entreprise, les plus-values dont l'imposition a été différée en application des dispositions qui précèdent sont rapportées au bénéfice imposable de l'exercice clos lors de cette opération.

« 3. Le cas échéant, l'excédent des moins-values à court terme constaté au cours d'un exercice est déduit des bénéfices de cet exercice. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 10.

(L'article 10, mis aux voix, est adopté.)

[Article 11.]

M. le président. « Art. 11. — 1. Le montant net des plus-values à long terme fait l'objet d'une imposition séparée au taux de 10 p. 100.

« Il s'entend de l'excédent de ces plus-values sur les moins-values de même nature constatées au cours du même exercice.

« 2. L'excédent éventuel des moins-values à long terme ne peut être imputé que sur les plus-values à long terme réalisées au cours des cinq exercices suivants.

« 3. Les plus-values soumises à l'impôt au taux de 10 p. 100, diminuées du montant de cet impôt, sont portées à une réserve spéciale.

« Les sommes prélevées sur cette réserve sont rapportées aux résultats de l'exercice en cours lors de ce prélèvement, sous déduction de l'impôt perçu lors de la réalisation des plus-values correspondantes.

« La disposition qui précède n'est pas applicable :

« a) Si la société est dissoute ;

« b) En cas d'incorporation au capital ;

« c) En cas d'imputation sur la réserve spéciale de pertes non susceptibles de report. »

M. le rapporteur général et MM. Weinman et Lepeu ont présenté un amendement n° 9 qui tend à compléter le paragraphe 1 de cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois, ce montant net n'est pas imposable lorsqu'il est utilisé à compenser le déficit d'exploitation de l'exercice. Le déficit ainsi annulé ne peut plus être reporté sur les bénéfices des exercices ultérieurs. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. L'amendement n° 9 que je soutiens au nom de la commission des finances a pour auteurs nos collègues MM. Weinman et Lepeu.

L'alinéa proposé tend à lever l'interdiction, faite aux sociétés, d'utiliser les plus-values à long terme pour compenser des déficits d'exploitation. Cette compensation, opérée par certaines entreprises provisoirement déficitaires, n'entraîne en effet aucune perte de recettes puisqu'elle équivaut pour l'entreprise intéressée, à renoncer au régime de faveur appliqué aux plus-values à long terme.

Dans ces conditions, la commission des finances vous propose d'adopter l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 9.
(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques tendant à la suppression du paragraphe 2 de l'article 11.

Le premier, n° 30, est présenté par M. Chauvet ; le second, n° 57, est présenté par M. Duffaut et les membres du groupe socialiste.

La parole est à M. Chauvet, pour soutenir son amendement.

M. Augustin Chauvet. Je propose la suppression du paragraphe 2 de l'article 11 qui prévoit que « l'excédent éventuel des moins-values à long terme ne peut être imputé que sur les plus-values à long terme réalisées au cours des cinq exercices suivants ».

Ce texte est condamnable à différents points de vue : il prétend établir une exacte symétrie entre les règles de report des exercices déficitaires et la compensation des plus-values et des pertes de caractère exceptionnel.

Or, si l'on peut admettre que la vocation normale d'une société est de réaliser des bénéfices et qu'en conséquence il s'écoulera rarement une période de déficit supérieure à cinq ans, cette considération est arbitraire lorsqu'il s'agit de profits exceptionnels.

D'autre part, il convient d'observer qu'une moins-value à long terme est une charge d'exploitation et que la véracité des bilans serait faussée si on admettait que la moins-value ne peut être déduite immédiatement des bénéfices de l'entreprise.

Enfin, nombre d'entreprises, qui utilisent du « matériel sur mesure » ou très spécialisé ne font pratiquement pas de plus-value et ne pourraient jamais établir la compensation prévue par le paragraphe 2 et seraient automatiquement pénalisées.

En tant qu'elle peut avoir pour effet d'étendre l'imposition de 50 p. 100 à des bénéfices absorbés par des pertes et par suite, non susceptibles d'être distribués et de donner ouverture à un crédit d'impôt, la disposition envisagée va directement à l'encontre du but poursuivi par le législateur.

En outre, on peut remarquer qu'on aboutirait ainsi à trois régimes différents : un premier qui permettrait aux entreprises déficitaires un report du déficit pendant cinq ans ; un deuxième, qui a été admis en matière d'amortissements différés et qui ne fixe pas de délai pour leur report, d'après l'amendement Poudevigne admis par le Gouvernement ; un troisième pour l'imputation des moins-values à long terme pour laquelle le Gouvernement avait d'abord prévu un délai de cinq ans, qu'il accepte maintenant, à la demande de M. Danel, de porter à dix ans.

Il serait logique, semble-t-il, d'admettre pour l'imputation de ces moins-values la même règle que pour les amortissements différés, c'est-à-dire d'admettre leur report sans limitation de délai.

M. le président. La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Ma proposition, favorable aux entreprises, va au-delà de ce que souhaite le Gouvernement.

Mais de quoi s'agit-il ? Le projet du Gouvernement tend à imposer des pertes et des déficits. C'est là, je l'avoue, une conception fiscale nouvelle.

Comme M. Chauvet, je propose de rendre possible le report des moins-values à long terme. Une telle mesure favoriserait les petites et moyennes entreprises. En effet, pour une grande entreprise les plus-values à long terme réalisées peuvent compenser les moins-values à long terme. Mais pour les petites entreprises — le fait est fréquent — les moins-values ne sont pas compensées ou le sont dans un délai très supérieur à cinq ans. C'est pourquoi je demande à l'Assemblée d'adopter mon amendement. En effet, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, on ne saurait concevoir la taxation des déficits et des pertes.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Etant dans l'incapacité intellectuelle de discuter de deux amendements à la fois, je commencerai par celui de M. Chauvet.

Une voix. Les amendements sont identiques !

M. le rapporteur général. Pas tout à fait ! Ils le sont dans leur conclusion, mais pas dans leur argumentation.

La commission des finances a déjà repoussé l'amendement de M. Chauvet car elle a estimé qu'il serait excessif d'imputer sur des résultats taxables au taux de 50 p. 100 des moins-values afférentes à des opérations qui ne sont assujetties à l'impôt qu'au taux de 10 p. 100.

Je crois toutefois utile de rappeler à M. Chauvet que satisfaction lui est donnée au moins partiellement par l'amendement n° 10 de la commission qui sera discuté dans quelques instants et qui porte de cinq à dix exercices la durée de l'imputation permise pour les moins-values à long terme.

En conséquence, je ne puis que suggérer à M. Chauvet de retirer son amendement. S'il s'y refusait, je demanderais à l'Assemblée de le rejeter.

M. le président. La parole est à M. Chauvet.

M. Augustin Chauvet. Pour les raisons que j'ai indiquées tout à l'heure, et comme l'a rappelé M. Duffaut, il peut y avoir pour les petites et moyennes entreprises des moins-values qui ne seront pas compensées dans un délai de cinq et même de dix ans, alors que pour les grandes entreprises cette compensation a toutes chances de se produire.

Il en sera ainsi pour les petites entreprises que j'ai évoquées, et notamment celles qui utilisent un matériel très spécialisé pour la production de certains articles très chers. On va donc taxer les moins-values de ce matériel en les considérant comme des bénéficiaires.

Il va de soi que dans la mesure de ces moins-values non compensées ces sociétés ne pourront pas distribuer de bénéfices et paieront néanmoins l'impôt sans que les associés puissent bénéficier du crédit d'impôt correspondant.

On arrive donc bien, comme je l'ai souligné, à multiplier les régimes.

Nous avons le cas des exercices déficitaires dont les déficits ne pouvaient être reportés plus de cinq ans et cela était normal. Mais je ne vois pas pourquoi on limiterait à cinq ou dix ans le report des moins-values. Il est légitime que ces moins-values soient constatées immédiatement et puissent être reportées sans limitation de délai. En procédant autrement, on faussera les bilans, ce qui sera très grave.

Je crois que l'on va ainsi à l'encontre de toutes les règles commerciales. Sous prétexte de fiscalité, on démolit tout ce qui existe sur le plan commercial et je ne puis que m'élever contre une telle pratique.

M. le rapporteur général. Il ne me déplairait pas de voir M. le ministre des finances répondre à M. Chauvet. (Sourires.)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Pour ne pas déplaire à M. le rapporteur général, j'exposerai le point de vue du Gouvernement.

D'abord, contrairement à l'interprétation donnée hier au cours de la discussion générale et au début de cette séance par certains orateurs, appartenant notamment au groupe communiste, la position du Gouvernement sur ce texte est une

position d'équilibre, puisqu'en certains points des dispositions sont en effet moins favorables que la législation actuelle. A cet égard, les observations de M. Chauvet et de M. Duffaut sont exactes.

Pourquoi proposons-nous des dispositions moins favorables que la législation actuelle ? C'est en raison du traitement que nous prévoyons désormais pour les plus-values à long terme.

Dans le système actuel, les plus-values à long terme sont en dehors de la taxe au taux de 50 p. 100, c'est-à-dire de l'impôt sur les entreprises. A partir de ce moment, les moins-values à long terme peuvent être déduites des plus-values à long terme. Cela ne change rien puisque les unes et les autres sont soumises au même impôt.

Dès lors que nous proposons pour les plus-values à long terme un impôt réduit au taux de 10 p. 100, si nous autorisons la déduction des moins-values à long terme de l'impôt sur les entreprises, cela signifierait que, pour les moins-values à long terme, nous permettrions de bénéficier d'un allègement de 50 p. 100 alors que pour les plus-values nous ne récupérons que 10 p. 100. Il est donc normal de refuser ce dispositif et de ne compenser les plus-values à long terme qu'avec les moins-values à long terme.

M. Chauvet a indiqué que cette disposition concernait sans doute les entreprises petites et moyennes. Les exemples donnés par mes services démontrent absolument le contraire.

Comment peut-on, en effet, réaliser des moins-values à long terme ? Ce n'est évidemment pas sur des éléments immobiliers puisque, actuellement, les moins-values à long terme supposeraient que sur un délai supérieur à deux ans le prix des terrains ou installations subisse une baisse sensible. Ce n'est manifestement pas le cas.

C'est donc en général sur les produits du portefeuille, c'est-à-dire sur des éléments qui ne sont pas détenus par les entreprises petites et moyennes mais par les entreprises de dimension plus importante et qui ont parfois des moyens d'action sur les cours.

Il serait évidemment tentant, pour certaines grandes entreprises, de réaliser des moins-values en faisant baisser artificiellement la valeur d'une partie de leur portefeuille et de pouvoir les déduire de la fraction de leur revenu qui acquitte l'impôt au taux de 50 p. 100.

A partir du moment où nous acceptons pour les plus-values le taux de 10 p. 100, il faut donc qu'il y ait compensation entre les moins-values et les plus-values.

Certes, l'argument de M. Chauvet peut être exact qui consiste à dire : « Mais il peut exister des exercices pendant lesquels il n'y aura pas de plus-values à inscrire en contrepartie des moins-values ». Et c'est précisément pour répondre à cette préoccupation que le Gouvernement a accepté l'amendement de la commission des finances qui porte à dix ans la période pendant laquelle cette compensation pourra être effectuée.

Je suis convaincu que sur dix ans on trouvera matière à réaliser cette compensation ou alors la moins-value aura eu un caractère exceptionnel et limité dans la gestion de l'entreprise et il n'y aura pas lieu de la déduire de l'impôt.

Pour ces raisons je suis opposé à l'amendement de M. Chauvet ainsi qu'à celui de M. Duffaut et favorable, par contre, à l'amendement de la commission des finances.

M. le président. La parole est à M. Chauvet pour répondre au Gouvernement.

M. Augustin Chauvet. Je suis très surpris de constater que le Gouvernement refuse d'accepter mon amendement alors qu'il est d'accord pour les amortissements différés et que la situation est à peu près la même dans les deux cas.

Il n'y a pas de limitation pour les amortissements différés en période déficitaire. Or le Gouvernement oppose ici un refus. Cependant la disposition touche des entreprises qui utilisent du matériel sur mesure et très spécialisé et qui pratiquement ne réalisent jamais de plus-values. Si ces entreprises ne réalisent jamais de plus-values, elles risquent donc d'enregistrer des déficits qui ne seront plus admis dès lors qu'elles n'auront que des moins-values, et elles seront ainsi pénalisées.

M. le président. La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Je reprendrai les arguments de M. Chauvet.

Il est bien certain que de petites et moyennes entreprises ne réaliseront de plus-values — si elles en réalisent — que lorsqu'elles cesseront d'exercer leur activité.

En fait, à l'occasion de la cession de petits matériels, elles pourront subir des pertes. Je considère comme anormal que ces pertes ne puissent pas être déductibles du bénéfice imposable.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 30 et 57.

(Ce texte, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Danel ont présenté un amendement n° 10 qui tend, à la fin du paragraphe 2 de cet article, à substituer aux mots : « cinq exercices », les mots : « dix exercices ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. M. le ministre des finances a bien voulu défendre cet amendement. Je demande à l'Assemblée de l'adopter.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Pierre Bas a présenté un amendement n° 84 qui tend à compléter le paragraphe 2 de l'article 11 par les mots suivants : « sauf, pour les entreprises en liquidation, à être imputé sur le résultat bénéficiaire de l'exercice de liquidation ».

La parole est à M. Pierre Bas.

M. Pierre Bas. Dans le cadre du nouveau système, l'excédent éventuel des moins-values à long terme ne peut être appliqué que sur les plus-values à long terme réalisées au cours des cinq exercices suivants.

Cette disposition est logique. Il doit, toutefois, être stipulé pour le cas où, en conséquence de la liquidation de la société, les moins-values à long terme seraient supérieures aux plus-values, que l'excédent net pourrait être imputé sur le résultat bénéficiaire du dernier exercice.

L'omission de cette précision grave, en effet, gravement les entreprises en liquidation, car à défaut de stipulation particulière, la perte constatée lors de la réalisation des immobilisations anciennes ne pourrait être imputée sur les résultats de liquidation, lesquels seraient taxés anormalement à 50 p. 100. Ce serait faire supporter par l'entreprise une charge d'impôt supérieure à l'esprit de la législation et aboutir, dans certains cas, à faire payer l'impôt à 50 p. 100 sur les résultats de l'exercice de liquidation, alors que l'entreprise dégage, finalement, une perte globale par rapport au capital d'origine.

C'est pourquoi j'ai déposé cet amendement que la commission a adopté.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Sensible aux arguments de M. Bas et ne voulant pas pénaliser sans justification les entreprises en liquidation, la commission vous propose d'adopter cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement peut accepter l'amendement de M. Bas, mais il propose une rédaction différente qui se justifie par les explications que j'ai données tout à l'heure.

Etant donné qu'il y a une différence de disproportion entre l'impôt sur les plus-values, qui est de 10 p. 100, et le fait d'admettre une moins-value en déduction qui donne un avantage

de 50 p. 100, on pourrait admettre cette compensation à condition de ne compter les moins-values que pour le cinquième de leur montant, de façon que les plus-values et les moins-values soient en théorie traitées de la même façon lors de la liquidation.

J'accepterais donc dans un amendement du Gouvernement l'esprit de la disposition proposée par M. Bas, mais à la condition que les moins-values ne soient comptées que pour le cinquième de leur montant.

M. le président. Le Gouvernement vient en effet de déposer un amendement n° 93 qui tend à compléter le paragraphe 2 de l'article 11 par les mots suivants :

« Toutefois, en cas de liquidation d'entreprise, cet excédent peut être déduit pour le cinquième de son montant des bénéfices de l'exercice de liquidation. »

Monsieur Bas, maintenez-vous votre amendement ?

M. Pierre Bas. Non, monsieur le président. Je me rallie au texte du Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 84 est retiré.

M. Lionel de Tinguy. Je demande la parole contre l'amendement n° 93.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Je demande la parole, contre l'amendement du Gouvernement, surtout pour souligner les conséquences extrêmement regrettables auxquelles aboutira la mécanique qui nous est proposée, et que MM. Duffaut et Chauvet ont en vain combattue.

On nous a exposé que ce texte avait pour objet de rapprocher la situation fiscale de ce qu'elle est dans le droit commercial. Que nous propose-t-on maintenant ? On nous propose de dire : « Voici une moins-value à la date de la liquidation, mais elle ne comptera que pour le cinquième de ce qu'elle est en réalité ». Et, fictivement, on va taxer cette société, qui a probablement fait de mauvaises affaires puisqu'elle se met en liquidation, comme si elle avait, pour les quatre cinquièmes de cette perte, effectué des bénéfices.

Est-ce conforme à la logique, est-ce conforme au droit commercial ? A vous de juger, mes chers collègues. Quant à moi, je suis intimement convaincu que ce système est très regrettable et qu'il aboutira, en pratique, à des conséquences telles que nous aurons l'agrément, à bref délai, d'un joyeux débat fiscal comme celui dans lequel nous sommes présentement engagés.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je n'ai jamais dit qu'il convenait que nous nous efforcions d'aligner le droit fiscal sur le droit commercial. Je n'ai jamais avancé cet argument.

En réalité, il faut considérer les plus-values et les moins-values comme soumises à un régime particulier d'imposition et non au régime général.

S'il était fait application de ce régime général, il ne faudrait pas taxer à 10 p. 100 mais à 50 p. 100, car la logique de la pensée de MM. Chauvet et de Tinguy conduit à appliquer l'impôt au taux de 50 p. 100.

A partir du moment où l'on considère — et c'est souhaitable si l'on veut assurer une plus grande mobilité dans la gestion des entreprises — qu'il faut appliquer un taux réduit, on s'écarte de l'impôt de droit commun pour créer une cédule particulière comprenant les plus-values et les moins-values.

C'est ainsi qu'il faut raisonner. Il serait tout à fait anormal que nul ne critique le fait que les plus-values soient taxées au taux de 10 p. 100 et non à celui de 50 p. 100 et que, par contre, on prétende déduire les moins-values des bénéfices taxables au taux de 50 p. 100.

C'est une cédule particulière, je le répète, et il est normal que, symétriquement, on applique dans les deux cas le même impôt.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 93 ?

M. le rapporteur général. La commission n'a manifestement pas pu délibérer sur l'amendement du Gouvernement et laisse l'Assemblée juge.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 93.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. André Beauguitte a présenté un amendement n° 38 qui tend à rédiger ainsi le paragraphe 3 de cet article :

« Dans le cas où la plus-value à long terme résulte d'une expropriation, l'impôt de 10 p. 100 n'est pas perçu si l'indemnité d'expropriation est employée à la construction et à l'aménagement d'une activité semblable à celle exercée dans le bien exproprié. »

La parole est à M. Beauguitte.

M. André Beauguitte. Monsieur le ministre, le texte qui nous est soumis pose le problème de l'objet des plus-values à long terme qui doivent être réinvesties dans l'entreprise.

Ce principe me paraît trop rigide. Je désirerais que les prélèvements effectués sur les plus-values à long terme soient assimilés à des profits provenant d'une cession partielle d'entreprise, avec perception d'un impôt au taux réduit de 10 p. 100, les plus-values n'ayant pas à être portées à une réserve spéciale.

Dans le cas d'expropriation, l'imposition sur la plus-value me paraît injuste si l'indemnité est utilisée — elle est même souvent insuffisante — à remplacer l'immeuble exproprié.

Tel est le sens de mon amendement auquel je demande au Gouvernement de vouloir bien se rallier.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission a été sensible à l'exposé sommaire des motifs de l'amendement de M. Beauguitte. Elle a estimé, toutefois, qu'il conviendrait de modifier l'amendement n° 38 et d'accorder l'exonération à toutes les cessions pour cause d'utilité publique sans distinguer entre les expropriations et les cessions amiables, afin d'éviter que les entreprises n'aient un intérêt fiscal à utiliser la procédure de l'expropriation.

Sous réserve de cette modification, la commission propose à l'Assemblée d'adopter l'amendement de M. Beauguitte, modifié par le sous-amendement n° 89 qui sera appelé dans quelques instants.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Ma première observation est que l'amendement de M. Beauguitte, qui semble additionnel par rapport au dispositif, se substitue en fait au paragraphe 3 de l'article sans toutefois le remplacer.

L'amendement commence en effet par ces mots : « Rédiger ainsi le paragraphe 3... », mais le paragraphe 3 traite de tout autre chose que le texte de M. Beauguitte. En tout état de cause, il conviendrait donc d'indiquer : « Ajouter au paragraphe 3 l'alinéa suivant... ». Il ne faudrait pas en effet que l'adoption de cet amendement, tel qu'il est actuellement rédigé, entraîne la disparition du paragraphe 3 du texte qui a été adopté par la commission des finances.

Ma deuxième observation portera sur le fond. Le Gouvernement n'approuve pas cette disposition qui témoigne d'une certaine persistance dans l'analyse du problème par référence à la législation antérieure et non pas à la législation nouvelle. Dans la législation nouvelle, il n'y a plus de régime de emploi. Vous proposez, monsieur Beauguitte, que « l'impôt de 10 p. 100 ne soit pas perçu si l'indemnité d'expropriation est réemployée... ». Or le emploi — j'y insiste — n'existera plus dans la législation nouvelle.

Il faut d'ailleurs bien voir l'inconvénient de la mesure que vous proposez. Si l'on institue un régime de emploi, la plus-value correspondante deviendra taxable à l'impôt de droit commun, c'est-à-dire au taux de 50 p. 100.

Dans le régime ancien, l'impôt était perçu, au moment d'une opération, au taux de 50 p. 100, sauf s'il y avait emploi. Dans le système qui nous est proposé on percevra un impôt de 10 p. 100, une fois pour toute et l'opération sera libérée de toute taxation future.

Si l'on institue au contraire un régime de emploi, on n'acquittera pas l'impôt de 10 p. 100 au moment de l'opération, mais la somme correspondante figurera dans les gains d'actif de l'entreprise et devra être frappée un jour ou l'autre au taux de 50 p. 100.

Je présenterai une autre observation qui rejoint le développement de M. de Tinguy, auquel je répondrai tout à l'heure, qui s'étonnait hier que le régime des plus-values soit sur certains points plus favorable aux entreprises qu'aux particuliers.

Tel serait en effet le cas si l'Assemblée adoptait l'amendement de M. Beauguitte. On se souvient qu'en ce qui concerne les plus-values, il n'a pas été prévu pour les particuliers un système de emploi en cas d'expropriation. On a seulement prévu un abattement supplémentaire de 10 p. 100.

Ainsi cet amendement, d'une part n'apporte aucun avantage, mais frappe probablement d'un impôt, en définitive plus lourd les entreprises bénéficiaires et, d'autre part, il procurerait aux entreprises un avantage qui a été refusé aux personnes physiques lorsque l'Assemblée a délibéré sur cette même question.

Le Gouvernement est donc hostile à l'amendement n° 38.

M. le président. Maintenez-vous votre amendement, monsieur Beauguitte ?

M. André Beauguitte. Je le maintiens en acceptant le sous-amendement n° 89 de la commission qui étend son champ d'application, et en précisant, conformément à la demande de M. le ministre des finances, que cet amendement s'insère après le paragraphe 3 de l'article 11.

M. le président. Je suis saisi d'un sous-amendement n° 89 présenté par M. le rapporteur général qui tend, dans le texte proposé par l'amendement n° 38, I. — à substituer aux mots : « résulte d'une expropriation », les mots : « résulte d'une cession pour cause d'utilité publique » ; II. — à substituer aux mots : « si l'indemnité d'expropriation est réemployée... », les mots : « si l'indemnité d'expropriation ou le prix de la cession est réemployé... ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Il convient en effet que M. Beauguitte modifie la rédaction de son amendement en indiquant : « compléter... » au lieu de : « rédiger ainsi le paragraphe 3 ».

Dans le sous-amendement accepté par la commission le mot « réemployé » n'est peut-être pas opportun car il rappelle la législation ancienne. A ce détail près, ce sous-amendement traduit le sentiment de la majorité de la commission et je suis amené à le défendre devant l'Assemblée ainsi que l'amendement auquel il s'applique.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cette disposition consiste à accorder aux entreprises un avantage qui a été refusé aux personnes physiques en ce qui concerne les plus-values immobilières. En cas d'expropriation, les personnes physiques ne bénéficient pas de ce régime de emploi. Pourquoi l'instituer en faveur des seules entreprises ?

Le Gouvernement est donc opposé à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 89.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le sous-amendement, mis aux voix par assis et levé, n'est pas adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 38.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et MM. Weinman et Lepeu ont présenté un amendement n° 11 qui tend à rédiger comme suit le dernier alinéa du paragraphe 3 de l'article 11 : « c) En cas d'imputation de pertes sur la réserve spéciale ; les pertes ainsi annulées cessent d'être reportables ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement a pour objet de préciser au paragraphe 3 de l'article 11 les conséquences de l'imputation des plus-values à long terme à l'égard du report des déficits. Il est la conséquence logique de l'amendement n° 9 présenté par la commission des finances au paragraphe 1 du même article. C'est pourquoi je demande à l'Assemblée d'adopter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. Charret a présenté un amendement n° 53 qui tend à compléter l'article 11 par le nouveau paragraphe suivant :

« 4. — Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les entreprises faisant apport pur et simple d'éléments non amortissables de leur actif immobilisé, créés ou acquis par elles depuis deux ans au moins, auront la faculté de ne pas acquitter, dès l'apport, l'imposition au taux de 10 p. 100 sur les plus-values provenant d'un tel apport.

« Mais elles devront, si elles usent de cette faculté, porter les titres reçus en contrepartie de l'apport, dans leurs écritures, pour un montant égal à la valeur pour laquelle les biens apportés y figuraient. C'est d'après cette valeur que les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des titres seront calculées. »

La parole est à M. Charret.

M. Edouard Charret. L'amendement que j'ai l'honneur de défendre a été rejeté par la commission des finances lors de son premier examen des amendements.

La logique aurait donc voulu que je ne le reprenne pas devant l'Assemblée mais j'ai deux raisons pour le faire. La première est que le rejet en commission des finances n'a été acquis que par deux voix de majorité, le nombre des abstentions étant d'autre part de beaucoup supérieur au total des suffrages exprimés.

En second lieu, les arguments invoqués à la page 39 du rapport par M. Louis Vallon me semblent quelque peu fragiles. En effet, il est indiqué : « Il lui est apparu... — à la commission des finances — ...que l'option qui serait offerte aux entreprises compliquerait la présentation des bilans et le régime d'imposition des valeurs en portefeuille. »

Je ne préjuge pas la pensée intime des membres de la commission des finances qui se sont abstenus, mais ils ont peut-être voulu laisser à l'Assemblée le soin de trancher cette très importante question.

Je reprends les passages principaux de l'exposé des motifs de mon amendement.

« Le régime de taxation applicable aux plus-values dégagées par l'apport d'éléments d'actif non amortissables, acquis ou créés depuis plus de deux ans, ne saurait être identique au régime concernant les plus-values procédant de la vente de ces mêmes éléments.

« Lorsqu'une entreprise fait apport d'éléments d'actifs non amortissables tels qu'un lot de titres de participation ou un fonds de commerce, la plus-value dégagée par cette opération n'est que virtuelle...

« Le régime de taxation prévu dans la rédaction actuelle de l'article 11 du projet de loi présente donc ce premier inconvénient de contraindre l'entreprise apporteuse à faire figurer à son bilan une plus-value virtuelle et peut-être illusoire, par suite à présenter à ses associés un faux bilan. Des auteurs réputés confirment ce point de vue.

« Le second inconvénient tient à l'aspect financier de ces sortes d'opérations.

« Alors qu'une vente d'éléments d'actif procure des disponibilités, sur lesquelles l'impôt peut être prélevé, l'apport de ces mêmes éléments ne s'accompagne d'aucune liquidité nouvelle.

« L'entreprise apporteuse est donc contrainte à un effort de trésorerie que n'a pas à faire l'entreprise vendeuse. Cette situation se trouve aggravée par le fait qu'une entreprise ne

pouvant amortir des valeurs mobilières ne dispose pas, lorsqu'elle procède à un apport, de cette marge d'amortissement complémentaire qui constitue la contrepartie du paiement immédiat de l'impôt... »

Je demande instamment à l'Assemblée de bien vouloir trancher cette question en adoptant mon amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Ainsi que M. Charret a bien voulu le reconnaître, son amendement tendant à différer l'imposition des plus-values résultant de l'apport pur et simple d'éléments d'actif, a déjà été repoussé par la commission des finances, lorsqu'elle a examiné l'article 11.

Aucun élément nouveau ne me paraissant avoir été introduit dans le texte de l'amendement n° 53 qui vient d'être commenté longuement, la commission des finances maintient sa position et je demande à l'Assemblée de la suivre en rejetant cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement est opposé à cet amendement qui tend, en fait, à reconstituer un des dispositifs que nous avons voulu éliminer.

Lorsqu'une entreprise veut se dessaisir d'un bien au profit d'une autre entreprise dont elle reçoit les titres en contrepartie, cette opération n'est pas impossible sous le régime dit du remploi, alors que, si elle recevait non des titres mais les espèces correspondantes, elle devrait payer l'impôt à raison des plus-values ainsi réalisés.

Or, nous voulons précisément mettre un terme à ce régime du remploi qui permet de soustraire des plus-values à l'imposition normalement prévue, imposition qui se trouve d'ailleurs désormais réduite.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 53.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 11, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 11, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 12.]

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je demande la réserve de l'article 12.

M. le président. Dans ces conditions, elle est de droit.

L'article 12 est donc réservé.

[Article 13.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 13 :

Section IV. — RÉGIME FISCAL DES FUSIONS

« Art. 13. — I. Les actes qui constatent des opérations de fusion sont enregistrés au droit fixe de 50 francs.

« Ils sont exonérés de la taxe de publicité foncière.

« La prise en charge du passif dont sont grevés les apports est affranchie de tous droits et taxes de mutation.

« L'application des dispositions qui précèdent est subordonnée à la condition que l'acte ait été enregistré avant le 1^{er} janvier 1971.

« 2. Si la fusion s'accompagne d'une augmentation de capital qui excède le montant du capital de la société absorbée, le droit de 12 p. 100 prévu pour les capitalisations de réserves est exigible sur cet excédent ».

MM. Rieubon et Chaze ont présenté un amendement n° 71 qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Rieubon.

M. René Rieubon. Au cours de la discussion générale, le groupe communiste a déjà critiqué cet article dont il demande la suppression.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances maintient sa position et accepte l'article 13 modifié par un amendement du Gouvernement dont elle a eu connaissance. Elle demande à l'Assemblée de la suivre.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement ne peut qu'être opposé à l'amendement de suppression de l'article 13.

M. Arthur Ramette. Il ne veut jamais nous faire plaisir !

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 71.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 78 qui tend à compléter le paragraphe 2 de l'article 13 par les trois nouveaux alinéas suivants :

« Toutefois, ce droit est réduit à 1,20 p. 100 pour les fusions constatées par actes enregistrés avant le 1^{er} janvier 1971.

« Ce même taux réduit est applicable en cas d'incorporation au capital des primes de fusion dégagées à l'occasion des opérations visées à l'alinéa précédent, quelle que soit la date de cette incorporation.

« Les prélèvements et versements auxquels ont pu donner lieu les réserves des sociétés parties à la fusion ne peuvent s'imputer en aucun cas sur le droit de 1,20 p. 100 visé ci-dessus ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. L'amendement n° 78 répond à une préoccupation de la commission des finances. Nous avons en effet prévu, pour les fusions, d'une part, la substitution d'un droit fixe à l'ancien droit proportionnel de 0,80 p. 100, d'autre part, la suppression du droit de 1,20 p. 100.

A l'inverse, nous avons envisagé l'imposition, au taux de 12 p. 100, des augmentations de capital consécutives aux fusions sans d'ailleurs qu'elles en résultent directement.

On a fait observer que, dans certains cas, le nouveau régime pourrait être plus défavorable que ne l'est l'actuel. C'est pourquoi nous proposons de réduire à 1,20 p. 100, jusqu'au 1^{er} janvier 1971, le taux du droit de 12 p. 100 frappant les augmentations de capital.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. J'ai déjà indiqué que la commission s'était prononcée contre la suppression et par conséquent en faveur de l'article amendé par le Gouvernement. Il y a lieu d'adopter cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 78.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13 complété par l'amendement n° 78.

(L'article 13, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 14.]

M. le président. « Art. 14. — 1. Les plus-values nettes dégagées sur l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé apporté du fait d'une fusion ne sont pas soumises à l'impôt sur les sociétés.

« Il en est de même, jusqu'au 31 décembre 1970, de la plus-value éventuellement dégagée par la société absorbante lors de l'annulation des actions ou parts de son propre capital qu'elle reçoit en apport ou qui correspondent à ses droits dans la société absorbée.

« 2. L'impôt sur les sociétés n'est applicable aux provisions figurant au bilan de la société absorbée que si elles deviennent sans objet.

« 3. L'attribution gratuite des titres représentatifs de l'apport aux membres de la société absorbée n'est pas considérée comme une distribution de revenus mobiliers.

« 4. L'application de ces dispositions est subordonnée à la condition que la société absorbante s'engage, dans l'acte de fusion, à respecter les prescriptions suivantes :

« a) Elle doit reprendre à son passif :

« — d'une part, les provisions dont l'imposition est différée ;

« — d'autre part, la réserve spéciale où la société absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 p. 100.

« b) Elle doit se substituer à la société absorbée pour la réintégration des plus-values dont l'imposition avait été différée chez cette dernière ;

« c) Elle doit calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée ;

« d) Elle doit réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables.

« Cette réintégration peut être étalée sur une période n'excédant pas dix ans, sans que la somme réintégrée chaque année puisse être inférieure au dixième des plus-values.

« En contrepartie, les amortissements et les plus-values ultérieures afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport.

« 5. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 p. 100 des plus-values à long terme afférentes à ses éléments amortissables.

« Dans ce cas, le montant des réintégrations visées au d ci-dessus est réduit à due concurrence. »

MM. Chaze et Ramette ont présenté un amendement n° 72 qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Chaze.

M. Henri Chaze. Cet article est une des pièces maîtresses qui permettent d'accorder aux sociétés des avantages importants.

Nous ne considérons pas le problème du même côté que le Gouvernement. C'est une des raisons pour lesquelles nous demandons la suppression de cet article qui accorde, ainsi que le précise l'exposé des motifs, des avantages certains aux sociétés.

Je n'ai pas l'intention d'engager un débat sur la fiscalité ; je me référerai simplement à quelques attendus de l'exposé des motifs.

J'y relève, par exemple, que, désormais, aucune perception ne sera opérée à l'occasion de la fusion de sociétés, que, par ailleurs, l'octroi d'un délai d'amortissement de dix ans leur procurera même, dans la quasi-totalité des cas, un avantage de trésorerie non négligeable ; plus loin, on annonce la possibilité, pour les sociétés absorbées, de profiter du taux réduit de 10 p. 100 pour la fraction des plus-values présentant le caractère de plus-values à long terme ; enfin, dans certains cas, est même prévue l'exonération de la plus-value.

De plus — et je réponds à l'argument du Gouvernement qui estime nécessaire de pousser à la fusion des entreprises — c'est en France, selon les techniciens, que le régime fiscal des fusions, des cessions, des apports partiels d'actif est le plus favorable. Pour le seul exercice 1962-1963, on note 265 fusions de sociétés avec 139 sociétés acheteuses.

Enfin, les représentants du patronat à la commission fiscale du V^e plan ont reconnu qu'il n'existait aucun obstacle fiscal à la concentration des entreprises.

Il s'agit donc bien, par le biais du projet en discussion, de nous offrir la possibilité de faire des cadeaux aux sociétés. Vous comprendrez dans ces conditions que le groupe parlementaire communiste ne puisse accepter un tel texte. *(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. MM. Chaze et Ramette ont déjà présenté cet amendement à la commission des finances qui l'a rejeté.

Je demande à l'Assemblée de suivre la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement est évidemment opposé à l'amendement de suppression.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 72.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Lepeu ont présenté un amendement n° 14 qui tend, au premier alinéa du paragraphe 5 de l'article 14 à supprimer les mots : « à long terme ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. M. Lepeu, auteur réel de l'amendement, le défendra mieux que moi.

M. le président. La parole est à M. Lepeu.

M. Bernard Lepeu. Mes chers collègues, je ne vais pas vous faire un cours. Vous avez constaté à la lecture de l'exposé des motifs que cet article est particulièrement compliqué. En fait, il tend à modifier complètement la fiscalité des fusions. En particulier, dans son paragraphe 5, il alourdit considérablement la fusion en ne taxant à 10 p. 100 que les plus-values à long terme.

Je vous rappelle que, sous le régime de l'article 219 du code des impôts actuellement en vigueur, la taxation à 10 p. 100 est applicable à toutes les plus-values quelles qu'elles soient.

L'exposé des motifs de l'article 14 ne cache pas que l'objet du projet est de faciliter toutes les fusions. De même, lors de la préparation du V^e plan, on nous a toujours assuré que des fusions plus aisées permettraient à l'économie française de se concentrer. C'est pourquoi il n'est pas possible d'accepter de taxer au taux de 10 p. 100 les seules plus-values à long terme, alors que les plus-values à court terme le seraient à 50 p. 100.

Afin de ne pas alourdir la fiscalité, je demande que les sociétés absorbées puissent continuer à opter pour l'application de l'article 219 du code général des impôts.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. L'argument développé par M. Chaze, suivant lequel le système que nous préconisons ferait disparaître des impositions, ne doit pas être tout à fait fondé puisque l'amendement de M. Lepeu va plus loin que le texte du Gouvernement, au point que je vais être conduit à lui opposer l'article 40 de la Constitution ; ce qui prouve que des pertes de recettes supplémentaires peuvent apparaître à ce titre.

En effet, le dispositif que suggère M. Lepeu tend au cumul des dispositions favorables du régime actuel et du régime nouveau. A mon avis, il faut opter entre les deux car ils sont d'inspiration différente.

Dans le régime actuel, on peut acquitter l'impôt de 10 p. 100 tout de suite sur la totalité des plus-values se rapportant à l'ensemble des biens apportés. En contrepartie, la société absorbante a la faculté de calculer ses amortissements sur la nouvelle valeur d'apport.

Ce que nous prévoyons dans notre texte, c'est que l'impôt de 10 p. 100 sera perçu uniquement sur les plus-values à long terme, dégagées sur les seuls éléments amortissables. En revanche, l'impôt au taux de 50 p. 100 sera perçu sur les plus-values à court terme affectant ces mêmes éléments.

On ne peut emprunter les dispositions les plus avantageuses du régime actuel et du régime nouveau ; il faut accepter clairement l'option.

Ce que propose le Gouvernement dans son article 14 tient compte de la nature des biens et des plus-values, puisqu'il distingue entre biens amortissables ou non. C'est pourquoi il préfère son texte.

L'amendement de M. Lepeu conduirait à une perte de recettes aussi bien par rapport au régime actuel que par rapport au régime nouveau ; par rapport au régime actuel, puisqu'il per-

mettrait d'amortir les biens sur leur nouvelle valeur, sans exiger le paiement de l'impôt de 10 p. 100 sur les plus-values sur biens non amortissables, et par rapport au régime nouveau puisqu'il substituerait un impôt au taux de 10 p. 100 à un impôt au taux de 50 p. 100 sur les plus-values à court terme.

L'article 40 de la Constitution est donc applicable dans l'ancienne législation comme dans la nouvelle.

M. le président. Le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à l'amendement n° 14 de M. le rapporteur et de M. Lepeu.

Quel est l'avis de la commission des finances ?

M. Jean-Paul Palewski, président de la commission des finances, de l'économie générale et du plan. L'article 40 de la Constitution est applicable à l'amendement n° 14.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 14 n'est pas recevable.

M. le rapporteur général et M. Lepeu ont présenté un amendement n° 15 qui tend à rédiger comme suit le deuxième alinéa du paragraphe 5 :

« Dans ce cas, les réintégrations visées au d ci-dessus n'ont pas à être effectuées ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement est le corollaire du précédent. Il doit donc subir le même sort.

M. le président. L'amendement n° 15 n'est pas recevable.

M. Sanson a présenté un amendement n° 51 qui tend à compléter le paragraphe 5 par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois, toujours par dérogation aux dispositions précédant le présent paragraphe 5, et sous réserve de l'agrément du ministre des finances, les sociétés participant à une fusion se verront laisser, jusqu'au 1^{er} janvier 1971, le droit d'opter entre les dispositions de l'article 210 et celles de l'article 219 du code général des impôts. »

La parole est à M. Sanson.

M. René Sanson. Comme disait le poète :

... Ces choses-là sont rudes,

Il faut pour les comprendre avoir fait ses études...

(Sourires.)

Je vais donner un exemple chiffré et vous verrez, mes chers collègues, que mon amendement aboutit à une sorte de transaction entre la proposition de M. Lepeu et celle que vient d'indiquer M. le ministre des finances.

Si une société achète une machine, c'est-à-dire un bien amortissable, au prix de 100 F, qu'elle commence à l'amortir pendant quelques années et que sa valeur comptable soit de 20 francs, au moment de l'apport et de la fusion, elle pourra l'évaluer à 80 francs ; entre 80 francs et 20 francs, il y aura 60 francs de plus-value.

Dans le régime ancien et aux termes de l'article 210 du code général des impôts, au moment de l'apport, la société n'avait rien à payer. En revanche, elle pouvait, ce qui était parfaitement équitable et répondait au principe dit de la « neutralité fiscale », continuer d'amortir, mais sur la base comptable de 20 francs. Par conséquent, il n'y avait rien à dire.

Elle avait aussi une autre possibilité, celle offerte par l'article 219, qui consistait à payer 10 p. 100 sur les 60 francs, c'est-à-dire sur la différence entre 80 francs et 20 francs. Elle payait donc ces 10 p. 100, mais pouvait continuer d'amortir pour 80 francs.

De quoi se plaignent les sociétés en ce qui concerne cet article 14 tel qu'il nous est proposé ?

Dans la mesure, disent-elles, où le Gouvernement — et il a raison de s'engager dans cette voie — encourage les fusions, il ne faut pas que le régime nouveau constitue un pas en arrière par rapport au régime ancien.

Mon amendement tend tout simplement à donner une option supplémentaire : le droit commun serait défini par l'article 14 tel qu'il nous est présenté, mais sous réserve — et j'appelle votre attention sur ce point — de l'agrément du ministre des finances, qui serait juge de l'opportunité, sur le plan de l'économie et de l'intérêt général, de la fusion envisagée.

On pourra ainsi réserver aux sociétés le bénéfice du régime ancien. Les sociétés auront donc le choix entre le régime nouveau de l'article 14 et le régime ancien de l'article 219.

J'entends bien qu'il y a eu des fraudes. M. le ministre l'a souligné à bon escient. Des sociétés se sont livrées à des abus. C'est pourquoi figure dans mon amendement la réserve de l'agrément du ministre des finances.

Par conséquent, chaque fois que des sociétés auront envie de fusionner et que le ministre des finances estimera cette fusion conforme à l'intérêt général, il pourra jusqu'au 1^{er} janvier 1971, c'est-à-dire pendant toute la durée du V^e plan, autoriser ces sociétés à bénéficier soit de l'article 14, soit du régime ancien.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement tend à instituer une option entre le régime proposé et le régime ancien qui comporte lui-même deux options. Que d'options !

L'objet de la réforme étant de simplifier et non de compliquer la législation fiscale, je vous propose, au nom de la commission des finances, de maintenir la décision concernant l'article 14 et de repousser l'amendement de M. Sanson.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je dirai d'abord à M. Sanson que, de toute façon, le poète se sentirait très malheureux dans ce débat. (*Sourires.*)

Quant à l'amendement n° 51, il propose le maintien sous une forme optionnelle du régime existant sous réserve d'un agrément du ministre des finances.

Si j'ai tenu à déployer cette grande feuille devant vous, c'est parce qu'elle peut être utile à votre information. Elle porte, en effet, le nombre des opérations de fusion réalisées l'année dernière. On y voit qu'il y a eu 2.869 opérations au total, c'est-à-dire d'apports partiels d'actif et de fusions proprement dites.

Que ce soit l'actuel ministre des finances ou son successeur, il paraît impossible de porter, cas par cas, une appréciation raisonnée et objective sur un nombre aussi grand d'opérations de cette nature.

Par ailleurs, le dispositif tel qu'il existe n'est pas sans défaut, puisque l'article 219 auquel vous référez, monsieur Sanson, permet dans certains cas d'amortir plus que la valeur du bien selon le dispositif qui vous a été décrit.

M. René Sanson. C'est vrai deux fois.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. A l'inverse, dans le dispositif tel que celui que nous proposons à l'article 14, l'amortissement dégressif pourra, le cas échéant, être repris par l'entreprise absorbante sur la valeur qui sera calculée aux termes de l'acte de fusion.

M. René Sanson. C'est nouveau.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Dans ces conditions, le nouveau régime paraît peut-être, dans certains cas limites, moins favorable ; mais, dans son inspiration économique, il est plus équitable que celui de l'article 219.

M. le président. La parole est à M. Sanson.

M. René Sanson. Monsieur le ministre, est-ce que vous préconisez la substitution de l'amortissement dégressif à l'amortissement linéaire ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je ne préconise rien en la matière.

J'indique simplement que, pour la durée de l'amortissement restant à courir, les règles qui seront appliquées seront celles de l'amortissement dégressif, si elles s'appliquent aux biens en question.

M. René Sanson. Dans ce cas, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 51 est retiré.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 14.

(*L'article 14, mis aux voix, est adopté.*)

[Article 15.]

M. le président. « Art. 15. — 1. Les dispositions des articles 13 et 14 qui précèdent s'appliquent aux scissions et aux apports partiels d'actif dans la mesure où ces opérations ont été agréées par le ministre des finances.

« 2. Toutefois, les titres reçus en rémunération d'un apport partiel d'actif ne pourront être distribués aux actionnaires en franchise d'impôt que si cette répartition a lieu dans un délai d'un an à compter de la réalisation de l'apport.

« 3. Les réductions de capital correspondant à ces distributions sont prises en compte pour le calcul de l'augmentation nette de capital soumise au droit de 12 p. 100.

« 4. Les plus-values ou les moins-values dégagées sur les titres ainsi répartis ne sont pas retenues pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés dû par la personne morale apporteuse. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 2 qui tend à remplacer les paragraphes 2 et 3 de cet article par les dispositions suivantes :

« 2. — Toutefois : a) les titres reçus en rémunération d'un apport partiel d'actif ne pourront être distribués aux actionnaires en franchise d'impôt que si cette répartition a lieu dans un délai d'un an à compter de la réalisation de l'apport ; b) le droit de 12 p. 100 ou de 1,20 p. 100 prévu au paragraphe 2 de l'article 13 ne frappe que l'excédent de la valeur nominale des titres ainsi répartis sur le montant de la réduction de capital éventuellement opérée par la société apporteuse à l'occasion de cette répartition. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. En réalité, cet amendement complète les dispositions adoptées tout à l'heure et relatives à la réduction du taux de 12 p. 100 à 1,20 p. 100 pour les fusions réalisées avant le 1^{er} janvier 1971.

Il s'agit là d'un dispositif comparable concernant les apports partiels d'actif.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Cet amendement répond aux préoccupations de la commission des finances et a été accepté par elle. Je demande donc à l'Assemblée de l'adopter.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 2, accepté par la commission.

(*L'amendement, mis aux voix, est adopté.*)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 15, modifié par l'amendement n° 2.

(*L'article 15, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.*)

[Articles 16 à 18.]

M. le président. « Art. 16. — 1. Les dispositions des articles 13 à 15 s'appliquent aux opérations auxquelles participent exclusivement des personnes morales ou organismes passibles de l'impôt sur les sociétés.

« 2. Ces dispositions ne sont applicables aux apports faits à des personnes morales étrangères par des personnes morales françaises que si ces apports ont été préalablement agréés par le ministre des finances. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(*L'article 16, mis aux voix, est adopté.*)

Section V. — RÉGIME DES LIQUIDATIONS ET DES TRANSFORMATIONS DE SOCIÉTÉS

« Art. 17. — 1. Le régime de faveur auquel sont soumises les liquidations de sociétés agréées par le ministre des finances est étendu, sous les mêmes conditions, aux dissolutions qui interviendront avant une date fixée par décret.

« 2. Les plus-values nettes réalisées lors de ces opérations peuvent être imposées en totalité suivant les règles applicables aux plus-values à long terme, quelle que soit la date d'acquisition des biens.

« 3. Les distributions auxquelles donnent lieu ces opérations n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt prévu à l'article 1^{er} de la présente loi lorsqu'elles ont été soumises à la taxe forfaitaire de 15 p. 100 libératoire de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

« 4. Le troisième alinéa de l'article 221-2 du code général des impôts est abrogé. » — (Adopté.)

« Art. 18. — Lorsqu'une personne morale soumise à l'impôt sur les sociétés cesse d'y être assujettie, ses bénéfices et réserves, capitalisés ou non, sont réputés distribués aux associés en proportion de leurs droits.

« Cette disposition est applicable, le cas échéant, au prorata des résultats qui cessent d'être soumis à cet impôt. » — (Adopté.)

[Article 19.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 19 :

Section VI. — RÉGIME FISCAL DES GROUPES

« Art. 19. — 1. La quote-part de frais et charges retenue pour l'imposition des sociétés mères est fixée uniformément à 5 p. 100 du produit total de leurs participations, crédit d'impôt compris.

« 2. Le cas échéant, le précompte dont ces sociétés sont redevables est diminué du montant des crédits d'impôts qui sont attachés aux produits de participations encaissés au cours de l'exercice précédent. »

MM. Lamps et Chaze ont présenté un amendement n° 73 qui tend, dans le paragraphe 1 de cet article, à substituer au taux de 5 p. 100 le taux de 10 p. 100.

La parole est à M. Lamps.

M. René Lamps. L'article 19 proposé par le Gouvernement a pour objet de substituer à un système assez complexe un système plus simple. Le reproche que nous formulons ne concerne pas cette intention de simplification, mais le taux retenu à cet égard.

En effet, pour fixer la quote-part, trois taux étaient prévus : 5 p. 100, 10 p. 100 et 20 p. 100 du dividende net.

Pourquoi avoir choisi le taux le plus bas, alors que, dans les évaluations relatives aux incidences fiscales de ce projet, vous aviez retenu dans vos calculs, pour l'ancien système, le taux moyen de 8,50 p. 100 qui devait correspondre à peu près au taux de la quote-part ?

Nous proposons donc à l'Assemblée de ne pas retenir le taux de 5 p. 100 fixé par le Gouvernement et d'adopter le taux moyen de 10 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission des finances a déjà eu à se prononcer sur un amendement identique de MM. Lamps et Chaze. Elle l'a repoussé. Je demande à l'Assemblée de repousser également celui-ci.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement n'accepte pas cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 73.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19.

(L'article 19, mis aux voix, est adopté.)

[Article 20.]

M. le président. « Art. 20. — 1. Le bénéfice du régime des sociétés-mères est subordonné à la condition que les titres de participations revêtent la forme nominative ou soient déposés dans un établissement désigné par l'administration.

« Il est réservé aux titres qui ont été souscrits à l'émission ou que la personne morale participante a pris l'engagement de conserver pendant un délai de trois ans.

« Si cet engagement n'est pas respecté la société est tenue de verser au Trésor une somme égale au montant de l'impôt dont elle a été exonérée indument, majoré des intérêts de retard décomptés au taux de 0,75 p. 100 par mois.

« Ce versement est exigible dans les trois mois suivant la cession.

« 2. Le pourcentage de participation exigé pour l'application du régime des sociétés-mères est fixé à 10 p. 100.

« Il s'apprécie à la date de la mise en paiement des produits de la participation.

« 3. Toutefois :

« a) Aucun pourcentage minimum n'est exigé :

« — pour les titres reçus en rémunération d'un apport partiel admis au régime fiscal des fusions ;

« — pour les participations dont le prix de revient excède 25 millions de francs.

« b) Toute société qui bénéficie des dispositions édictées en faveur des sociétés-mères conserve le bénéfice de ces dispositions dès lors qu'elle ne réduit pas le montant de sa participation et que le prix de revient de cette dernière atteint au moins deux millions de francs.

« 4. Les agréments prévus à l'article 145 du code général des impôts cessent d'être accordés postérieurement à la publication de la présente loi. »

M. le rapporteur général et M. Ruais ont présenté un amendement n° 17 qui tend à compléter comme suit le paragraphe 4 de cet article :

« ..., sauf en ce qui concerne les opérations des groupements d'emprunt professionnels créés pour faciliter le financement des investissements dans certains secteurs de l'économie. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. En l'absence de M. Ruais, je défendrai rapidement cet amendement.

Le texte de notre collègue tend à exclure du champ d'application du paragraphe 4 de l'article 20 les opérations de groupements d'emprunt professionnels. En effet, depuis quelques années certains secteurs de l'économie ont constitué, sous forme de sociétés, à défaut d'une autre forme juridique possible, des groupements destinés à faciliter le financement de leur entreprise. N'ayant pas facilement accès au marché financier, ils préfèrent se grouper pour y faire appel dans des conditions plus favorables.

La commission des finances, en vous proposant d'adopter cet amendement, entend simplement obtenir l'assurance que l'article 20 n'aura pas pour effet de faire supporter à ces groupements une double imposition, qui apporterait une lourde entrave à leur activité.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Aux yeux du Gouvernement — je m'en excuse auprès de M. le rapporteur général — il s'agit là d'un faux problème.

Les dispositions relatives aux sociétés mères et filiales intéressent, en effet, la distribution des profits, c'est-à-dire les paiements de dividendes. Or les groupements professionnels correspondants sont des groupements de caractère coopératif ayant pour objet de permettre à des emprunteurs de s'associer et non de répartir des dividendes.

En fait, ces groupements ne doivent pas réaliser de bénéfices, si bien que l'amendement n° 17 est inutile. Néanmoins, soucieux d'apporter l'apaisement que souhaite M. le rapporteur général, le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. Rivain pour répondre au Gouvernement.

M. Philippe Rivain. M. Ruais, retenu hors de cette enceinte, m'a demandé de prendre la parole en son nom.

Je vous remercie d'abord, monsieur le ministre, de ne pas vous être prononcé catégoriquement dans cette circonstance. M. Ruais a voulu, en effet, en déposant son amendement, exprimer une préoccupation sérieuse. Les groupements en cause ont rendu des services considérables, nul ne le conteste. Ils ont

été constitués sous forme de sociétés, avec l'agrément du ministère des finances. Or, les agréments sont supprimés par l'article 20 tel qu'il est actuellement rédigé.

L'apaisement que voulait obtenir M. Ruais me paraît justifié et il importe, me semble-t-il, que l'Assemblée adopte cet amendement, quitte à y renoncer ultérieurement, si M. le ministre des finances déposait en cours de navette un texte de nature à apporter un apaisement définitif.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. Roger Souchal. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Souchal.

M. Roger Souchal. Monsieur le ministre, j'avais déposé un amendement tendant à abaisser le montant des participations qui, dans le paragraphe 3 de l'article 20, est fixé à 25 millions de francs.

Ne pensez-vous pas que cette somme est excessive ? Ne pourriez-vous pas — car cela m'est interdit par l'article 40 de la Constitution — déposer vous-même un amendement en vue de la diminuer ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Si la participation a été fixée à une somme si importante, monsieur Souchal, c'est parce que l'étude faite dans mes services a fait apparaître que jusqu'à présent aucune entreprise ne se trouvait dans cette situation.

C'est une disposition qui a la perfection de la théorie pure, puisqu'elle ne s'appliquera à personne.

Mais le Gouvernement accepte de déposer un amendement pour ramener le chiffre à 20 millions de francs.

M. le président. Le Gouvernement vient effectivement de déposer un amendement n° 94 tendant, dans le troisième alinéa du paragraphe a de l'article 20, à substituer au chiffre de « 25 millions de francs », le chiffre de « 20 millions de francs ».

Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Je crois pouvoir donner l'accord de la commission, mais j'aimerais savoir combien d'entreprises seront touchées par cette mesure.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Dans l'immédiat, le nombre des entreprises touchées par cette mesure ne s'écarte pas sensiblement de celui auquel je viens de faire allusion à propos de la participation de 25 millions de francs. (Rires.)

En réalité, l'objectif du Gouvernement est de prévoir l'avenir. La règle posée est l'exigence, soit d'un pourcentage de 10 p. 100, soit d'une participation représentant, par exemple, 25 ou 20 millions de francs. Il peut se faire qu'actuellement peu de participations remplissent ces conditions, mais au fur et à mesure du développement des entreprises, ce chiffre pourra être atteint.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 94 du Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20, modifié par les amendements adoptés.

(L'article 20, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 21.]

M. le président. « Art. 21. — Les sociétés françaises agréées à cet effet par le ministre des finances peuvent retenir l'ensemble des résultats de leurs exploitations directes ou indirectes, qu'elles soient situées en France ou à l'étranger, pour l'assiette des impôts établis sur la réalisation et la distribution de leurs bénéfices.

« Les conditions d'application des dispositions qui précèdent sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Les indemnités de retard, majorations, amendes et autres pénalités prévues au code général des impôts sont exigibles en cas d'infraction aux dispositions de ce décret ou de non respect des conditions de l'agrément ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 21.

(L'article 21, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. La séance est suspendue pendant quelques instants.

(La séance, suspendue à seize heures cinquante-cinq minutes, est reprise à dix-sept heures dix minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

[Article 22.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 22 :

CHAPITRE II

Mesures relatives à l'assiette de l'impôt.

Section I. — EVALUATIONS

« Art. 22. — Les stocks ne peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation que dans la mesure où leur valeur globale au cours du jour de la clôture de l'exercice est inférieure à leur prix de revient global.

« Cette disposition n'est pas applicable aux travaux en cours, qui sont évalués dans tous les cas au prix de revient. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements de suppression, le premier, n° 18, présenté par M. le rapporteur général, MM. Alduy, Boisdé, Duffaut, Poudevigne, Raulet, de Tinguy et Weinman ; le second, n° 32, présenté par M. Chauvet.

La parole est à M. le rapporteur général, pour soutenir l'amendement n° 18.

M. le rapporteur général. Le caractère vraiment excessif de l'évaluation des stocks au cours du jour a été souligné par plusieurs membres de la commission des finances.

En effet, la généralisation de cette pratique obligerait les entreprises à mettre sur pied un appareil comptable relativement lourd dont elles ne disposent ordinairement pas.

En outre, la mesure proposée ne permettrait à l'Etat qu'un recouvrement anticipé de l'impôt, les plus-values éventuellement dégagées sur les stocks étant taxées en tout état de cause au moment de la vente. Il en résulterait, dans l'immédiat, une difficulté de trésorerie pour certaines entreprises.

C'est pourquoi la commission des finances a adopté les amendements n° 18 et 32 et propose à l'Assemblée, en conséquence, de supprimer l'article 22.

M. le président. La parole est à M. Chauvet, pour soutenir l'amendement n° 32.

M. Augustin Chauvet. Je n'ai rien à ajouter aux explications fournies par M. le rapporteur général, puisque je partage entièrement son opinion.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Dans un esprit de conciliation, le Gouvernement s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. Je mets aux voix le texte commun des amendements n° 18 et 32.

M. René Lamps. Le groupe communiste vote contre.

(Ce texte, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 22 est supprimé.

[Article 23.]

M. le président. « Art. 23. — 1. L'évaluation des valeurs mobilières comprises dans le portefeuille ne peut donner lieu à la constitution d'une provision déductible pour l'assiette de l'impôt que si la valeur de l'ensemble de ce portefeuille a subi une dépréciation.

« 2. La provision pour dépréciation qui résulte éventuellement de l'estimation du portefeuille est soumise au régime fiscal des moins-values à long terme.

« Si elle devient ultérieurement sans objet, elle est comprise dans les plus-values à long terme de l'exercice. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements de suppression, l'amendement n° 19, présenté par M. le rapporteur général, MM. A. duyet de Tinguy, et l'amendement n° 33 de M. Chauvet.

La parole est à M. le rapporteur général, pour soutenir l'amendement n° 19.

M. le rapporteur général. Je laisse à M. Chauvet le soin de développer les arguments favorables à la suppression de cet article.

M. le président. La parole est à M. Chauvet, pour soutenir l'amendement n° 33.

M. Augustin Chauvet. Les motifs invoqués pour la suppression de l'article 23 sont du même ordre que ceux qui militaient en faveur de la suppression de l'article 22.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet article comprend deux dispositions différentes.

Le paragraphe 1 concerne l'évaluation globale du portefeuille et ressemble à la disposition qui était prévue dans l'article 22.

Le Gouvernement pourrait, sur ce point, accepter de s'en remettre à la sagesse de l'Assemblée.

En revanche, le paragraphe 2 est tout différent puisqu'il a pour objet d'éviter que les provisions pour moins-values, en matière de portefeuille, ne puissent être déduites des bénéfices d'exploitation.

L'absence d'une telle disposition aboutirait à une situation paradoxale: les moins-values du portefeuille pourraient être déduites du bénéfice imposable, alors que l'Assemblée a déjà repoussé une disposition de cette nature, en ce qui concerne les moins-values réelles.

Le Gouvernement a donc déposé un amendement tendant à la suppression du paragraphe 1 de l'article 23, mais il insiste pour que le paragraphe 2 soit adopté.

M. le président. La parole est à M. Chauvet.

M. Augustin Chauvet. Le Gouvernement, suivi par l'Assemblée, n'ayant pas accepté de supprimer le paragraphe 2 de l'article 11, ainsi que je l'avais proposé, je suis mal placé pour soutenir maintenant une thèse contraire car l'Assemblée, si elle me suivait, serait en contradiction avec elle-même.

Je me rallie donc à l'argumentation de M. le ministre des finances, tout en regrettant de n'avoir pas été suivi en ce qui concerne la suppression du paragraphe 2 de l'article 11.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Il y avait quelque artifice dans le propos que j'ai tenu il y a quelques instants.

En réalité, la commission des finances a adopté ce matin, en un premier temps, l'amendement tendant à la suppression de l'article 23. Toutefois, les observations qui l'avaient conduite à repousser cet article concernaient essentiellement le paragraphe 1. Aussi s'est-elle ralliée à l'amendement présenté par le Gouvernement.

Si l'Assemblée adoptait l'amendement du Gouvernement, il ne subsisterait donc de l'article 23 que les dispositions qui ont pour objet d'assujettir au régime fiscal de droit commun les moins-values relatives à l'estimation du portefeuille.

C'est pourquoi, retirant l'amendement de suppression que nous avons déposé, je propose à l'Assemblée, au nom de la commission des finances, d'accepter l'amendement du Gouvernement. Ce faisant, elle rétablira le paragraphe 2 de l'article 23.

M. Liévin Danel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Danel, pour répondre à la commission.

M. Liévin Danel. Monsieur le rapporteur général, le second alinéa du paragraphe 2 de l'article 23 est ainsi conçu :

« Si elle devient ultérieurement sans objet, elle est comprise... » — il s'agit de la provision pour dépréciation — « ... dans les plus-values à long terme de l'exercice ».

Cette disposition se rattache donc à l'article 11 sur lequel le Gouvernement a bien voulu accepter de porter à dix exercices, au lieu de cinq, la période pendant laquelle les plus-values à long terme doivent être réalisées pour que l'excédent éventuel des moins-values à long terme y soit imputé.

M. le président. La parole est à M. Chauvet.

M. Augustin Chauvet. Il va de soi que la prolongation de la durée d'imputation, que M. Danel a fait admettre à l'article 11, s'appliquera de plein droit à l'article 23.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Il en sera bien ainsi, puisque l'article 23 assimile les provisions dont il est question aux moins-values à long terme.

M. le président. L'amendement n° 19 est retiré.

Monsieur Chauvet, retirez-vous également votre amendement ?

M. Augustin Chauvet. Oui, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 33 est retiré.

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 79 qui tend à supprimer le paragraphe I de l'article 23.

Cet amendement a été soutenu il y a quelques instants par M. le ministre des finances et des affaires économiques et accepté par la commission.

Personne ne demande la parole ?...

Jc mets aux voix l'amendement n° 79.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 23, modifié par l'amendement n° 79.

(L'article 23, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 24.]

M. le président. « Art. 24. — 1. Les sommes qu'une entreprise verse à un locataire ou à un occupant quelconque en vue de reprendre la libre disposition d'un local qu'elle a acquis grevé d'un droit au bail constituant un élément du prix de revient de l'immeuble.

« 2. Les sommes qu'un locataire verse au bailleur pour entrer en jouissance d'un local à usage industriel ou commercial représentent le prix d'acquisition d'un élément incorporel de son fonds ».

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements de suppression: un amendement n° 20, présenté par M. le rapporteur général, MM. Duffaut et Raulet, et un amendement n° 59, présenté par M. Duffaut et les membres du groupe socialiste.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances a estimé qu'il ne convenait pas d'amortir de façon différente les sommes qu'une entreprise verse à un locataire pour reprendre la libre disposition d'un local et les sommes qu'un locataire verse au bailleur pour entrer en jouissance d'un local à usage industriel ou commercial.

C'est pourquoi la commission vous propose la suppression de l'article 24.

L'amendement de M. Duffaut est de même tendance.

M. Henri Duffaut. En effet.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement, qui a la logique pour lui, est contre cet amendement.

En effet, les dispositions de l'article 24 permettent d'éviter que puissent être traitées différemment, au point de vue fiscal, l'indemnité versée à un locataire par un propriétaire qui veut reprendre son local ou, à l'inverse, l'indemnité qui permet à un locataire d'entrer en possession d'un immeuble industriel.

C'est dans un esprit de logique que le Gouvernement a déposé son texte. Toutefois, il s'en remettra à la sagesse de l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. M. le ministre vient de faire une déclaration fort intéressante.

Si j'ai bien compris, il s'agit là d'un très large adoucissement du système fiscal. Quand un propriétaire encaissera des droits au bail, il ne sera plus passible de l'impôt sur le revenu !

Je remercie M. le ministre au nom de tous les propriétaires intéressés.

M. le président. La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. J'avais présenté mon amendement dans un souci de logique fiscale.

Je fais observer une fois encore qu'il me semble anormal que la même somme puisse être considérée comme un paiement en capital pour le débiteur et, par conséquent, comme amortissable, et comme un revenu pour le créancier et, par conséquent, comme imposable. En effet, malheureusement, je ne crois pas aux intentions que M. de Tinguy vient de prêter au Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix les amendements n° 20 et 59, qui tendent à la suppression de l'article 24.

(Les amendements, mis aux voix, sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, l'article 24 est supprimé.

[Article 25.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 25 :

Section II. — AMORTISSEMENTS

« Art. 25. — A la clôture de chaque exercice, la somme des amortissements effectivement pratiqués depuis l'acquisition ou la création d'un élément donné ne peut être inférieure au montant cumulé des amortissements calculés suivant le mode linéaire et répartis sur la durée normale d'utilisation.

« A défaut, l'entreprise perd définitivement le droit de déduire la fraction des amortissements qui a été ainsi différée ».

M. Duffaut et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 60 qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Je retire cet amendement, compte tenu de l'amendement n° 21 de la commission des finances, sous-amendé par le Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 60 est retiré.

M. le rapporteur général et M. Poudevigne ont présenté un amendement n° 21 tendant à compléter l'article 25 par le nouvel alinéa suivant :

« La possibilité de reporter sans limitation au-delà du délai fixé par l'article 209-1, deuxième alinéa, du code général des impôts, les amortissements régulièrement comptabilisés mais réputés différés en période déficitaire est maintenue ».

Je suis également saisi, par le Gouvernement d'un sous-amendement n° 80 corrigé qui tend à compléter le texte de l'amendement n° 21 par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois, cette faculté de report cesse de s'appliquer si l'entreprise reprend tout ou partie des activités d'une autre entreprise ou lui transfère tout ou partie de ses propres activités ».

La parole est à M. le rapporteur général pour soutenir l'amendement n° 21.

M. le rapporteur général. M. Poudevigne a pris l'initiative de cet amendement, et la commission l'a adopté estimant que la rédaction proposée pour l'article 25 pénalisait de façon excessive, par rapport à la réglementation actuelle, certaines entreprises qui traversent une période de résultats déficitaires.

La commission vous propose donc de permettre que soient reportés au-delà de cinq ans les amortissements différés en période déficitaire.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques pour soutenir le sous-amendement n° 80 rectifié.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement aurait préféré qu'on s'en tienne à son texte initial, qui est conforme à la plupart des législations étrangères et rend obligatoire la constatation de l'amortissement linéaire, ne serait-ce que pour faire apparaître la réalité des résultats des entreprises.

Le Gouvernement souhaite donc que l'amendement de la commission des finances soit repoussé. Néanmoins, pour le cas où l'Assemblée l'adopterait, il a déposé un sous-amendement n° 80 corrigé qui a pour objet d'empêcher que les facilités ainsi accordées puissent être transférées à une autre entreprise par voie de cession sous une forme quelconque.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je suis le porte-parole de la commission.

Le Gouvernement propose d'interdire la faculté de report des amortissements réputés différés en période déficitaire si l'entreprise reprend tout ou partie des activités d'une autre entreprise ou lui transfère tout ou partie de ses propres activités.

La commission a estimé qu'une telle disposition, qui vise manifestement à éviter certaines fraudes, serait en fait beaucoup trop générale et générerait de nombreuses opérations de fusion ou de cession d'entreprises.

Aussi vous propose-t-elle de repousser le sous-amendement du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 80 corrigé.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le sous-amendement, mis aux voix par assis et levé, est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 21 complété par le sous-amendement n° 80 corrigé.

(L'amendement ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25 modifié par l'amendement n° 21.

(L'article 25, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 26.]

M. le président. « Art. 28. — L'amortissement des biens donnés en location est réparti sur leur durée normale d'utilisation, suivant des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 26.

(L'article 26, mis aux voix, est adopté.)

[Article 27.]

M. le président. « Art. 27. — L'amortissement des constructions et aménagements édifés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément. »

MM. Boisdé et Icart ont présenté un amendement n° 1 qui tend à rédiger ainsi cet article :

« L'amortissement des constructions et aménagements édifés sur le sol d'autrui doit être réparti sur la durée du bail ; toutefois, lorsqu'il existe entre le bailleur et le locataire une communauté d'intérêt qui permet de considérer comme anormale la convention conclue entre eux, cet amortissement sera réparti sur la durée normale d'utilisation de chaque élément. Notamment le renouvellement du bail entraînera ipso facto, outre le paiement de l'impôt sur les bénéfices tel qu'il eût résulté d'un amortissement normal, le paiement d'un double droit. »

La parole est à M. Icart pour soutenir cet amendement.

M. Fernand Icart. M. Boisdé avait déposé en commission un premier amendement qui tendait à atténuer la rigidité qu'il jugeait excessive, comme moi d'ailleurs, du texte qui nous est proposé.

Cet amendement présentait, aux yeux de la commission, l'inconvénient d'être assez imprécis pour risquer de rendre inopérant le texte du Gouvernement dont l'objet est de mettre un terme à des abus effectifs et qui sont trop fréquents.

Notre intention, en vous présentant ce deuxième amendement, n'est nullement d'ouvrir une brèche dans les dispositions gouvernementales.

Cet amendement tend seulement à permettre, sans qu'une sanction fiscale intervienne, une opération que, dans certains cas, les entreprises sont contraintes d'effectuer.

En effet, certaines entreprises se voient obligées, faute de disposer d'un terrain et de pouvoir l'acquérir, d'investir sur le terrain d'autrui certains de leurs éléments dans l'attente et l'espoir d'une solution définitive.

Il peut donc se produire des cas de force majeure qui contraignent à investir à moyen terme pour des éléments normalement amortissables à long terme.

Il serait anormal de pénaliser de telles opérations. C'est pourquoi nous présentons cet amendement qui, selon nous, donne des moyens réels de répression des abus, tout en répondant aux besoins qui peuvent être créés par la situation particulière et provisoire des entreprises.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances avait repoussé, au cours de la discussion de l'article 27, un amendement similaire présenté par M. Boisdé.

Elle ne peut donc que maintenir sa position et vous demande de repousser l'amendement soutenu par M. Icart.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Par les dispositions de l'article 27 qu'il vous propose, le Gouvernement tente de mettre fin à un abus consistant à fixer des durées de bail anormalement courtes qui permettent d'amortir n'importe quel bien sur la durée de ce bail.

Par exemple, une entreprise qui construit une usine sur le terrain d'autrui peut passer un contrat de quatre ou cinq ans et prétendre alors amortir la construction de l'usine non pas sur une durée normale mais en quatre ou cinq ans.

De même on peut imaginer pour une résidence secondaire et pour tel ou tel dirigeant d'entreprise des procédures analoges.

Or, la formule de M. Icart, qui ne songe certes pas à justifier des abus de cette nature, est d'une application très incertaine car elle suppose la possibilité pour l'administration de prouver la collusion d'intérêts entre le preneur et le bailleur.

Il est très difficile à l'administration de faire apparaître juridiquement une telle collusion d'intérêts. C'est pourquoi notre article — que nous accepterons tout à l'heure d'amender sur

certains points — a pour objet de prévoir que, même dans le cas de constructions sur le terrain d'autrui, l'amortissement devra être calculé sur la durée normale d'utilisation du bien construit.

D'ailleurs, à la sortie de ce dispositif, le preneur ne risque pas d'être pénalisé puisque la perte qui apparaîtrait éventuellement à ce moment serait bien entendu déductible du bénéfice de l'intéressé.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 1 repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. de Tinguy ont présenté un amendement n° 22 qui tend à compléter l'article 27 par le nouvel alinéa suivant :

« Les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de bail à construction passé dans les conditions de la loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement, que M. de Tinguy défendrait mieux que moi, se justifie par son texte même.

M. de Tinguy y souligne que la loi n° 64-1247 du 16 décembre 1964 n'est pas abrogée. Je m'en doutais mais on peut le préciser.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 22 accepté par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27 complété par l'amendement n° 22.

(L'article 27, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 28.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 28 :

Section III. — FRAIS GÉNÉRAUX

« Art. 28. — 1. Les entreprises sont tenues de fournir, à l'appui de la déclaration de leurs résultats, le relevé détaillé des catégories suivantes de frais généraux lorsque ces frais excèdent des chiffres fixés par arrêté du ministre des finances :

« a) Rémunérations directes et indirectes, y compris les remboursements de frais, versées aux personnes les mieux rémunérées ;

« b) Frais de voyage et de déplacements exposés par ces personnes ;

« c) Dépenses et charges afférentes aux véhicules et autres biens dont elles peuvent disposer en dehors des locaux professionnels ;

« d) Dépenses et charges de toute nature afférentes aux immeubles qui ne sont pas affectés à l'exploitation ;

« e) Cadeaux de toute nature, à l'exception des objets de faible valeur conçus spécialement pour la publicité ;

« f) Frais de réception, y compris les frais de restaurant et de spectacles.

« Pour l'application des dispositions qui précèdent, les personnes les mieux rémunérées s'entendent, suivant que l'effectif du personnel excède ou non 200 salariés, des dix ou des cinq personnes dont les rémunérations directes et indirectes ont été les plus importantes au cours de l'exercice.

« 2. Ces dépenses sont exclues de plein droit des charges déductibles lorsqu'elles ne figurent pas sur le relevé prévu ci-dessus.

« Elles peuvent également être réintégrées dans les bénéfices imposables dans la mesure où elles sont excessives.

« Lorsqu'elles augmentent dans une proportion supérieure à celle des bénéfices imposables ou que leur montant excède celui de ces bénéfices, ils appartiennent à l'entreprise de justifier qu'elles sont nécessitées par sa gestion.

« 3. L'article 112-5° du code général des impôts est abrogé. »

MM. Rieubon, Ballanger et Ramette ont présenté un amendement n° 74 qui tend, dans le premier alinéa du paragraphe 1, à supprimer les mots : « ... lorsque ces frais excèdent des chiffres fixés par arrêté du ministre des finances ».

La parole est à M. Rieubon.

M. René Rieubon. Nous estimons qu'il est nécessaire d'obtenir la sincérité des bilans des entreprises, car nous voulons que, dans tous les cas, celles-ci soient tenues de fournir le relevé détaillé des frais généraux énumérés dans le premier paragraphe de l'article 28.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission demande à l'Assemblée de repousser cet amendement qui, en fait, obligerait les petites entreprises à fournir un relevé détaillé de leurs frais généraux, ce qui paraît difficile et sans objet.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cette disposition de l'article 28 a précisément pour objet d'éviter que l'administration n'impose aux entreprises de petite dimension des formalités excessives concernant les frais généraux qui n'ont, en aucune façon, un caractère somptuaire. Il n'est pas souhaitable de les étendre à la généralité des petits redevables.

Dans cet esprit, le Gouvernement insiste pour que soit maintenue la faculté de fixer par arrêté du ministre des finances un chiffre minimum au-dessous duquel le relevé spécial des frais généraux ne sera pas exigé.

M. René Lamps. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lamps.

M. René Lamps. Dans notre amendement nous visons les grosses entreprises, car la fraude et les dissimulations en matière de frais généraux sont précisément le privilège des grosses entreprises. Elles ont, beaucoup plus que les petites, les moyens de frauder, ne serait-ce que pour une question de prix de revient.

Notre intention n'est donc pas douteuse en la matière.

Cependant, compte tenu des explications données par M. le ministre des finances, nous consentons à retirer cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 74 est retiré.

M. le rapporteur général et M. Raullet ont présenté un amendement n° 23 qui tend à compléter le premier alinéa du paragraphe 1 de l'article 28 par les mots : « pris après consultation des professions intéressées ».

La parole est à M. Raullet pour soutenir cet amendement.

M. Roger Raullet. Notre intention, par cet amendement, est d'éviter au maximum le contentieux inutile. La consultation des professions intéressées est nécessaire avant que soient pris les arrêtés, car les frais généraux diffèrent suivant les professions.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement peut accepter cet amendement, puisqu'il concerne les chiffres limites en deçà desquels il ne sera pas demandé de justification pour ces frais généraux.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 23.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et MM. Robert Ballanger et Ramette ont présenté un amendement n° 24, qui

tend, avant le dernier alinéa du paragraphe 1 de l'article 28, à insérer le nouvel alinéa suivant :

« Ce relevé sera communiqué à l'assemblée des actionnaires en même temps que le bilan. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je laisse à M. Lamps le soin de commenter cet amendement, dont le texte original n'était pas d'ailleurs celui sur lequel l'Assemblée va être appelée à se prononcer. Ce texte a été modifié et simplifié au sein de la commission et a recueilli alors une large majorité.

M. le président. La parole est à M. Lamps, pour soutenir l'amendement n° 24.

M. René Lamps. Cet amendement est parfaitement clair. Nous demandons que le relevé dont il s'agit soit communiqué à l'assemblée des actionnaires en même temps que le bilan.

M. le président. La parole est à M. Anthonioz, contre l'amendement.

M. Marcel Anthonioz. Comme le dit M. Lamps, cet amendement est parfaitement clair. Il est tellement qu'on y voit parfaitement quelle ingérence presque insupportable de l'administration en résulterait en alourdissant d'ailleurs cet article déjà assez chargé.

Les explications données par M. le ministre des finances relativement à l'interprétation qu'il donne de cet article nous donnent l'assurance que les instructions données aux services seront principalement inspirées du souci d'éviter certains abus et que son application ne donnera pas lieu à des abus en sens contraire ; car il est vrai que la déductibilité des frais généraux par les entreprises est parfois génératrice d'abus. Mais, d'un autre côté, le fait d'intervenir et de soumettre aux déclarations et appréciations de l'administration le caractère, le volume et la portée de ces frais généraux conduit cette administration à une ingérence dans l'exploitation de ces entreprises. Si cet amendement est voté, il conviendra que les textes d'application en déterminent la véritable portée.

Quant à l'agrément supplémentaire proposé par l'amendement de M. Lamps, il serait déplacé et excessif.

Telles sont les raisons pour lesquelles je souhaite que l'Assemblée ne suive pas la commission des finances et que cet amendement soit repoussé car, pour notre part, nous ne pourrions pas accepter l'article en discussion s'il comportait une disposition de cette nature.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je veux souligner d'abord que cet amendement a été adopté à une très large majorité par la commission des finances.

En effet, le texte présenté par le groupe communiste ne prévoyait aucune réserve alors que cet amendement précise que le relevé des frais généraux ne sera exigé que lorsque ces frais excéderont les chiffres fixés par arrêté du ministre des finances. Il s'agit donc de cas tout de même exceptionnels.

Dans ces conditions, fidèle à la vieille idée du droit français qui veut que les actionnaires soient considérés comme les propriétaires des sociétés anonymes, la commission des finances a estimé que ces propriétaires légitimes avaient droit à quelques éclaircissements sur les abus susceptibles d'être commis dans la gestion de la société.

C'est pourquoi, à une très large majorité — j'y insiste — la commission a adopté cet amendement. En raison du secret qui entoure les délibérations de la commission des finances, je ne dirai pas qui a marqué, en son sein, le plus d'enthousiasme. Je vous demande, mesdames, messieurs, de bien vouloir adopter l'amendement et de laisser l'actionnaire juge de la gestion de l'entreprise lorsque cette gestion a donné lieu à des abus décelables par des chiffres excédant ceux qui ont été fixés par arrêté du ministre des finances.

M. le président. La parole est à M. Lepeu.

M. Bernard Lepeu. Monsieur le ministre, il est peut-être possible de concilier les préoccupations de M. Anthonioz et celles de M. le rapporteur général.

Point n'est besoin, en effet, pour défendre les actionnaires, de recourir à des dispositions incluses dans des projets de loi à caractère financier. L'Assemblée nationale va très prochainement discuter du droit des sociétés et, à cette occasion, un certain nombre de dispositions seront adoptées qui s'appliqueront obligatoirement. Je ne vois vraiment pas pourquoi des décisions de cette importance seraient incluses dans un texte à caractère financier où elles n'ont absolument pas leur place.

M. le président. La parole est à M. Lamps.

M. René Lamps. Monsieur le ministre, j'avais déposé, en effet, en commission des finances, avec plusieurs de mes collègues, un amendement qui contenait les deux propositions que nous venons de défendre, à savoir la suppression du dernier membre de phrase du premier alinéa de cet article et l'insertion du nouvel alinéa suivant : « Ce relevé sera communiqué à l'Assemblée des actionnaires en même temps que le bilan. »

Cet amendement avait essentiellement pour objet d'assurer la sincérité des bilans et ce dans tous les cas. La commission des finances ne nous a pas suivis sur tous les points, et n'a retenu, comme l'a indiqué M. le rapporteur général, que le contrôle des actionnaires en cas d'abus, c'est-à-dire lorsque les frais généraux dépassent les chiffres fixés par arrêté du ministre des finances.

Nous nous sommes finalement ralliés à cette proposition qui était très loin, il faut le dire, de notre proposition initiale.

Mais, monsieur Lepeu, si vous étiez logique avec vous même, vous auriez dû, conformément à votre dernière déclaration, voter avec nous la question préalable que nous avons posée ou voter, comme nous, la motion de renvoi en commission.

En effet, tous le texte modifie le statut des sociétés. Par conséquent, si l'on suivait M. Lepeu, il faudrait renvoyer tout ce texte devant la commission des lois pour le joindre à l'examen de la modification de la législation sur les sociétés commerciales dont la discussion doit venir un jour prochain devant cette Assemblée.

Ce'a étant dit, puisque nous discutons aujourd'hui d'un texte ayant une portée fiscale, la disposition en cause a bien une portée fiscale. Il s'agit du relevé dont il est question dans le texte même du ministère des finances. Par conséquent, cet amendement trouve normalement sa place dans la discussion d'aujourd'hui et il faut nous prononcer aujourd'hui même sur ce point. *(Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. S'il est une chose à laquelle le Gouvernement tient, c'est au vote de l'article 28 tel qu'il l'a proposé.

C'est, en effet, cet article qui permettra de faire le partage entre les déductions normales, c'est-à-dire nécessaires à la vie des entreprises, et les déductions abusives auxquelles le système des frais généraux a parfois donné lieu.

C'est le motif pour lequel nous avons prévu la déclaration obligatoire.

De toute façon, cette déclaration pouvait être obtenue par l'administration lors des vérifications. Nous avons préféré renverser le dispositif et faire en sorte que les entreprises qui procèdent elles-mêmes à l'exclusion de leurs bénéfices imposables d'un certain nombre de dépenses soient amenées à énumérer ces dépenses qu'elles estiment déductibles, afin que l'administration puisse juger du bien-fondé de cette déduction.

En ce qui concerne l'amendement qui fait l'objet de ce nouveau débat, j'indique seulement à M. le rapporteur général qu'il ne faut pas qu'il y ait confusion dans son esprit à propos de l'interprétation du premier alinéa de l'article 28, qui dispose, pour l'essentiel, que les entreprises sont tenues de fournir, à l'appui de la déclaration de leurs résultats, le relevé détaillé des frais généraux lorsque ces frais excèdent les chiffres fixés par arrêté du ministre des finances. Cela signifie que ce sera le droit commun pour les entreprises d'une certaine importance. Je le dis d'ailleurs en réponse à l'amendement tendant à la suppression de certains termes, qui a été discuté tout à l'heure.

J'ai précisé que nous fixions des chiffres, non pas pour réserver à quelques entreprises la charge de cette démonstration, mais au contraire pour écarter un certain nombre de petites entreprises, artisanales ou individuelles par exemple, auxquelles nous n'avons pas de raison d'imposer cette obligation de déclaration.

Il ne faut donc pas dire que ce dispositif ne s'appliquera que dans des cas exceptionnels. Il s'appliquera normalement sauf pour les entreprises modestes.

Quant à la disposition que vous proposez concernant la communication du relevé à l'assemblée des actionnaires, c'est un autre problème sur lequel l'Assemblée peut se prononcer.

Ce à quoi le Gouvernement tient, c'est que l'administration puisse contrôler les frais généraux, puisque ceux-ci sont déductibles de l'assiette de l'impôt et que nous avons le droit de les connaître et de les vérifier. C'est pourquoi je tenais à préciser l'interprétation concernant les chiffres fixés par arrêté ; j'indique, encore une fois, que ce que le Gouvernement demande à l'Assemblée c'est d'adopter l'article 28 qu'il lui a proposé.

M. le président. La parole est à M. Anthonioz, pour répondre au Gouvernement.

M. Marcel Anthonioz. Je désire, en effet, répondre au Gouvernement et remercier M. le ministre des finances d'avoir bien précisé, contrairement à ce qu'a dit M. le rapporteur général — qu'il veuille bien m'excuser — qu'il s'agit bien d'une disposition de droit commun et non de caractère exceptionnel.

Ainsi est-il reconnu très officiellement que c'est en toute circonstance que la disposition prévue par l'amendement de M. Lamps sera applicable, ce qui serait pour le moins singulier.

Je remercie donc tout particulièrement M. le ministre des finances d'avoir donné cette assurance. Je suis persuadé qu'ainsi l'Assemblée voudra suivre le Gouvernement et repousser l'amendement. *(Mouvements divers.)*

M. Eugène Fourvet. Le ministre n'a pas pris position !

M. Arthur Ramette. Vous sollicitez la déclaration du ministre.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Pour tirer ce débat tout à fait au clair, j'indique d'abord que, par sympathie sans doute, M. Anthonioz sollicite l'opinion de M. le ministre dans un sens où il ne s'est pas avancé.

M. Marcel Anthonioz. Il s'agissait d'une interprétation. *(Sourires.)*

M. Arthur Ramette. Vous tirez la couverture à vous !

M. le rapporteur général. M. le ministre a simplement dit qu'il tenait à l'article 28, amendé d'ailleurs par deux amendements du Gouvernement dont nous parlerons dès que ce petit débat sera terminé.

Et j'en reviens à la décision de la commission des finances prise à une très large majorité : je suis un rapporteur fidèle et je crois, d'autre part, que, même s'il s'agit du droit commun, il n'est pas mauvais que, par un amendement, on rende la vertu commune. *(Sourires.)*

C'est pourquoi je demande à l'Assemblée d'adopter l'amendement proposé par la commission des finances.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 24 présenté par la commission et MM. Ballanger et Ramette, le Gouvernement laissant l'Assemblée juge.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 3 rectifié qui tend, dans le troisième alinéa du paragraphe 2 de cet article, à substituer aux mots : « ... il appartient... », les mots : « ... l'administration peut demander... ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet amendement a été déposé à la suite d'une observation présentée devant la commission des finances.

Il propose, lorsque les frais généraux augmenteront plus que les bénéfices imposables, que l'administration puisse en demander la justification à l'entreprise, alors que le texte initial prévoyait que cette démonstration devait obligatoirement être faite par l'entreprise. L'administration entend seulement se réserver la faculté de l'obtenir.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission ayant accepté cet amendement, je demande à l'Assemblée de l'adopter.

Il en est de même pour l'amendement n° 4 qui doit être appelé après celui-ci.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. C'est effectivement à la suite des observations que j'avais présentées devant la commission des finances que le Gouvernement a bien voulu compléter et légèrement modifier le texte initial de l'article 28 en ce qui concerne la charge de la preuve.

Si j'interviens, c'est parce que je tenais à bien préciser la portée de ce texte, pour éviter toute erreur d'interprétation.

L'administration peut demander à l'entreprise des justifications mais, en cas de désaccord, l'entreprise n'a pas la charge de la preuve devant le juge. Comme à l'accoutumée, c'est la commission départementale des impôts qui, après examen par des professionnels, dira si les justifications apportées sont suffisantes ou non.

Telle est la grande modification par rapport au texte initial et la grande satisfaction que le ministre m'a accordée. Cette modification va d'ailleurs dans le sens de l'équité, car rien n'est plus inéquitable que de charger d'une telle preuve le contribuable qui peut ne pas se tirer d'affaire. En effet, comment démontrer que telle dépense a été rentable ? Après coup, l'administration pourra dire que cette dépense, engagée par l'entreprise, n'a rien rapporté ; mais si elle avait la responsabilité de l'affaire, peut-être l'eût-elle engagée elle-même. Il est donc juste que, dans une matière aussi délicate, l'arbitrage soit rendu par des professionnels.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cette interprétation n'est pas tout à fait exacte. Comme il s'agit de la fixer, il faut le faire d'une façon précise.

A cette procédure, nous prévoyons d'appliquer le droit commun : lorsqu'une démonstration est demandée au redevable, c'est à ce dernier qu'incombe la charge de la preuve. En l'occurrence, puisqu'il appartient à l'entreprise de démontrer la réalité ou l'utilité des frais engagés, c'est à elle qu'incombe cette charge. Elle peut, en revanche, en saisissant la commission départementale des impôts qui, elle, peut, le cas échéant, renverser la charge de la preuve.

Autrement dit, dans une première phase, cette charge incombe à l'entreprise jusqu'à ce qu'elle en ait saisi la commission départementale. C'est alors cette dernière qui tranche.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Je m'excuse de prolonger un débat juridique mais il est capital. C'est pour moi le nœud des dispositions de l'article 28.

Il s'agit de savoir qui, devant le juge, va avoir la charge de la preuve. C'est, en effet, devant le juge que, en fin de compte, la question sera tranchée.

La règle commune, c'est que la commission départementale des impôts fixe la charge de la preuve. Il faut qu'il soit bien entendu — et j'espère que c'est bien là la position de M. le ministre des finances — qu'il sera fait application du droit commun, c'est-à-dire que la commission appréciera souverainement si, oui ou non, les éléments d'information qui lui sont fournis par l'entreprise doivent être considérés comme satisfaisants et permettant de mettre la preuve, conformément au droit commun, à la charge de l'administration ou si, au contraire, ces preuves n'étant pas considérées comme suffisantes par la commission, c'est l'entreprise qui en conservera la charge.

C'est vraiment le point essentiel. J'ai donné en commission un seul exemple des abus auxquels conduit la charge de la preuve, c'est celui de la législation sur les pensions qui a été entièrement faussée par la mise de la preuve, cette fois-ci, à la charge de l'administration. Celle-ci, en connaissant le coût dans certains cas, ne voudra certainement pas le faire apporter aux contribuables.

J'espère que mon interprétation, équitable et mesurée, sera, en définitive, acceptée par M. le ministre après ce court débat.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Nous pourrions continuer longtemps encore cette discussion.

Il ne s'agit pas d'interprétation mais de description. La procédure qui s'appliquera est la procédure de droit commun. Il faut donc s'accorder sur la description et non sur l'interprétation.

Tout d'abord, d'après notre dispositif, la charge de la preuve devant le tribunal incombera normalement à l'entreprise s'il n'y a pas eu intervention de la commission départementale et cette intervention ne sera pas obligatoire.

En second lieu, s'il y a intervention de la commission départementale, ou bien l'administration retient les conclusions de cette dernière ou, au contraire, elle les dépasse.

Si l'administration retient les conclusions de la commission départementale, monsieur de Tinguy, la charge de la preuve appartient à la partie qui conteste le chiffre de la commission départementale, c'est-à-dire à l'entreprise.

Si, au contraire, l'administration estime les conclusions de la commission départementale insuffisantes, c'est à l'administration d'apporter la preuve.

M. Lionel de Tinguy. J'admets cette interprétation, monsieur le ministre, et je vous en remercie.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 3 rectifié.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 4 qui tend à compléter le paragraphe 2 de cet article par un quatrième alinéa ainsi conçu : « En cas de contestation, le désaccord peut être soumis à l'appréciation de la commission départementale des impôts ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je viens de traiter ce sujet, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. J'ai déjà dit que la commission était favorable à l'adoption de cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 4 proposé par le Gouvernement et accepté par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 28 modifié par les amendements adoptés.

(L'article 28, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 29.]

M. le président. « Art. 29. — Les intérêts afférents aux sommes que les associés laissent ou mettent à la disposition de la société ne sont pas admis dans les charges déductibles si le capital n'a pas été entièrement libéré ».

M. Henri Duffaut et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 90 qui tend à compléter cet article par le nouvel alinéa suivant :

« Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux sociétés régies par la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ».

La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Nous proposons d'écarter les sociétés coopératives du champ d'application des dispositions de l'article 29.

Les sociétés coopératives sont des sociétés à capital et personnel variables et la loi du 10 septembre 1947 autorise la libération progressive des parts.

De ce fait, les coopératives ont toujours parmi leurs associés un certain nombre d'actionnaires nouveaux qui n'ont pas encore libéré leurs actions du fait de leur entrée récente dans la société.

En particulier, il faut noter que les règles applicables à certaines coopératives de crédit font obstacle à la libération intégrale du capital social à la souscription. Par ailleurs, ces coopératives reçoivent de leurs associés des sommes qui sont versées à des fonds de garantie qui ont pour but d'accroître les capacités de crédit de la société.

Les dispositions de l'article 29, dans sa rédaction actuelle, priveraient toutes les coopératives de la possibilité de rémunérer les sommes qu'elles détiennent soit en compte courant, soit en dépôts bloqués, soit en dépôts de garantie, et rendraient impossible le fonctionnement de certaines d'entre elles et, notamment, des coopératives de crédit.

La situation de ces coopératives a déjà été reconnue par la loi du 10 septembre 1947 qui, dans son article 27, deuxième alinéa, dispose que ne sont pas applicables aux coopératives constituées sous forme de sociétés par actions les articles 1 à 7 de la loi du 4 mars 1943 et donc l'article 2 selon lequel l'émission d'obligations et de bons est interdite aux sociétés dont le capital n'est pas entièrement libéré.

L'amendement proposé n'a donc pour objet que de compléter les mesures prises dans le sens même déjà adopté par le législateur et d'éviter que la nouvelle loi ne contredise un texte légal qu'elle n'abrege pas expressément.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a adopté l'amendement de M. Duffaut.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte également cet amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 90, accepté par le Gouvernement et par la commission.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 29, complété par l'amendement n° 90.

(L'article 29, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 30.]

M. le président. « Art. 30. — 1. Les rémunérations allouées par les entreprises ne sont admises en déduction de leurs résultats que dans la mesure où elles correspondent à un travail effectif et ne sont pas excessives eu égard à l'importance du service rendu.

« Cette disposition s'applique à toutes les rémunérations directes ou indirectes, y compris les indemnités, allocations, avantages en nature et remboursements de frais.

« 2. La fraction des rémunérations qui n'est pas déductible en vertu du 1. qui précède est considérée comme un revenu mobilier pour l'imposition du bénéficiaire ».

MM. Lamps, Chaze et Rieubon ont présenté un amendement n° 75 qui tend à rédiger ainsi cet article :

« Les traitements, émoluments et autres rémunérations, quelle qu'en soit la forme, alloués aux membres des conseils de surveillance des sociétés en commandite par actions, aux présidents directeurs et directeurs généraux des sociétés anonymes, aux administrateurs des sociétés anonymes investis ou non de fonctions spéciales, aux gérants des sociétés à responsabilité limitée, ainsi qu'aux membres des sociétés en nom collectif et des associations en participations ayant opté pour l'impôt sur les sociétés, ne sont pas admis en déduction du bénéfice imposable ».

La parole est à M. Rieubon.

M. René Rieubon. En effet, il est inadmissible de considérer les intéressés comme des salariés alors qu'ils sont parties prenantes aux profits réalisés par les sociétés auxquelles ils appartiennent.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission n'a pas accepté cet amendement qui tend à prélever toutes les rémunérations de tous les dirigeants sur les bénéfices de l'entreprise.

La commission demande à l'Assemblée de repousser l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement se rallie à la position de la commission, hostile à l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 75.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 30.

(L'article 30, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 31 et 32.]

M. le président. « Art. 31. — Les indemnités ou allocations forfaitaires pour frais versés aux dirigeants de sociétés sont exonérées de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et du versement forfaitaire sur les salaires, s'il est justifié :

« — d'une part, qu'elles correspondent à des frais inhérents à la fonction ou à l'emploi dont le montant n'est pas couvert par la déduction forfaitaire de 10 p. 100.

« — d'autre part, qu'elles sont utilisées conformément à leur objet. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 31.

(L'article 31, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 32. — 1. Les dispositions de l'article précédent sont applicables :

« 1° Dans les sociétés anonymes :

« — au président du conseil d'administration ;

« — au directeur général ;

« — à l'administrateur provisoirement délégué ;

« — à tout administrateur chargé de fonctions spéciales ;

« 2° Dans les sociétés à responsabilité limitée : aux gérants minoritaires ;

« 3° Dans toute société, à toute personne occupant un emploi salarié dont la rémunération totale excède la plus faible des rémunérations allouées aux dirigeants de cette société. Toutefois, il n'est pas tenu compte des rémunérations versées aux administrateurs chargés de fonctions spéciales, pour l'application de cette disposition. » — *(Adopté.)*

[Article 33.]

M. le président. « Art. 33. — Les différends concernant l'application des articles 30 à 32 de la présente loi peuvent être soumis à l'avis de la commission départementale des impôts.

« Dans ce cas, les membres représentant les contribuables comprennent :

« — un commerçant ou un industriel désigné par la chambre de commerce ;

« — un salarié désigné par l'organisation la plus représentative des ingénieurs et cadres ;

« — deux dirigeants de sociétés désignés par les organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives.

« Deux suppléants sont désignés, dans les mêmes conditions, pour chacun des membres titulaires.

« L'administration est autorisée à communiquer tous documents d'ordre fiscal aux membres de la commission. »

M. Duffaut et les membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 61 qui tend à supprimer l'article 33.

La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Le régime actuellement en vigueur est le suivant : la charge de la preuve incombe à l'administration. En cas de contestation, le litige est soumis à une commission de caractère paritaire. Le projet de loi en discussion aujourd'hui

d'hui reporte la charge de la preuve sur le contribuable. Il n'est pas équitable, pensons-nous, de supprimer le caractère paritaire de la commission départementale des impôts

Il me paraît peu opportun de constituer des commissions de circonstance en fonction de la nature du litige. Une telle pratique nuit à l'unité de la doctrine et de la législation fiscale. C'est pourquoi je demande l'adoption de mon amendement en souhaitant que les litiges soient soumis à la commission des impôts directs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a repoussé l'amendement de M. Duffaut.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Depuis le début de l'examen du texte en commission, j'avoue ne pas comprendre les contestations formulées à propos de cet article. D'abord une interprétation persistante et fautive en est donnée suivant laquelle la commission départementale des impôts cesserait d'être paritaire.

Cette commission comprend actuellement huit personnes : trois représentants de l'administration fiscale, le juge du tribunal administratif, et quatre représentants de la profession. L'article 33 propose un mode particulier de désignation des quatre représentants de la profession appelés à connaître des débats relatifs aux dirigeants des entreprises, afin que par l'exercice de leur activité, ils soient particulièrement aptes à traiter de ces problèmes.

Ainsi, on laisserait siéger un commerçant ou un industriel, mais un salarié serait désigné par l'organisation la plus représentative des ingénieurs et cadres, ces derniers étant informés de la situation particulière des dirigeants d'entreprise.

Les contribuables seraient également représentés par deux dirigeants de sociétés désignés par les organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives.

En d'autres termes, l'article 33 ne tend pas à supprimer à la commission son caractère paritaire mais à la composer de membres particulièrement informés du débat. Au contraire, dans la composition traditionnelle de ces commissions, les représentants des contribuables ne connaîtront pas particulièrement le problème en cause.

Je ne parviens pas à déceler la nature réelle de l'opposition à ce dispositif puisque toute commission paritaire doit être composée par des représentants des contribuables parfaitement au fait des problèmes abordés.

Voilà pourquoi le Gouvernement est hostile à l'amendement tendant au rejet de l'article 33.

M. le président. La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. En allant dans le sens indiqué par le Gouvernement, on pourrait même admettre l'absence de tout représentant des commerçants au sein de la commission et que les quatre membres soient des salariés de l'entreprise.

En réalité, on modifie le caractère paritaire de la commission départementale des impôts dans la mesure où l'on donne une interprétation aussi extensive à la représentation du commerce.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 61, repoussé par le Gouvernement et la commission.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, l'amendement, mis aux voix par assis et levé, n'est pas adopté.)

M. le président. M. le rapporteur général et M. Lepeu ont présenté un amendement n° 25 qui tend à rédiger ainsi l'article 33 :

« Les différends concernant l'application des articles 30 à 32 de la présente loi sont soumis à l'avis de la commission départementale des impôts. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. M. Lepeu pourrait, je pense, défendre l'amendement dont il est l'auteur.

M. le président. La parole est à M. Lepeu.

M. Bernard Lepeu. Comme M. Duffaut, je considère que la rédaction actuelle de l'article 33 fausse un peu la composition paritaire de la commission départementale des impôts.

Il faut, je crois, remonter un peu dans le passé pour savoir comment cette commission départementale a été instituée. Elle a été créée à l'initiative de la commission des finances à la suite du vote d'un amendement de M. Marcellin. Pourquoi changerait-on la composition de la commission départementale des impôts, alors que, dans un certain nombre de cas, les justiciables, suivant qu'ils sont commerçants, membres de professions libérales ou agriculteurs, sont aujourd'hui représentés par quatre commerçants, quatre représentants des professions libérales ou quatre agriculteurs ?

Je ne vois pas pourquoi on établirait alors une distinction nette entre les salariés et les entrepreneurs. Il est probable que, dans certains cas, les chambres de commerce désigneront elles-mêmes des salariés pour siéger au sein de la commission départementale.

Voilà pourquoi il n'est pas utile selon moi de distinguer la commission départementale chargée d'examiner les litiges de la commission départementale ordinaire.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Ce débat est tout à fait surprenant et j'en cherche l'intention ou l'arrière-pensée.

D'abord, quelle n'a pas été ma surprise de voir tout à l'heure les membres du groupe communiste voter contre la présence des salariés dans la commission départementale des impôts directs. Source d'étonnement car, dans cette affaire, le Gouvernement cherche précisément à faire siéger dans les commissions départementales des représentants des salariés ! On le lui refuse.

Curieuse est également l'argumentation de M. Lepeu qui, pour conférer à une commission un caractère paritaire, refuse précisément que les représentants des contribuables appartiennent à des catégories voisines de ceux dont il faut trancher les litiges.

La commission départementale des impôts directs a déjà une composition différente selon qu'il s'agit par exemple de bénéficiaires agricoles ou de bénéficiaires non commerciaux. Quelle sera la composition applicable aux dirigeants des entreprises ? Sera-ce celle retenue pour les bénéficiaires agricoles, pour les professions non commerciales ?

Dès lors que l'on n'accepte pas notre texte — ce qui est à la rigueur concevable — on doit proposer une nouvelle composition de la commission départementale. Or on ne nous en propose aucune. Pour être paritaire la commission doit comprendre des représentants des mêmes catégories de contribuables et je souhaiterais que l'on nous précise lesquelles.

Le Gouvernement a proposé une liste de représentants des contribuables où figure pour la première fois un représentant des salariés. S'il ne rencontre pas plus de faveur et si l'on ne veut pas des représentants qu'il propose, que l'on en suggère d'autres, faute de quoi cette commission ne pourrait pas être réunie.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Monsieur le ministre, j'ai été très surpris de constater dans votre projet comme une dépossession des chambres de commerce.

Je me suis demandé pourquoi cette attribution traditionnelle de nos institutions consulaires — qu'elles ont toujours remplie, je crois, à la satisfaction générale — allait maintenant leur échapper. En particulier, pourquoi créez-vous dans notre droit fiscal et dans notre législation en général une catégorie nouvelle, celle des dirigeants de sociétés qui ne seraient pas désignés par un syndicat de dirigeants de sociétés, mais par les organisations patronales interprofessionnelles les plus représentatives.

J'espère que vous pourrez nous préciser qui vous visez, mais j'ai eu l'impression qu'il s'agissait du Conseil national du patronat français qui, jusqu'à preuve du contraire, est l'organisation la plus représentative.

Ainsi, vous allez confier à cette organisation patronale le soin de choisir, dans chaque département, des hommes valables parmi les dirigeants de société. Croyez-vous que cette procédure de désignation soit la bonne ?

Vous me demandez de vous faire une proposition concrète. Je me suis personnellement rallié à la solution préconisée par la commission des finances puisqu'elle permet, en fait, toutes les solutions, en particulier celle d'inviter les chambres de commerce à désigner des représentants compétents pour traiter de ces problèmes, notamment des dirigeants de société ou des cadres.

On pouvait, me semble-t-il, aboutir au résultat que vous souhaitez sans élaborer un nouveau texte, sans donner un désaveu aux chambres de commerce, ce qui serait regrettable, et sans ouvrir non plus un contentieux, non prémédité sans doute, mais qui n'en existerait pas moins, entre les organismes patronaux et les chambres de commerce, lesquels ont vécu jusqu'ici dans la meilleure intelligence.

Voilà pourquoi j'ai voté l'amendement de la commission des finances tendant à ne laisser subsister que le premier alinéa de l'article 33, amendement qui précise seulement que les litiges seront soumis à la commission des impôts, renvoyant à un décret d'application la possibilité d'instituer une commission adaptée aux circonstances. Monsieur le ministre, je fais confiance à votre ingéniosité et à votre équité pour trouver des solutions, sans que nous ayons besoin de les préciser dans la loi.

M. le président. La parole est à M. Duffaut.

M. Henri Duffaut. Le problème posé n'est pas celui de la présence des salariés au sein de la commission. C'est le problème de la simplification de la législation.

Depuis le début de ce débat, M. le rapporteur général a souligné que le projet de loi avait pour objet de simplifier la législation. Or, en la circonstance, on propose de créer une commission pour chaque sorte de litige. Il n'est d'ailleurs pas exclu que cette procédure soit encore étendue, de telle sorte qu'un contribuable soumis à une vérification, serait appelé à se présenter — en l'état actuel des textes — devant deux commissions, mais pourquoi pas davantage demain ? Cette création de commission constitue un précédent car le recours à cette pratique pour les professions libérales et agricoles n'est désormais pas exclu.

Dans un souci de simplification de la législation, il eût été préférable de s'en tenir au *statu quo ante*.

En effet, le rejet de l'article équivaldrait au maintien du régime actuel.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. En conséquence, ce texte devient l'article 33 et l'amendement n° 57 déposé par M. Poudevigne devient sans objet.

[Article 34.]

M. le président. Je donne lecture de l'article 34 :

CHAPITRE III

Dispositions diverses.

« Art. 34. — 1. Toute société qui attribue gratuitement à l'ensemble de son personnel des actions ou parts sociales de son capital a droit à une réduction de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable au taux normal de 50 p. 100.

« Cette réduction est égale au produit dudit impôt par le rapport existant à la clôture de chaque exercice entre le montant nominal des actions ou parts ainsi attribuées depuis cinq ans au plus et le capital total de la société.

« 2. L'attribution des titres n'est pas assimilée à un revenu pour l'application du versement forfaitaire sur les salaires et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et ne donne lieu à la perception d'aucun impôt.

« 3. L'application des dispositions qui précèdent est limitée aux opérations réalisées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

M. le rapporteur général et M. de Tinguy ont présenté un amendement n° 26, qui tend, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1 de cet article, à substituer aux mots : « cinq ans », les mots : « dix ans ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Monsieur le président, je crois que M. de Tinguy défendra mieux que moi cet amendement.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Je serai bref, ayant déjà exposé hier l'objet de cet amendement. J'ai dit à M. le ministre des finances combien j'appréciais son initiative qui tend à faire participer le personnel des entreprises au capital dans des conditions avantageuses. Cette idée est ancienne, mais elle est toujours difficile à mettre en pratique. Elle se heurte en effet à des obstacles psychologiques majeurs tant du côté des dirigeants de sociétés que du côté du personnel et des actionnaires. Il importe donc de « mettre un peu d'huile dans les rouages », si je puis employer cette image familière, et que l'Etat accepte une part du sacrifice demandé aux actionnaires qui cèdent une fraction de leurs avoirs au personnel. C'est l'idée même qui se dégage de la lecture du texte présenté par le Gouvernement.

Mais les calculs sont effectués de telle manière que l'avantage concédé est relativement faible. J'ai cité hier un exemple, d'où il ressortait que l'Etat prend à sa charge à peu près 15 p. 100 du sacrifice des actionnaires, ces 15 p. 100 étant payables en cinq ans. Pour lancer une réforme que je crois essentielle, l'Etat devrait accepter de porter son effort jusqu'à 30 p. 100, payables en dix ans, c'est-à-dire, si mes calculs sont justes, à une fraction représentant un cinquième environ de la charge supportée par les actionnaires, lesquels continueraient à en supporter les quatre cinquièmes. Ce serait un élément de discussion et de conviction susceptible de favoriser, dans nombre de cas, cette distribution du capital au personnel, réforme que je crois très souhaitable.

La commission des finances a bien voulu me suivre. J'espère que le Gouvernement accédera aussi à ma demande.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement ne peut malheureusement pas aller aussi loin que le propose M. de Tinguy. En effet, la réduction d'impôt sur les sociétés prévue à l'article 34 bénéficiera à l'ensemble des actionnaires et non pas seulement aux membres du personnel bénéficiaires de distributions d'actions gratuites.

C'est pourquoi il faut prévoir une limite dans le temps. Il nous a donc paru raisonnable de maintenir la limite de cinq ans, laquelle couvre la période qui va jusqu'à la fin du V^e plan. Le cas échéant, le problème pourra être réexaminé.

En conclusion, le Gouvernement oppose l'article 40 de la Constitution à cet amendement qui aurait pour effet de doubler la période d'attribution des actions ou des parts.

M. le président. Monsieur le président de la commission des finances, l'article 40 est-il applicable ?

M. le président de la commission. Oui, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 26 n'est pas recevable.

M. le rapporteur général a présenté un amendement n° 27 qui tend à compléter l'article 34 par le nouveau paragraphe suivant :

« 4. Le Gouvernement déposera avant le 1^{er} mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances, tout en marquant son accord sur la formule proposée par le Gouvernement, considère que la participation des travailleurs à l'autofinancement des entreprises devrait faire l'objet d'une définition plus large. C'est sur ma proposition qu'elle a accepté l'amendement n° 27, que j'invite l'Assemblée à adopter.

M. le président. La parole est à M. Ballanger.

M. Robert Ballanger. Il semble que le Gouvernement et M. le rapporteur général aient mauvaise conscience. S'agissant d'un texte aussi manifestement destiné à permettre des cadeaux somptueux aux dirigeants de sociétés, ils se sont dit qu'il fallait émettre une sorte de fausse monnaie afin que, sur les quarante-huit articles de ce projet, il en fût un petit qui pût être interprété par les travailleurs comme leur étant favorable.

Mais, emportés par la force de l'habitude, au lieu d'avantager les travailleurs ils ont fait un nouveau cadeau aux employeurs puisque ceux qui, en vertu de cet article, attribueront des actions gratuites à leurs ouvriers bénéficieront d'une réduction d'impôt.

Dans son rapport, M. Vallon a d'ailleurs, d'une manière très pertinente, montré que la fameuse « association capital-travail », dont on parle tant, n'avait pas, jusqu'à présent, recueilli la faveur des entreprises puisque, depuis 1959, seulement 202 d'entre elles, intéressant 104.237 ouvriers, ont appliqué cette formule. Encore M. le rapporteur général est-il muet sur l'importance des sommes ainsi distribuées, ce qui laisse supposer qu'elle est encore beaucoup plus modeste que le nombre des entreprises et des travailleurs concernés.

Il s'agit donc, si l'on me permet cette expression, d'une sorte d'attrape-nigaud contenu dans le texte gouvernemental et d'un cadeau supplémentaire aux sociétés.

Quant à l'amendement de M. Vallon, il tend à obtenir du Gouvernement une promesse dont on ne peut savoir si elle sera tenue.

En effet, alors qu'on fait aux sociétés un cadeau tangible de 740 millions en bel et bon argent sonnante et trébuchant, s'agissant des travailleurs on invite le Gouvernement « à déposer avant le 1^{er} mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement ».

C'est un peu comme le pâté d'alouette — un cheval, une alouette — 740 millions pour les trusts et, pour les travailleurs, l'espoir que d'ici un an un projet de loi apportera quelques faveurs.

C'est pourquoi nous ne saurions approuver l'amendement de M. Vallon. (Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Je ne parlerai pas de pâté d'alouette ! Tout de même, le modeste menu que je propose semble avoir mis en appétit M. Ballanger dont l'argumentation — si l'on peut dire — ne m'a pas entièrement convaincu.

Evidemment, il faut attendre que le Gouvernement, tenant compte du vœu de la commission des finances — et, je l'espère, de l'Assemblée elle-même — dépose un projet, qui ne sera plus la reprise exacte de celui qui, en effet, n'a pas spécialement réussi en janvier 1959 mais qui sera un texte beaucoup plus précis, définissant rigoureusement les participations aux valeurs d'actif des travailleurs.

Le Gouvernement a un an pour élaborer ce projet. Nous verrons bien qui avait raison, de vous ou de moi.

M. Arthur Ramette. Nous demandons 99 p. 100 des actions.

M. le rapporteur général. Nous verrons. Nous ne pouvons pas juger pour le moment. Mais il s'agit moins d'un vœu que d'une demande expresse faite au Gouvernement, et j'espère que M. le ministre des finances voudra bien prendre un engagement précis dans ce sens.

M. Robert Ballanger. Tout cela n'est guère sérieux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement de M. le rapporteur général ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement, qui s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, accepte le dispositif proposé par M. le rapporteur général.

M. Paul Cermolacce. Mais il ne prend pas d'engagement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 27.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 34, complété par l'amendement n° 27.

(L'article 34, ainsi complété, mis aux voix, est adopté.)

[Article 35.]

M. le président. « Art. 35. — 1 Les dépenses d'études et de prospection exposées en vue d'installer à l'étranger un établissement de vente, un bureau d'études ou un bureau de renseignements, ainsi que les charges déductibles supportées pendant les trois premiers exercices de fonctionnement de cet établissement ou de ce bureau ne sont pas rapportées au bénéfice imposable lorsque l'entreprise bénéficie d'un agrément spécial du ministre des finances.

« 2. Le bénéfice de cette disposition peut être accordé lorsque les dépenses sont exposées par l'intermédiaire d'un groupement de petites et moyennes entreprises.

« 3. Les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-248 du 4 février 1959 sont abrogées. »

M. Raullet a présenté un amendement n° 91 qui tend à supprimer le paragraphe 3 de cet article.

La parole est à M. Raullet.

M. Roger Raullet. Contrairement à ce que j'avais pensé en commission, l'amendement de M. Sanson — il sera appelé ultérieurement — ne concerne pas les sociétés conventionnées. D'où le dépôt tardif de mon amendement qu'on me permettra de commenter brièvement.

En effet, les dispositions de l'ordonnance n° 59-248 du 4 février 1959 permettent la création, après agrément, de sociétés conventionnées qui ont pour objet de rechercher pour les professions intéressées des débouchés extérieurs et une expansion intérieure.

L'article 5 de l'ordonnance accorde aux entreprises constituant ces sociétés la possibilité de déduire de leurs impositions le montant des capitaux souscrits pour la formation des dites sociétés et des exonérations de taxe proportionnelle lors de la répartition d'éventuels bénéfices s'ils ne sont pas supérieurs à 5 p. 100 du capital.

Egalement, les plus-values pouvant résulter de cessions de parts ou actions ne sont pas comprises dans le calcul du bénéfice imposable des entreprises actionnaires.

Il va de soi que si les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance sont abrogées, les entreprises devant se grouper pour une action commune de développement renonceraient à cet effort, faute d'encouragement.

Or, un certain nombre de professions avaient accompli depuis six ans des progrès certains dans l'expansion et le regroupement des entreprises, l'étude et l'expansion des marchés ainsi que pour la standardisation et l'unification de leurs productions. Nous irions à l'encontre du but recherché par la présente loi si ces sociétés venaient à disparaître. C'est pourquoi nous demandons le maintien des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance.

Si des erreurs ont été commises par certaines d'entre elles, ces exceptions ne doivent pas entraîner la suppression de celles qui remplissent parfaitement leur rôle.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. M. Sanson a effectivement présenté un amendement à l'article 35.

Nous avons assisté, au sein de la commission des finances, à un dialogue, je dirais presque à un duo, entre M. Raullet et M. Sanson. Finalement, j'avais cru comprendre — mais peut-être me suis-je trompé — que M. Raullet s'était rallié à l'amendement de M. Sanson. Il semble que, depuis, sous des influences qui m'échappent, il ait changé d'opinion.

Il m'appartient cependant de rappeler que la commission, ayant eu à choisir entre l'amendement de M. Raullet et celui de M. Sanson, s'est prononcée en faveur de ce dernier. Elle n'a pas de raison de modifier sa position et je demande à l'Assemblée d'attendre, pour se prononcer, l'examen de l'amendement de M. Sanson.

M. le président. La parole est à M. Raullet.

M. Roger Raullet. L'amendement de M. Sanson n'est nullement incompatible avec le mien. Il a pour essence l'article 239 bis A du code général des impôts, qui dispose : « Les sociétés par actions ou à responsabilité limitée qui seront constituées avant le 1^{er} janvier 1968, et dont les objectifs seront conformes au plan de développement économique et social,

pourront être admises, dans des conditions qui seront fixées par décret et pendant une période qui ne pourra excéder cinq ans, au régime fiscal des sociétés de personnes ».

Il faut donc distinguer entre le régime fiscal des sociétés de personnes et l'article 5 de l'ordonnance de 1959, qui permet aux sociétés conventionnées de pouvoir prospérer. J'estime que l'amendement de M. Sanson concerne davantage les sociétés par actions ou les sociétés à responsabilité limitée, tandis que le mien s'applique aux sociétés conventionnées, que je défends en l'espèce.

M. le rapporteur général. Je répète que la commission n'a pas accepté l'amendement de M. Raulet afin de marquer sa faveur à celui de M. Sanson.

M. Roger Raulet. Ces deux amendements n'ont pas le même objet.

M. le président. Pour éclairer l'Assemblée, j'appelle maintenant l'amendement n° 28, deuxième rectification, qui, déposé par M. le rapporteur général et M. Sanson, tend à rédiger comme suit le dernier alinéa (paragraphe 3) de l'article 35 :

« 3. La date du 1^{er} janvier 1971 est substituée à celle du 1^{er} janvier 1966 qui figure à l'article 239 bis A du code général des impôts. Les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 59-248 du 4 février 1959 sont abrogées ».

La parole est à M. Sanson.

M. René Sanson. Il n'y a pas incompatibilité entre l'amendement de M. Raulet et le mien. Je suis parti du précepte « qui trop embrasse mal étreint » et j'ai préféré, peut-être en visant un peu moins haut, obtenir plus sûrement satisfaction.

Quel est le but recherché ?

A mon avis, si l'article 35 n'était pas complété par mon amendement, les avantages réservés aux exportateurs ne s'appliqueraient qu'aux dépenses exposées en vue de l'installation à l'étranger.

Il importe que les petites et les moyennes entreprises se regroupent et elles ont intérêt, avant d'aller à l'étranger, à constituer, sur le territoire national, en France même, un bureau commun d'exportations. C'est donc à ce stade de départ qu'il convient de les aider.

Voilà pourquoi nous demandons l'extension jusqu'au 1^{er} janvier 1971 du bénéfice de l'article 239 bis A du code général des impôts. Et, sous le bénéfice de ces observations, je demande à l'Assemblée d'adopter notre amendement.

M. le président. Il y a tout de même incompatibilité entre les deux amendements, en ce sens que M. Raulet demande la suppression du paragraphe 3 de l'article 35, tandis que M. Sanson propose de le modifier.

Si l'amendement de M. Raulet est adopté, l'Assemblée ne pourra plus se prononcer sur l'amendement de M. Sanson.

M. René Sanson. Je propose que l'on vote d'abord sur l'amendement de M. Raulet. S'il est repoussé, subsidiairement je demanderai à l'Assemblée de se prononcer sur le mien.

M. Lionel de Tinguy. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Malheureusement, je me propose d'introduire dans ce débat une note de mélancolie.

Le régime dont il est question s'est révélé, jusqu'à présent, fort peu efficace. C'est pourquoi le Gouvernement s'attache à faciliter l'effort d'exportation des entreprises petites et moyennes, en recourant à des moyens supérieurs à ceux qui ont été employés jusqu'ici.

On nous demande de proroger un régime qui a donné jusqu'à présent des résultats extraordinairement limités puisque le chiffre d'affaires réalisé à l'exportation par les sociétés conventionnées est des plus minimes.

Nous proposons, quant à nous, d'introduire dans la législation une disposition qui permette de donner directement aux petites et aux moyennes entreprises la faculté de déduire les dépenses qu'elles exposent soit individuellement, soit par l'intermédiaire de groupements, pour la prospection des marchés extérieurs.

Le débat sur la reconduction du système actuel est donc assez théorique, car ce n'est pas dans cette voie que réside la solution.

J'indique à M. Raulet qu'en tout état de cause il n'est pas question de revenir sur les avantages acquis par les sociétés conventionnées déjà constituées.

Si donc le paragraphe 3 de l'article 35 est adopté, cela signifie simplement qu'on ne créera pas de nouvelles sociétés, mais cela ne signifie pas qu'on remettra en cause les avantages dont bénéficient celles qui existent actuellement. Par conséquent, les inquiétudes de M. Raulet peuvent être apaisées, pour l'essentiel.

Je crois franchement que c'est dans une autre direction qu'il faut rechercher les moyens de développer les exportations des petites et des moyennes entreprises, d'une part en leur accordant l'exonération prévue à l'article 35, d'autre part, dans une certaine mesure, en leur offrant, comme je le propose l'amendement de MM. Sanson et Vallon, de constituer des filiales admises au bénéfice du régime spécial des filiales communes.

Je le répète à l'intention de M. Raulet, le texte du Gouvernement n'aurait pas pour effet de supprimer les avantages acquis par les sociétés conventionnées existantes, lesquelles continueront en tout état de cause à en bénéficier.

M. le président. La parole est à M. Raulet.

M. Roger Raulet. J'avais, bien entendu, interprété ainsi le texte du Gouvernement. Je désire seulement que, dans les professions où il n'existe pas de telles sociétés conventionnées, on puisse en créer, en procédant de l'esprit de l'ordonnance de 1959, qui prévoit une exonération très large.

L'amendement de M. Sanson tend simplement à étendre le bénéfice du régime fiscal des sociétés de personnes. C'est tout différent. Et si l'on maintient cette différence entre les sociétés d'hier et celles de demain, le but recherché ne sera pas atteint.

M. le président. Monsieur Raulet, vous maintenez donc votre amendement ?

M. Roger Raulet. Oui, monsieur le président.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 91.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. L'amendement de M. Sanson n'a donc plus d'objet.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 35, modifié par l'amendement n° 91.

(L'article 35, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Article 36.]

M. le président. « Art. 36. — 1. Jusqu'au 31 décembre 1970, les investissements agréés par le ministre des finances peuvent donner droit à une réduction de l'impôt appliqué aux plus-values à long terme que l'entreprise a réalisées à l'occasion des cessions de terrains à bâtir effectuées au cours des trois années antérieures.

« 2. Cette réduction ne peut excéder :

« — ni la moitié de l'impôt ;

« — ni 5 p. 100 du montant des investissements agréés.

« 3. Le bénéfice de ces dispositions est réservé aux investissements industriels qui ouvrent droit à l'amortissement de 25 p. 100 prévu à l'article 39 *quinquies* D du code général des impôts ou à la réduction de patente visée à l'article 1473 bis de ce code. »

M. le rapporteur général et M. Laurin ont présenté un amendement n° 29, qui tend à rédiger comme suit le paragraphe 3 de cet article :

« 3. Le bénéfice de ces dispositions est réservé :

« a) aux investissements industriels qui ouvrent droit à l'amortissement de 25 p. 100 prévu à l'article 39 *quinquies* D du code général des impôts ou à la réduction de patente visée à l'article 1473 bis de ce code ;

« b) Aux souscriptions d'actions de sociétés immobilières d'investissement ou de parts de sociétés immobilières de gestion ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. Cet amendement tend à étendre le bénéfice des dispositions de l'article 36 aux souscriptions d'actions de sociétés immobilières d'investissement ou de parts de sociétés immobilières de gestion.

M. de Tinguy, qui avait en commission manifesté la même préoccupation, s'est rallié finalement à la proposition de M. Laurin.

Je demande à l'Assemblée d'adopter l'article 36 ainsi modifié.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le Gouvernement accepte l'amendement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 29.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 36, modifié par cet amendement.

(L'article 36, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 37 et 38.]

M. le président. « Art. 37. — 1. Les produits des bons de caisse dont les bénéficiaires sont portés à la connaissance de l'administration sont soumis à la retenue à la source d'après le même taux et dans les mêmes conditions que les revenus des obligations négociables.

« 2. La faculté ouverte aux émetteurs de bons de caisse de ne pas révéler à l'administration les bénéficiaires des produits moyennant le paiement de la retenue à la source au taux de 50 p. 100 s'applique exclusivement aux bons dont le capital n'est pas indexé et dont le taux d'intérêt n'excède pas le maximum fixé par arrêté du ministre des finances.

« 3. Les dispositions qui précèdent sont applicables aux bons émis à compter du 1^{er} janvier 1966. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 37.

(L'article 37, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 38. — Les dispositions de l'article 220-2 du code général des impôts ne sont pas applicables aux emprunts et bons émis par le Trésor à compter de la date de publication de la présente loi. » — (Adopté.)

[Article 39.]

M. le président. « Art. 39. — Nonobstant toute disposition contraire, les agréments auxquels est subordonné l'octroi d'avantages fiscaux prévus par la loi sont délivrés par le ministre des finances.

« Des arrêtés du ministre pourront instituer des procédures simplifiées et déléguer le pouvoir de décision à des agents de l'administration des impôts ayant au moins le grade de directeur départemental. »

La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. J'aurais pu aussi bien déposer un amendement de suppression de cet article que m'inscrire simplement pour exposer les raisons qui me conduisent à inviter l'Assemblée nationale à ne pas l'adopter.

J'évoquerai d'abord le début même de cette discussion, l'exposé remarquable du rapporteur général, qui s'est placé sous l'autorité de M. Thiers pour condamner avant tout l'arbitraire en matière fiscale. Et qu'est-ce que l'article 39 ? C'est l'article qui systématise l'impôt arbitraire, l'impôt subordonné à l'agrément du ministre et qui dispose, chose subnormale encore, que seul le ministre des finances a compétence pour prendre des décisions d'où peuvent résulter des exonérations fiscales.

Je n'insisterai pas trop longtemps sur l'espèce de discourtoisie vis-à-vis des collègues du ministre des finances et sur le manque de confiance qu'une disposition de ce genre, soumise au Parlement, implique. Quoi ! Quand le ministre de la construction accordera un permis de construire qui entraîne l'exo-

nération pendant quinze ans, il faudra que le ministre des finances intervienne à son tour pour redonner l'exonération fiscale.

Il est vraiment paradoxal et contraire à une bonne administration qu'un texte dispose : « Nonobstant toute disposition contraire... » — il y en a donc — « ... les agréments auxquels est subordonné l'octroi d'avantages fiscaux prévus par la loi sont délivrés par le ministre des finances ». C'est la dépossession des autres ministères inscrite dans un texte et, de surcroît, c'est l'interdiction de déléguer l'autorité à un fonctionnaire d'une autre administration. Le deuxième alinéa de l'article indique en effet : « Des arrêtés du ministre pourront instituer des procédures simplifiées et déléguer le pouvoir de décision à des agents de l'administration des impôts... ».

Or la procédure de l'agrément a été normalement instituée pour contrôler la marche d'une entreprise. Il s'agit là de questions assez techniques, qui ont certes un aspect fiscal mais qui en ont d'autres.

Pourquoi se lier les mains de cette façon ? Je crois, monsieur le ministre, qu'il serait sage de retirer purement et simplement cet article.

Je n'ai pas déposé d'amendement de suppression, espérant vous convaincre par cette intervention. En commission, je vous ai demandé si d'autres autorités accorderaient des exonérations fiscales. J'ai dit qu'à ma connaissance, il y avait le commissariat au plan. Vous m'avez répondu que seuls les services du plan pouvaient en accorder. Mais en réfléchissant, j'en ai trouvé d'autres, et je viens de citer le cas du ministre de la construction. Si bien qu'il serait sage, je le répète, de supprimer cette disposition.

Je n'entends aucunement — et j'espère que vous le croyez — diminuer les prérogatives du ministre des finances, mais il les exerce d'autant mieux qu'il ne veut pas les rendre insupportables aux autres. Il est donc préférable, monsieur le ministre, de vous contenter des pouvoirs que vous détenez et de ne pas demander le vole d'un texte dirigé contre vos collègues.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Il m'est difficile de répondre à une intervention aussi personnelle — je parle de ma fonction — et qui est peut-être imprudente de la part de quelqu'un qui, dans le domaine gouvernemental, a exercé des attributions au ministère des finances.

M. Lionel de Tinguy. Ailleurs aussi ! Mais cela est de moindre importance et n'implique pas pour moi une exclusive affection.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. On voit mal qui pourrait donner des agréments en matière fiscale en dehors des administrations fiscales elles-mêmes.

Pour ces agréments, de quoi s'agit-il en réalité ?

Il s'agit d'apprécier les droits des intéressés compte tenu de critères objectifs précis qui sont fixés soit par les textes législatifs, soit par les textes réglementaires ou par les circulaires. Il faut en vérifier la conformité et, d'autre part, s'assurer que ces avantages fiscaux ne sont pas utilisés à des fins qui les dénaturent.

Seules les administrations fiscales ont les moyens matériels de se livrer à une telle appréciation, mais les directives qui leur ont été données ont pour objet de faire en sorte que ces agréments aient un caractère quasi automatique et qu'il soit procédé seulement à la vérification des critères objectifs.

Chaque fois qu'il y a appréciation d'un critère d'opportunité, il y a consultation de l'administration compétente. Et si, sur le plan théorique, M. de Tinguy critique cette disposition, sur le plan pratique je n'ai pas connu de difficultés pendant l'année 1964 ni au début de 1965 alors qu'au cours d'un seul trimestre, 440 demandes ont fait l'objet de décisions extrêmement rapides prises à l'échelon déconcentré.

La logique veut donc que les administrations qui connaissent la matière fiscale donnent les agréments nécessaires. Elles le font dans un cadre nettement défini qui constitue en quelque sorte l'antichambre du droit commun.

M. le président. La parole est à M. de Tinguy.

M. Lionel de Tinguy. Monsieur le ministre, dans le cadre même de ce texte, à six reprises et sans observation, j'ai laissé passer des dispositions qui vous conféraient ce pouvoir

pour l'examen de tel ou tel cas particulier. A l'article 15 pour les apports partiels d'actif; à l'article 16, pour les apports à des sociétés étrangères; à l'article 17, pour les liquidations de sociétés agréées; à l'article 21, pour la consolidation des bilans; à l'article 35, pour la promotion des exportations; à l'article 36, pour les plus-values des terrains à bâtir.

Ce qui me choque, c'est une disposition de principe qui ne renforce aucunement vos droits et qui paraît poser d'une manière trop rigoureuse une sorte de monopole au bénéfice du ministère des finances. C'est cela, je crois, qui n'est pas de bonne pratique. Dans toute la mesure où l'intervention de la direction des impôts sera la plus normale, la mieux placée, c'est entendu. Mais ne dépossédez pas pour autant les services du plan, par exemple, qui, en d'autres domaines, donnent aux intéressés des garanties qu'on ne peut pas leur refuser, ou le ministère de la construction. Et il se peut qu'il y ait d'autres départements, par exemple la santé publique qui, pour telle ou telle opération, devraient donner un avis prédominant.

Ne nous lions pas les mains. Je ne vous enlève aucun pouvoir. Je ne vous enlève même pas la possibilité de légiférer dans votre sens en toutes occasions. Je demande simplement que nous réfléchissions avant de prendre une mesure aussi abrupte.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général. La commission des finances a entendu M. de Tinguy, puis M. le ministre des finances. Enfin, elle a adopté l'article 39. Par conséquent, je dois demander à l'Assemblée d'adopter cet article également.

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 39.

(L'article 39, mis aux voix, est adopté.)

[Article 40.]

M. le président. « Art. 40. — 1. L'impôt sur les sociétés est établi au lieu du principal établissement de la personne morale.

« Toutefois, l'administration peut désigner comme lieu d'imposition :

« — soit celui où est assurée la direction effective de la société;

« — soit celui de son siège social.

« 2. Pour les sociétés étrangères qui n'ont pas d'établissement en France, le lieu d'imposition pourra être désigné par arrêté du directeur général des impôts.

« 3. Les livres et documents désignés à l'article 1991 du code général des impôts doivent être tenus à la disposition des agents des impôts au lieu d'imposition. »

Personne ne demande la parole?...

Je mets aux voix l'article 40.

(L'article 40, mis aux voix, est adopté.)

[Article 41.]

M. le président. « Art. 41. — 1. Les résultats provenant d'exploitations situées dans les départements d'outre-mer ne sont retenus pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés que pour les deux tiers de leur montant.

« 2. L'article 219 bis A du code général des impôts est abrogé. »

MM. Rieubon et Chaze ont présenté un amendement n° 76 qui tend à supprimer cet article.

La parole est à M. Rieubon.

M. René Rieubon. Nous demandons la suppression de cet article, car nous pensons qu'il accorde de nouveaux privilèges fiscaux aux sociétés dont les exploitations sont situées dans les départements d'outre-mer, notamment aux trusts sucriers, dont les profits sont suffisamment importants pour qu'il ne soit pas nécessaire de leur consentir des avantages supplémentaires.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. Lors de l'examen de l'article 41, la commission s'est prononcée pour le rejet de cet amendement. Elle a estimé, en effet, qu'il ne convenait pas de supprimer le régime favorable, évidemment, d'imposition des sociétés dont bénéficient celles d'entre elles qui ont des exploitations dans les départements d'outre-mer.

Je vous demande donc de rejeter l'amendement.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Les taux réduits existent déjà pour ces entreprises. Il s'agit seulement de substituer une réduction de l'assiette à une réduction, du taux, mais le résultat demeure équivalent. Le Gouvernement demande donc le maintien de l'article 41.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 76, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 41.

(L'article 41, mis aux voix, est adopté.)

[Article 42.]

M. le président. « Art. 42. — 1. Les dispositions de l'article 238 sexies (I à III) du code général des impôts sont rétablies pour les sociétés passibles de l'impôt sur les sociétés qui se transformeront en sociétés de personnes avant le 1^{er} janvier 1968.

« Les répartitions opérées sous le régime prévu audit article n'ouvrent pas droit au crédit d'impôt visé à l'article 1^{er} de la présente loi.

« 2. Les sociétés de personnes ne pourront plus opter pour le régime des sociétés de capitaux après le 31 décembre 1967. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 5 qui tend à rédiger comme suit le paragraphe 2 de cet article :

« 2. — Les sociétés de personnes issues de la transformation antérieure de sociétés de capitaux ne peuvent exercer l'option pour le régime des sociétés de capitaux prévue à l'article 239 du code général des impôts. »

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet amendement a pour objet d'interdire ce qu'on peut appeler « l'aller et retour », c'est-à-dire la possibilité pour des sociétés de personnes qui sont issues de la transformation de sociétés de capitaux d'opter ensuite pour le système fiscal des sociétés de capitaux. Il faut qu'elles puissent effectuer une fois cette transformation, si elle leur convient, mais non pas cumuler les avantages des deux systèmes.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a naturellement accepté cet amendement du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 5.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix l'article 42, modifié par l'amendement n° 5.

(L'article 42, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

[Articles 43 et 44.]

M. le président. « Art. 43. — 1. Les dispositions des articles 9 à 11, 22 à 30, 33, 35 et 36 de la présente loi, relatives à l'assiette de l'impôt sur les sociétés, s'appliquent également pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de la taxe complémentaire, à l'exception du 3 de l'article 11 et du 2 de l'article 30.

« Toutefois, les plus-values à long terme ne sont pas soumises à la taxe complémentaire.

« 2. Les plus-values nettes constatées en cas de décès de l'exploitant sont soumises de plein droit au régime fiscal des plus-values à long terme.

« 3. Le même régime est applicable aux plus-values qu'un redevable dont les bénéfices sont fixés forfaitairement réalise à l'occasion de la cession ou de la cessation de son fonds lorsque celle-ci intervient moins de cinq ans après la création ou l'acquisition de ce dernier.

« 4. Les dispositions des articles 41 et 152-2-a du code général des impôts demeurent en vigueur. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 43.

(L'article 43, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 44. — 1. L'impôt sur les sociétés dû au taux de 24 p. 100 par les organismes à caractère non lucratif n'est pas mis en recouvrement si son montant annuel n'excède pas 500 francs.

« Si ce montant est compris entre 500 et 1.000 francs, la cotisation fait l'objet d'une décote égale à la différence entre 1.000 francs et ledit montant.

« 2. L'impôt n'est pas applicable au revenu net des immeubles dont les organismes visés au présent article se réservent la jouissance.

« Il en est de même pour les dividendes des sociétés françaises encaissés par ces organismes. » — (Adopté.)

[Article 45.]

M. le président. « Art. 45. — 1. Les dispositions relatives au crédit d'impôt et au précompte ne sont pas applicables aux produits distribués par les sociétés immobilières d'investissement; les sociétés d'investissement et organismes assimilés.

« 2. Les sociétés d'assurances, de réassurances, de capitalisation ou d'épargne ne sont pas autorisées à imputer le crédit d'impôt prévu à l'article 1^{er} sur le montant de l'impôt sur les sociétés dont elles sont redevables. »

Le Gouvernement a présenté un amendement n° 81 qui tend, dans le paragraphe 2 de l'article 45, à substituer aux mots : « ne sont pas autorisées à imputer le crédit d'impôt », les mots : « ne peuvent imputer que le quart du crédit d'impôt ».

La parole est à M. le ministre des finances, et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Cet amendement soulève le problème des compagnies d'assurances. Ces compagnies ne bénéficient pas, dans la législation actuelle, d'un crédit d'impôt, sauf dans le cas exceptionnel où elles ont le statut de société-mère.

De façon à maintenir le rapport relatif des charges fiscales entre ces entreprises et les autres, il est prévu par l'amendement de les autoriser à imputer le quart du crédit d'impôt.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a approuvé l'amendement du Gouvernement.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 81.

(L'amendement, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 45, modifié par l'amendement n° 81.

(L'article 45, ainsi modifié, mis aux voix, est adopté.)

M. le président. Nous allons être obligés de lever la séance en raison de la réunion à 19 heures de la conférence des présidents.

M. le rapporteur général. Quelques articles seulement restent à examiner. Pourquoi ne pas continuer la discussion ?

M. le président. A quel moment le Gouvernement désire-t-il que le débat soit repris ?

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Monsieur le président, il serait souhaitable, puisque nous disposons encore de quelques minutes, de terminer l'examen des

articles à l'exception de l'article 12 pour lequel la commission des finances doit se réunir afin de faire le point des problèmes qu'il soulève.

En une heure ou une heure et demie, nous pourrions demain achever ce débat.

M. le président. Nous poursuivons donc la discussion.

[Après l'article 45.]

M. le président. M. Prioux a présenté un amendement n° 54 rectifié qui tend, après l'article 45, à insérer le nouvel article suivant :

« Il est ajouté à l'article 221 du code général des impôts un paragraphe 5 ainsi conçu :

« 5. Si un exercice comptable s'étend sur deux années civiles et si le taux de l'imposition est modifié, le nouveau taux ne s'applique qu'à compter du 1^{er} janvier de l'année pour laquelle le taux a été modifié. Les bénéfices de l'exercice comptable sont à cet effet ventilés entre les deux périodes, au prorata du chiffre d'affaires réalisé au cours de chacune de ces deux périodes, à moins que le redevable préfère arrêter ses comptes à la date du 31 décembre précédent ».

La parole est à M. Prioux.

M. Gérard Prioux. Cet amendement, de caractère technique, a pour objet d'inciter à un certain étalement des dates d'exercice des entreprises. Le groupement sur le début de l'année des déclarations fiscales qui doivent être souscrites par les diverses catégories de contribuables présente pour les entreprises et pour certaines catégories de professionnels, experts comptables et comptables notamment, de très graves inconvénients.

En effet, l'exercice de la plupart des entreprises coïncide avec l'année civile et, en conséquence, les travaux de préparation des comptes en vue de l'arrêté du bilan viennent eux aussi, alors qu'ils sont déjà de plus en plus compliqués — en raison de la complexité croissante des affaires — coïncider avec les déclarations réclamées par diverses administrations, notamment les déclarations fiscales.

Certes, des délais de grâce sont accordés depuis de longues années de façon assez régulière. Mais ils ne vont jamais très loin et l'on n'est jamais sûr de les obtenir.

J'ai déposé cet amendement dans l'intérêt des entreprises, des professionnels de la comptabilité et même des administrations fiscales. Il y aurait lieu, je l'ai dit, d'inciter les commerçants et les industriels à arrêter leur exercice à une époque correspondant à un ralentissement saisonnier, lequel se situe rarement en décembre. Mais la plupart de ces entreprises hésitent souvent à le faire parce qu'en cas d'augmentation du taux de l'impôt sur les sociétés, cette augmentation, dans l'état actuel des textes, frappe les bénéfices de la totalité de l'exercice et a ainsi un effet rétroactif pour la fraction de l'exercice située avant le changement de millésime.

Pour venir à bout de ces réticences, il conviendrait donc de décider que l'impôt sur les sociétés ne frappera que les bénéfices réalisés au cours d'une année civile et que, s'il y avait changement de taux, il ne faudrait taxer que les profits de la période courant pendant ladite année civile et non ceux de la période courant pendant l'année civile précédente.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission, reconnaissant le bien-fondé de la préoccupation de M. Prioux, a accepté son article additionnel.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Le problème soulevé par M. Prioux est un problème d'application. Il s'agit de savoir ce qui se passe pour les entreprises qui n'arrêtent pas leurs écritures, notamment leur bilan, à la date du 31 décembre.

D'abord, sur le plan de l'orientation générale, il paraît souhaitable qu'il y ait un certain étalement pour la clôture des comptes et que celle-ci n'intervienne pas nécessairement le 31 décembre. Le Gouvernement est favorable à cet étalement.

Il indique qu'il tiendra compte chaque fois de cet état de fait, si une modification de la législation fiscale intervenait, de façon qu'il n'y ait pas d'effet rétroactif d'imposition pour les

entreprises ayant choisi une date de clôture qui les pénaliserait par rapport à celle du 31 décembre. Telle est d'ailleurs la règle proposée dans le texte et il est prévu que les dispositions s'appliqueront à l'exercice ouvert postérieurement à l'adoption du présent projet.

Il n'est donc pas souhaitable d'adopter l'amendement n° 54 qui pose des problèmes de technique et de rédaction qui ne sont pas entièrement résolus par ce texte. En revanche, M. Prioux peut être assuré que nous prendrons les dispositions nécessaires pour éviter une pénalisation fiscale rétroactive des sociétés qui choisiraient une date de clôture distincte de celle du 31 décembre.

M. le président. La parole est à M. Prioux.

M. Gérard Prioux. Je vous remercie, monsieur le ministre, de vos assurances. Dans ces conditions, pour vous faciliter la tâche, je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 54 est retiré.

M. Pierre Bas a présenté un amendement n° 87 qui tend, après l'article 45, à insérer le nouvel article suivant :

« Les entreprises industrielles et commerciales disposent, pour le dépôt des déclarations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les sociétés, d'un délai expirant à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes dudit exercice et au plus tard dans les six mois de la clôture de ce dernier.

« Le solde de l'impôt sur les sociétés éventuellement exigible doit être liquidé dans les quinze jours du dépôt de cette déclaration. »

La parole est à M. Prioux.

M. Gérard Prioux. Notre collègue M. Pierre Bas, retenu au conseil général de la Seine, m'a demandé de défendre son amendement.

Il s'agit là encore d'un texte de caractère technique qui a pour objet de faire en sorte que soit reconsidéré le délai accordé aux entreprises pour le dépôt des déclarations fiscales.

Il serait dommage que les vérifications qu'on veut d'ailleurs plus sérieuses, aussi bien en France que dans l'ensemble des pays du Marché commun, sur le fonctionnement des entreprises aient lieu après l'établissement des déclarations fiscales.

Ce n'est pas là une bonne procédure et c'est ce qui a conduit M. Pierre Bas à déposer cet amendement.

M. le président. Que est l'avis de la commission ?

M. le rapporteur général. La commission a émis une sorte d'avis favorable à l'adoption de l'amendement, entendant par là souligner que le problème soulevé par M. Pierre Bas mérite examen et en souhaitant que le Gouvernement fasse connaître sa position sur ce point.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je crois que le problème mériterait d'être examiné plus à fond.

Il n'est pas démontré qu'il soit de l'intérêt de ceux qui interviennent dans l'établissement des comptes de retarder de six mois — c'est-à-dire de trois mois supplémentaires — cet établissement, car la période utile pour tenir les assemblées générales des actionnaires serait désormais celle des mois de juillet et d'août. Cela paraît fort peu souhaitable et d'ailleurs fort peu probable pour qui connaît nos mœurs.

Le problème de l'étalement mérite sans doute d'être examiné de plus près, sans fixer à trois mois l'allongement automatique du délai. Je demande à M. Prioux qui représente M. Pierre Bas de tenir compte de ces indications.

M. le président. Monsieur Prioux, maintenez-vous l'amendement n° 87 ?

M. Gérard Prioux. Non, monsieur le président, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 87 est retiré.

[Articles 46 et 47.]

M. le président. « Art. 46. — 1. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la présente loi, et notamment les articles 40, 109-2, 138 bis, 143 bis, 143 ter, 144 (§§ 1-2 bis et 4), 144 bis, 146 bis, 159 quater, 189 bis, 199 ter 1 bis, 210, 717, 718, 720 et 1205 bis du code général des impôts.

« 2. Les articles 40 sexies, 41 bis et 42 du même code ainsi que l'article 28 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 sont maintenus en vigueur.

« 3. Les dispositions des articles 12 et 13 de la présente loi ne portent pas atteinte aux régimes spéciaux qui prévoient l'enregistrement gratuit ou au droit fixe de certains actes de sociétés ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 46.

(L'article 46, mis aux voix, est adopté.)

« Art. 47. — 1. Les dispositions des articles 1 à 8 de la présente loi sont applicables aux revenus distribués à compter du 1^{er} janvier 1966.

« 2. A titre exceptionnel, les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés acquitteront la retenue prévue à l'article 119 bis du code général des impôts, au taux réduit de 12 p. 100, sur les revenus ouvrant droit au crédit d'impôt qui seront mis en paiement en 1966.

« Cette retenue sera due quels que soient les bénéficiaires des revenus. Elle sera définitivement acquise au Trésor. Toutefois, elle s'imputera, le cas échéant, sur le montant du précompte dû au titre des mêmes distributions ». — (Adopté.)

[Après l'article 47.]

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 95 qui tend, après l'article 47, à insérer le nouvel article suivant :

« Les rapports présentés et les propositions de résolution soumises aux assemblées générales d'associés ou d'actionnaires en vue de l'affectation des résultats de chaque exercice, doivent mentionner le montant des dividendes qui ont été mis en distribution au titre des trois exercices précédents et celui du crédit d'impôt ou de l'avoir fiscal correspondant ».

La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Bien que cet amendement soit très clair, je préférerais qu'il fût réservé de façon que la commission des finances puisse l'examiner au cours de sa réunion de demain.

M. le président. L'amendement n° 95 est réservé.

[Article 48.]

M. le président. « Art. 48. — Des décrets en Conseil d'Etat fixeront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi.

« Ils pourront apporter au code général des impôts les adaptations que celle-ci rend nécessaires et prévoir les mesures transitoires qu'appellent ses dispositions.

« Ils fixeront les dates d'entrée en vigueur de la loi, compte tenu des dispositions de l'article qui précède, sans pouvoir imposer d'obligations rétroactives aux redevables.

« Toutefois l'ensemble de la loi s'appliquera au plus tard aux exercices ouverts postérieurement au 31 décembre 1965. »

La parole est à M. Charret.

M. Edouard Charret. Monsieur le ministre, je désire simplement vous demander une précision sur la rédaction de l'article 48.

Celle-ci, éclairée par l'exposé des motifs, paraît exclure toute application rétroactive antérieure à la date de promulgation de la loi. Cette rédaction suffit-elle sans contestation possible, à assurer que les décrets pris en Conseil d'Etat qui détermineront les dates d'entrée en vigueur de la loi ne s'appliqueront effectivement pas aux opérations réalisées antérieurement à ladite promulgation ?

Je crois que, selon la jurisprudence du Conseil d'Etat, la taxation des produits d'un exercice clos antérieurement à la date de promulgation d'un texte ne constitue pas une rétroactivité.

J'aimerais, monsieur le ministre, que vous me donniez quelques apaisements à ce sujet.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances et des affaires économiques.

M. le ministre des finances et des affaires économiques. Je répondrai demain à M. Charret car je voudrais pouvoir examiner cette question.

M. Edouard Charret, Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 48.

(L'article 48, mis aux voix, est adopté.)

M. le président de la commission. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. le président de la commission. J'indique à mes collègues de la commission des finances qu'elle se réunira demain à quatorze heures trente pour étudier l'article 12 et les amendements dont l'examen n'aurait pas encore eu lieu.

M. le président. La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

MISE AU POINT AU SUJET D'UN VOTE

M. Marc Saintout. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Saintout.

M. Marc Saintout. Monsieur le président, le compte rendu de la séance d'hier, consacrée à la discussion du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers, me porte comme m'étant abstenu volontairement dans le vote sur la question préalable. Je précise que j'ai voté contre : il s'agit probablement d'une erreur de fonctionnement de la machine électronique.

Je demande donc que cette rectification figure au compte rendu des débats d'aujourd'hui.

M. le président. Monsieur Saintout, l'article 68 du règlement interdisant toute rectification de vote après la clôture du scrutin, je ne puis qu'enregistrer votre déclaration.

La machine électronique se bornant à enregistrer les impulsions qui lui sont données — et l'exactitude de ses enregistrements ayant pour contrepartie son extrême sensibilité — il y a lieu de penser que le vote enregistré à votre nom résulte d'une fausse manœuvre involontaire de votre appareil de vote lors du scrutin en cause.

— 3 —

DEPOT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le ministre du travail un projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1363, distribué et renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

J'ai reçu de M. le ministre des affaires étrangères un projet de loi autorisant l'approbation de la convention consulaire et de ses annexes, signée le 7 février 1964 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 1364, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, à défaut de constitution d'une commission spéciale dans les délais prévus par les articles 30 et 31 du règlement.

— 4 —

DEPOT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Tourné un rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi relatif au contrôle sanitaire aux frontières terrestres, maritimes et aériennes. (N° 1089.)

Le rapport sera imprimé sous le numéro 1362 et distribué.

— 5 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Jeudi 13 mai, à quinze heures, première séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de la discussion du projet de loi n° 1309 modifiant l'imposition des entreprises et des revenus des capitaux mobiliers (rapport n° 1349 de M. Louis Vallon, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan) ;

Discussion du projet de loi n° 685 relatif à la répression des infractions à la réglementation des sociétés d'investissement (rapport n° 1360 de M. Zimmermann, au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République) ;

Discussion du projet de loi n° 1105 modifiant l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique et l'article 4 de la loi n° 63-628 du 2 juillet 1963.

Eventuellement, à vingt et une heures trente, deuxième séance publique :

Suite des discussions inscrites à l'ordre du jour de la première séance.

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures cinq minutes.)

Le Chef du service de la sténographie
de l'Assemblée nationale,
RENÉ MASSON.

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE
(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTION ORALE SANS DEBAT

14429. — 12 mai 1965. — **M. Maurice Schumann** demande à **M. le ministre de l'agriculture** pour quelles raisons le Gouvernement français, après s'être prononcé le 23 février 1965, à Bruxelles, pour l'abaissement du minimum de la fourchette européenne des prix du lait de 33 à 34 DM le quintal à 3,7 p. 100 de matières grasses (soit, pour le litre à 34 g : 0,388 au lieu de 0,397), a cru devoir adopter comme prix indicatif français, pour 1965, celui de 0,397 le litre, jugé par lui trop élevé un mois plus tôt. Il lui demande, d'autre part, pour quelles raisons, ayant fixé, pour 1965, un prix indicatif du lait supérieur de 0,025 à celui de 1964, il n'a prévu ni augmentation du prix de soutien du beurre (qui demeure à 8,15 comme en 1964, soit une valorisation du litre de lait de l'ordre de 0,35), ni amélioration des prix de veuil des produits laitiers à l'importation, ni, par conséquent, amélioration du taux des restitutions à l'exportation, contrairement à la Belgique (10 à 11 p. 100 d'augmentation), l'Allemagne (3 à 4 p. 100) ou les Pays-Bas qui, pour ces derniers, ont maintenu leurs prix de vente de lait, mais accru leurs prix de seuil de 5 p. 100 pour les fromages, 6 p. 100 pour les poudres et 9 p. 100 pour le beurre.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

14430. — 12 mai 1965. — M. Delorme demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative: 1° si un corps de fonctionnaires normalement alimenté par la seule voie du concours, ayant la qualité de corps permanent, doit être considéré comme ayant possédé dès son origine cette qualité, alors que: a) le recrutement par cette voie n'a, en fait, jamais été effectué; b) au terme de plusieurs années il a, en définitive, été transformé en corps d'extinction par un texte approprié, ne comprenant que quelques fonctionnaires nommés sans concours au titre de dispositions transitoires prévues par son texte constitutif; 2° ou si au contraire le caractère « permanent » d'un tel corps ne doit pas être considéré comme rétroactivement annulé de plein droit dès sa création puisque la « condition », constituée par ce mode de recrutement nécessaire pour lui conférer un caractère permanent n'a jamais été réalisée.

14431. — 12 mai 1965. — M. Raust demande à M. le ministre de l'éducation nationale à quelle date sera construit le lycée polyvalent de Carmaux (Tarn).

14432. — 12 mai 1965. — M. Jean Massé expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'aux termes de l'arrêté du 12 février 1958, les membres des commissions paritaires du personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics « peuvent bénéficier, à l'occasion de leurs déplacements en vue d'exercer leur mandat... des indemnités pour frais de mission dans les conditions fixées par les articles 3 à 14 inclus et 17 du décret n° 53-511 du 21 mai 1953, modifié, et par l'article 2 de l'arrêté interministériel du 21 mai 1953 ». Il s'agit soit de représentants du personnel, élus par leurs pairs, soit de représentants de l'administration, désignés par arrêté préfectoral, qui ne sont pas « appelés à se déplacer pour les besoins du service », mais « en vue d'exercer leur mandat ». L'arrêté du 12 février 1958 n'utilise que l'expression « frais de mission » aux articles 1°, 4 et 5, et l'article 2 de l'arrêté interministériel du 21 mai 1953 ne traite que des indemnités « de mission ». Il lui demande s'il serait réglementaire de ne verser aux membres des commissions paritaires départementales du personnel des établissements d'hospitalisation, de soins ou de cure publics, que 80 p. 100 du taux de base des indemnités de mission, et de rendre ainsi plus importante la perte en argent qu'occasionne l'exercice de leur mandat.

14433. — 12 mai 1965. — M. Privat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole, stipule en son article 5, alinéa 4, que les actes constatant la constitution, la prorogation ou l'augmentation de capital d'un groupement agricole foncier sont enregistrés au droit fixe prévu à l'article 670 du code général des impôts. Des termes généraux et sans réserve de cette disposition législative, il semble résulter que même si l'apport d'un immeuble est fait à un groupement agricole foncier, à charge pour ce dernier de payer le passif hypothécaire grevant lesdits immeubles, seul le droit fixe est exigible. Il lui demande si ce point de vue est celui de l'administration.

14434. — 12 mai 1965. — M. Mondon expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas suivant: un fonctionnaire civil qui était titulaire d'une pension militaire proportionnelle a été admis à la retraite par application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 56-782 du 4 août 1956 relative au reclassement des agents français des administrations et services publics du Maroc et de la Tunisie. Ce fonctionnaire, s'il avait pris sa retraite dans les conditions normales, aurait pu bénéficier des dispositions de l'article 51 de la loi de finances pour 1963 n° 63-156 du 23 février 1963, qui permettait aux agents déjà titulaires d'une pension de retraite et qui occupaient, à la date du 26 février 1963, un deuxième emploi conduisant à pension, d'exercer une option pour la prise en compte dans

leur pension civile, de la totalité de leurs services déjà rémunérés par une première pension. Son départ anticipé à la retraite étant intervenu avant que ces dispositions ne soient applicables, l'intéressé s'est vu privé du bénéfice de ce texte. Il lui demande, afin d'éviter que les agents se trouvant dans cette situation ne subissent un préjudice important résultant de leur départ anticipé en retraite, s'il ne pourrait envisager de rendre applicable à ces fonctionnaires l'article 51 de la loi de finances pour 1963.

14435. — 12 mai 1965. — M. Dumortier demande à M. le ministre de l'intérieur: 1° quels ont été les crédits mis à sa disposition en 1964 dans le cadre du service national de la protection civile en vue de la reconnaissance et du recensement des abris anti-retombées atomiques; 2° quels crédits ont été prévus pour l'année 1965.

14436. — 12 mai 1965. — M. Vauthier expose à M. le ministre de l'agriculture la situation extrêmement pénible dans laquelle se trouvent les producteurs d'essence de géranium du département de la Réunion. La décision de ramener de 5.000 F C. F. A à 3.000 F C. F. A. l'avance sur le kilo d'essence produit, ajoutée à la limitation de la production à 70 tonnes, constitue un lourd handicap pour les producteurs qui, en attendant les effets de mesures de reconversion très aléatoires, connaissent les pires difficultés de trésorerie. La distillation d'un kilogramme d'huile essentielle nécessite en effet les frais suivants: coupe: 750 F; bois: 750 F; main-d'œuvre: 600 F; total: 2.100 F. A ce total il faut ajouter la part sociale due à la caisse de crédit agricole et qui est de 100 F par kilogramme d'huile récolté. Les colons, ne percevant que 2.000 F par kilogramme d'essence sur l'ensemble de la récolte, se trouvent donc en déficit de 200 F et se voient dans l'obligation d'abandonner leurs champs. C'est d'ailleurs cette situation que M. le ministre de l'agriculture aurait pu constater lui-même, sur place, lors de son voyage à la Réunion, si les exigences d'un programme établi par le préfet de la Réunion, dans la méconnaissance des véritables intérêts des planteurs de géraniums, lui avaient permis de prendre contact avec des planteurs authentiques, dans des régions bien significatives, notamment de la quasi impossibilité de diversifier les cultures, compte tenu de l'altitude et du manque d'eau. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à pareille situation et s'il ne pourrait, par exemple, envisager la prise en charge par le F. O. R. M. A. de la récolte de géraniums sur pied, jusqu'au 1° novembre 1965, date à laquelle le quota deviendra obligatoire. Cette récolte étant évaluée à 50 tonnes, le F. O. R. M. A. aurait à compléter l'avance de 3.000 F déjà consentie pour la fixer à son taux primitif de 5.000 F, ce qui nécessiterait un crédit global de cinq millions de francs C. F. A. pour que le problème du géranium soit résolu. Les planteurs étant astreints au quota à compter du 1° novembre 1965, la surproduction ne peut être envisagée.

14437. — 12 mai 1965. — M. Davoust expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que la publication du décret n° 65-29 du 11 janvier 1965 relatif aux délais de recours contentieux en matière administrative ne peut donner entière satisfaction aux revendications des anciens combattants et anciens résistants, dont les contestations avec l'administration sont du ressort des tribunaux administratifs. Etant donné les longs délais que nécessite l'examen des dossiers concernant les demandes d'attribution de titres, la décision ministérielle n'est jamais intervenue dans un délai de quatre mois. Pendant des années, les délais contentieux ont couru à compter de la notification de la décision négative du ministre. L'intéressé disposait alors de deux mois soit pour se pourvoir directement devant le tribunal administratif, soit pour présenter un recours gracieux. Si, sur ce recours gracieux, l'administration gardait le silence pendant quatre mois, la notion de rejet implicite était acquise, permettant de saisir le juge de l'excès de pouvoir, et ce, dans un délai de deux mois. Cependant, certains tribunaux administratifs ayant appliqué rigoureusement la règle de déchéance résultant du rejet implicite intervenant quatre mois après la demande initiale, tous les recours devant la juridiction administrative formulés plus de six mois après la demande initiale sont devenus irrecevables de droit. Il lui rappelle que, pour apporter à ce problème une solution équitable, il a indiqué dans sa réponse à la question écrite n° 7849 de M. Tourné (*Journal officiel*, débats A. N., séance du 21 avril 1964) qu'un projet de loi tendant à admettre les requérants à se pourvoir devant les tribunaux administratifs dans les deux mois suivant la décision expresse de rejet, quelle que soit la durée du délai écoulé entre la demande initiale et cette décision, était alors étudié par le Gouvernement. Ce projet devait comporter une disposition portant réouverture des délais de recours contentieux au profit des demandeurs dont la requête avait été rejetée pour le seul motif de tardivité, conformément à la procédure alors en vigueur en matière de décision implicite de rejet. Suite de la publication du décret du 11 janvier 1965 susmentionné, il lui demande: 1° quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le dépôt du projet de loi visé de... question écrite n° 7849;

2° s'il ne lui semble pas équitable que, pour tous les dossiers de l'espèce, la dispense de frais de justice prévue à l'article 48 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 soit ordonnée de plein droit en première instance.

14438. — 12 mai 1965. — M. Davoust signale à M. le ministre de la construction que, dans l'état actuel des choses, les animateurs du programme de construction de la résidence « Les Dahlias », à Châtillon-sous-Bagneux, dont le promoteur est l'immobilière Lambert, peuvent réaliser leur actif. Ils peuvent ainsi échapper aux dommages et intérêts qu'ils auront à verser aux souscripteurs de ce programme de construction à la suite des décisions de justice qui doivent intervenir. Il lui demande quelles mesures exceptionnelles sont envisagées par le Gouvernement pour sauvegarder les intérêts de ces souscripteurs.

14439. — 12 mai 1965. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, du fait des agissements de l'immobilière Lambert, les souscripteurs du programme de construction de la résidence « Les Dahlias », à Châtillon-sous-Bagneux, soumis aux dispositions du titre I du décret du 10 novembre 1954, n'ont pu régulariser leur acte notarié dans les délais réglementaires et qu'ils sont ainsi passibles de pénalités de retard. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que les souscripteurs de l'immobilière Lambert soient exonérés de telles pénalités.

14440. — 12 mai 1965. — M. Davoust signale à M. le ministre de la construction que les souscripteurs du programme de construction de la résidence « Les Dahlias », à Châtillon-sous-Bagneux, dont le promoteur est l'immobilière Lambert, n'ont pas eu connaissance des résultats de l'enquête administrative ouverte en 1961. Il lui demande quelles dispositions sont envisagées pour écarter les obstacles d'ordre juridique ou administratif qui empêchent les souscripteurs de prendre connaissance des rapports administratifs établis dans ces conditions, un tel usage allant à l'encontre des intérêts des souscripteurs.

14441. — 12 mai 1965. — M. Davoust signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le Crédit foncier refuse de renseigner les représentants des souscripteurs de l'immobilière Lambert, placés sous le titre I du décret du 10 novembre 1954, et d'opérer la division du prêt consenti à la S. C. I. résidence « Les Dahlias » pour le compte des souscripteurs tant que la fraction du prêt restée à la charge de cette société n'aura pas été elle-même divisée ainsi que l'hypothèque y afférente. En outre, cet organisme prêteur exige pour réaliser une telle opération, que les souscripteurs réglent les découverts de la S. C. I. de la résidence « Les Dahlias » et que toutes les demandes de renseignements soient effectuées par l'intermédiaire du promoteur. Il lui demande quelles mesures sont envisagées par le Gouvernement pour faire cesser une situation qui place les souscripteurs de l'immobilière Lambert dans une situation intenable et pour opérer la division du prêt consenti initialement au promoteur.

14442. — 12 mai 1965. — M. Davoust rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, lors de l'établissement des programmes de construction, les promoteurs doivent, pour obtenir les prêts et primes à la construction, accepter certaines conditions financières imposées par la commission des prêts spéciaux et par la mission permanente du Trésor. La commission des prêts spéciaux exige que le plan de financement, signé du promoteur, soit remis aux souscripteurs sur requête de ceux-ci. Or, dans la pratique, les promoteurs ne remettent pas aux souscripteurs ce document essentiel. Il lui demande quelles mesures sont envisagées par le Gouvernement pour assurer aux souscripteurs, qui ne peuvent l'obtenir du promoteur, la communication du plan de financement et pour quelles raisons l'obligation de fournir ce plan ne figure plus dans les nouvelles formules diffusées par l'administration des finances.

14443. — 12 mai 1965. — M. Davoust expose à M. le ministre de la justice qu'après six années de procédures diverses, les souscripteurs du programme de construction de la résidence Les Dahlias à Châtillon-sous-Bagneux, dont le promoteur est l'immobilière Lambert, n'ont pas encore obtenu réparation du préjudice subi. Il semble que cette situation est due, notamment, au fait que certaines expertises techniques demandent plusieurs années et que la formation des experts donne aux souscripteurs l'impression que leurs décisions sont particulièrement favorables aux promoteurs avec lesquels ils se trouvent souvent professionnellement liés. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour assurer à cet égard l'indépendance nécessaire de la justice et donner aux souscripteurs les garanties qu'ils sont en droit de réclamer ; 2° s'il n'envisage pas de procéder à l'organisation d'un ordre des experts et à l'élaboration d'un code de garanties des expertises.

14444. — 12 mai 1965. — M. Davoust demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'a pas l'intention de donner prochainement son accord aux propositions qui lui ont été faites par M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes en faveur des personnels civils de la base de Mers-el-Kébir, qui attendent depuis plus de quatre ans que satisfaction soit donnée à leurs légitimes revendications.

14445. — 12 mai 1965. — M. Davoust demande à M. le ministre des armées si le personnel civil français de la base de Mers-el-Kébir peut espérer recevoir bientôt satisfaction en ce qui concerne les revendications qu'il a présentées depuis plusieurs années en vue d'obtenir notamment, d'une part, une amélioration des rémunérations, d'autre part, une majoration de l'indemnité forfaitaire de déménagement.

14446. — 12 mai 1965. — M. Barnlaudy demande à M. le ministre de l'éducation nationale si, dans le cadre du V^e plan, le Gouvernement a bien l'intention de comprendre les équipements sportifs scolaires parmi les équipements prioritaires.

14447. — 12 mai 1965. — M. Barnlaudy demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il envisage de faire prendre en charge par l'Etat la totalité des dépenses nouvelles qui vont être occasionnées aux familles dont les enfants fréquentaient des collèges d'enseignement général qui, par suite de leurs effectifs insuffisants, doivent être supprimés pour la prochaine rentrée scolaire. Il lui demande notamment : 1° si les frais de transport nécessités par l'obligation de rejoindre un établissement plus lointain seront remboursés à ces familles, en considération du préjudice qu'elles subissent du seul fait qu'elles habitent dans des zones rurales dépeuplées ; 2° si des bourses d'enseignement ne pourraient être accordées de façon plus libérale aux familles contraintes, par suite de la fermeture de ces C. E. G., de mettre leurs enfants en internat ou demi-pension.

14448. — 12 mai 1965. — M. Barnlaudy demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° quel est le nombre des collèges d'enseignement général actuellement en fonctions, qui doivent être supprimés pour la prochaine rentrée scolaire, en application des règles adoptées pour l'établissement de la carte scolaire, d'après lesquelles les C. E. G. doivent avoir des effectifs suffisants pour permettre d'assurer, dès la classe de sixième, un enseignement correspondant aux trois orientations ; 2° quelle est la liste des établissements visés par cette mesure et quelle destination sera donnée aux locaux scolaires devenus vacants par suite de ces suppressions ; 3° s'il ne sera pas possible de reclasser sur place le personnel enseignant, actuellement en fonctions dans les C. E. G. qui doivent être supprimés, lorsque est envisagée la création d'établissements techniques ou médico-pédagogiques en remplacement des C. E. G.

14449. — 12 mai 1965. — M. Barnlaudy expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en raison des décisions relatives à la fermeture des écoles à faible effectif, et de la dépopulation accélérée de certaines zones rurales du département des Hautes-Alpes, de nombreuses familles d'agriculteurs de ce département vont être contraintes à la prochaine rentrée scolaire de mettre leurs enfants en pension dès l'âge de cinq ans. Sans doute, pour compenser dans une certaine mesure les charges qu'entraîne une telle obligation, une modeste aide financière a été prévue — aide dont le montant mériterait d'ailleurs d'être relevé. Mais beaucoup de familles, mises en présence d'une telle situation que l'on peut bien qualifier d'inhumaine, préfèrent s'imposer le transport journalier individuel de leurs enfants avec la voiture familiale, malgré toutes les difficultés que cela peut comporter, plutôt que de se résoudre à adopter la solution de l'internat. Il convient de noter qu'il est impossible d'envisager des transports collectifs en raison de la complexité des parcours à effectuer. Il lui demande si l'aide pécuniaire accordée aux familles dont les enfants sont mis en pension ne pourrait être étendue automatiquement à toutes les familles dont les enfants fréquentaient des écoles ayant fait l'objet d'une décision de fermeture, cette aide pouvant être calculée en fonction des revenus familiaux.

14450. — 12 mai 1965. — M. Barberot appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le vif mécontentement qui continue de régner parmi les diverses catégories de personnels du génie rural et des services agricoles, en raison des méthodes adoptées pour la mise en place d'une nouvelle structure des services extérieurs de son département ministériel. Il souligne les graves inconvénients qui ne manquent pas de résulter de la réalisation d'une réforme conduite d'une manière autoritaire, sans avoir recours aux procédures normales de consultation des personnels concernés. Il lui demande si, en vue même d'assurer le succès de cette entreprise, il n'a pas l'intention d'engager avec les différentes organisations

syndicales intéressées un dialogue permettant d'aboutir à un accord sur les nombreux problèmes humains et matériels qui se trouvent ainsi posés.

14451. — 12 mai 1965. — **M. du Halgouët** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les dispositions du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite, annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, qui abroge celles de l'ancien code relatives à l'abaissement de l'âge de mise à retraite des fonctionnaires et magistrats, ayant servi hors d'Europe ou anciens combattants. Il ressort de sa réponse à la question n° 13398 de **M. Tomasini** (*Journal officiel*, Débats A. N. séance du 20 avril 1965) que les dispositions nouvelles devront s'appliquer intégralement aux fonctionnaires et magistrats ayant servi hors d'Europe qui feront valoir leurs droits à pension après le 1^{er} décembre 1967. Il lui demande si, par un raisonnement *a contrario*, un magistrat qui, à l'heure actuelle, totalise vingt-deux ans de service hors d'Europe et qui aura seulement l'âge de quarante-huit ans en novembre 1967 peut espérer, s'il fait valoir ses droits à pension et quitte la magistrature avant le 1^{er} décembre 1967, entrer en jouissance de sa pension à cinquante-trois ans (soixante ans moins sept années de bonifications) au lieu de soixante ans (cf. article 8 de la loi du 26 décembre 1964. — Mesures transitoires).

14452. — 12 mai 1965. — **M. du Halgouët** expose à **M. le ministre de la justice** le cas suivant : le propriétaire d'un fonds rural, exploité par un preneur, charge un notaire de vendre ce fonds. Le notaire, ayant trouvé un acquéreur, informe le preneur des conditions de la vente. Celui-ci se déclare acquéreur à son tour, mais estimant le prix trop élevé, saisit le tribunal paritaire. Après deux séances du tribunal, le propriétaire renonce à vendre. Un arrangement intervient ensuite directement entre le propriétaire et le preneur. Le même notaire est chargé de la rédaction de l'acte. Il lui demande si le notaire susindiqué a le droit de réclamer au preneur, devenu acquéreur, des honoraires calculés d'après le tarif négociation.

14453. — 12 mai 1965. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé du tourisme** que le Mont-Saint-Michel se trouve, selon l'expression saisissante du maire-adjoint de la localité, au péril de la terre. Il lui demande si ses services ont étudié les conséquences prévisibles du comblement progressif de la baie pour l'avenir touristique du Mont-Saint-Michel, et quelle est sa doctrine d'action en la matière, en accord avec les autres départements ministériels intéressés.

14454. — 12 mai 1965. — **M. Cornut-Gentille** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que le décret n° 65-51 du 21 janvier 1965 portant application de l'accord entre la France et l'Algérie relatif aux régimes complémentaires de retraite et à l'échange de lettres annexe du 16 décembre 1964 met fin, à compter du 1^{er} janvier 1965, à l'application du décret du 26 mai 1962 et des conventions conclues sur cette base. De ce fait, des organismes français se voient chargés du paiement des arrérages des retraites complémentaires constituées en Algérie, mais il apparaît que les modalités selon lesquelles ils y procèdent causent un préjudice, souvent considérable, à leurs bénéficiaires. C'est ainsi, par exemple, que l'U. I. R. I. C., qui s'est substitué à la C. I. A. R. d'Alger, la C. I. R. S. A. de Paris ne pouvant plus assumer cette charge, ramène le taux de cotisation théorique à 3,5 p. 100, alors que de nombreux retraités d'Algérie ont cotisé au taux de 5,25 p. 100 et refusé de prendre en considération de nombreuses années d'annuités. Il en résulte donc une réduction des arrérages des pensions qui peut aller, dans un cas signalé, jusqu'à 65 p. 100. De telles réductions, venant après le maintien à leur taux de liquidation des pensions de vieillesse algériennes et la réduction d'un tiers du montant des retraites de cadres en ce qui concerne la tranche A (algérienne), causent une émotion considérable chez les retraités d'Algérie qui voient diminuer les ressources sur lesquelles ils étaient en droit de compter après avoir fait des sacrifices pour les constituer. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ne soient pas remis en cause les avantages que les intéressés s'étaient constitués, alors que l'article 15 de la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière des accords d'Evian précise que sont garantis les droits acquis à la date de l'autodétermination, en matière de pension de retraite auprès d'organismes algériens.

14455. — 12 mai 1965. — **M. Cornut-Gentille** rappelle à **M. le ministre du travail** que le décret n° 65-51 du 21 janvier 1965 portant application de l'accord entre la France et l'Algérie relatif aux régimes complémentaires de retraite et à l'échange de lettres annexe du 16 décembre 1964 met fin, à compter du 1^{er} janvier 1965, à l'application du décret du 26 mai 1962 et des conventions conclues sur cette base. De ce fait, des organismes français se voient chargés du

paiement des arrérages des retraites complémentaires constituées en Algérie, mais il apparaît que les modalités selon lesquelles ils procèdent causent un préjudice, souvent considérable, à leurs bénéficiaires. C'est ainsi, par exemple, que l'U. I. R. I. C., qui s'est substituée à la C. I. A. R. d'Alger, la C. I. R. S. A. de Paris ne pouvant plus assumer cette charge, ramène le taux de cotisation théorique à 3,5 p. 100, alors que de nombreux retraités d'Algérie ont cotisé au taux de 5,25 p. 100, et refusé de prendre en considération de nombreuses années d'annuités. Il en résulte donc une réduction des arrérages des pensions qui peut aller, dans un cas signalé, jusqu'à 65 p. 100. De telles réductions, venant après le maintien à leur taux de liquidation des pensions de vieillesse algériennes et la réduction d'un tiers du montant des retraites de cadres en ce qui concerne la tranche A (algérienne), causent une émotion considérable chez les retraités d'Algérie qui voient diminuer les ressources sur lesquelles ils étaient en droit de compter après avoir fait des sacrifices pour les constituer. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ne soient pas remis en cause les avantages que les intéressés s'étaient constitués alors que l'article 15 de la déclaration de principes relative à la coopération économique et financière des accords d'Evian précise que sont garantis les droits acquis, à la date de l'autodétermination, en matière de pension de retraite auprès d'organismes algériens.

14456. — 12 mai 1965. — **M. Picquot** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** le cas des retraités qui, pour la fixation de leurs revenus imposables, ne peuvent plus déduire qu'un abattement de 20 p. 100 sur le montant de leurs revenus, alors qu'ils bénéficiaient, lorsqu'ils étaient en activité, d'un taux bien supérieur à ce chiffre. Il lui précise que si les abattements supplémentaires, accordés aux contribuables en activité se justifient amplement par les frais particuliers qu'entraîne l'exercice de leur profession, il n'en reste pas moins que les retraités supportent des dépenses inhérentes à leur âge et à leur état de santé beaucoup plus importantes qu'à l'époque de leur pleine activité professionnelle. Considérant que la loi de finances pour 1965, n° 64-1279 du 23 décembre 1964, a apporté un réel allègement pour les contribuables âgés de plus de soixante-quinze ans, il lui demande s'il n'estime pas possible soit, de relever sensiblement la limite d'exonération au-dessous de laquelle l'impôt n'est pas mis en recouvrement, soit de majorer convenablement le montant de la réfaction applicable au revenu brut pour l'ensemble des contribuables retraités.

14457. — 12 mai 1965. — **M. Schloesing** expose à **M. le ministre du travail** que la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 permet aux Français ayant exercé en Algérie une activité professionnelle, bénéficiaires ou susceptibles de bénéficier des prestations de vieillesse dues par des institutions algériennes, d'obtenir, s'ils résident en France, la validation des périodes d'activité exercées en Algérie avant le 1^{er} juillet 1962, pendant lesquelles ils ont été affiliés à ces institutions. Il lui demande si les modalités d'application de cette loi ont, d'ores et déjà, fait l'objet de décrets.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

AGRICULTURE

12977. — **M. du Halgouët** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le recouvrement des cotisations d'assurance maladie des exploitants agricoles fait apparaître une injustice flagrante lorsqu'il s'agit de frères et sœurs co-exploitants. En effet, chacun des co-exploitants est considéré comme chef d'exploitation d'une partie de la ferme. De ce fait, on arrive à faire payer en assurance vieillesse, allocations familiales, assurance maladie, souvent plus de cent francs par hectare, en additionnant les redevances dues par chacun des redevables. Cette situation pratiquement jette à la rue des personnes de quarante à cinquante ans, dont le seul tort est d'appartenir à une catégorie inoffensive et peu nombreuse. Il lui demande s'il envisage de prendre les dispositions nécessaires pour qu'il soit considéré que, sur une exploitation d'un revenu cadastral au plus égal à 120 francs, il ne soit encaissé par les organismes intéressés qu'une seule cotisation de chef d'exploitation, quel que soit le nombre des co-exploitants. (Question du 13 février 1965.)

Réponse. — Le droit aux prestations de l'assurance maladie est ouvert à chacun des co-exploitants pour lui-même et, le cas échéant, son conjoint et ses enfants mineurs de seize ans et, par suite, il est normal que chacun d'eux soit tenu d'acquiescer une cotisation de chef d'exploitation. Les exploitants ainsi que les co-exploitants qui font valoir des terres d'un revenu cadastral n'excédant par 120 francs bénéficient d'une exemption partielle de cotisations d'assurance maladie très importante, qui a été portée à 62 p. 100 à compter du

1^{er} janvier 1965. Il convient de rappeler qu'en matière d'allocations familiales agricoles et d'assurance vieillesse agricole, le montant total des cotisations demandées, en cas de co-exploitation, n'est pas supérieur à celui qui serait demandé, pour la même exploitation et pour le même nombre de personnes participant aux travaux, à un chef d'exploitation unique. Chacun des co-exploitants peut d'ailleurs bénéficier de la retraite de vieillesse agricole dans les conditions prévues à l'article 1122 du code rural.

13446. — M. Lavigne expose à M. le ministre de l'agriculture le cas suivant: une femme, mariée sous le régime de la communauté, est propriétaire d'un domaine agricole qui constitue pour elle un bien propre provenant d'une succession. Ce bien propre est exploité sous son contrôle par des ouvriers agricoles. Cette femme mariée cotise pour les prestations de retraite de vieillesse et de maladie auprès d'une caisse de mutualité sociale agricole. Or cette caisse a décidé de supprimer toutes les prestations de maladie intervenues ou qui pourraient intervenir, au motif que l'intéressée, n'étant pas mariée sous le régime de la séparation de biens, n'aurait pas droit à ces différentes prestations. La caisse prétend même que le mari ayant, sous le régime de la communauté, l'administration des biens propres, la femme ne saurait être considérée comme exploitante agricole. Le mari, exerçant une profession libérale, ni lui, ni sa femme ne bénéficient donc d'un régime de sécurité sociale. Il lui demande sur quel texte s'appuie la caisse de mutualité sociale agricole pour refuser aux agriculteurs des prestations, alors que des cotisations sont versées sans aucune contrepartie. (Question du 6 mars 1965.)

Réponse. — Lorsqu'une femme mariée non séparée de biens est propriétaire d'une exploitation agricole, qui lui est advenue par succession et qui constitue un bien propre, c'est le mari qui, en sa qualité d'administrateur de ce bien, est considéré comme chef d'exploitation pour l'application du régime obligatoire d'assurance maladie des exploitants agricoles. D'autre part, en application de l'article 1106-1 du code rural et de l'article 24 du décret n° 61-295 du 31 mars 1961, les personnes qui exercent à titre principal une activité non salariée autre qu'agricole ne sont pas comprises dans le champ d'application du régime précité, et il en est de même de leurs conjoints et de leurs enfants mineurs. Le remboursement des cotisations payées pendant une période d'immatriculation irrégulière peut être réclamé dans les conditions et délais fixés par le code civil.

13573. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre de l'agriculture qu'une personne décédée a exercé simultanément deux activités non salariées, à savoir une activité à titre principal et une activité agricole à titre accessoire. En application des dispositions reprises à l'article 645 du code de la sécurité sociale, elle bénéficiait d'une allocation de vieillesse servie par le régime d'assurance vieillesse des professions commerciales. Sa veuve jouit d'une allocation de réversion, également servie par le régime vieillesse des professions commerciales. Il lui demande: 1° si cette veuve qui se propose de cesser son activité agricole tout en cédant son exploitation peut prétendre à l'indemnité viagère de départ énoncée à l'article 27 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, qui vise les agriculteurs âgés cessant leur activité ou cédant leur exploitation; 2° si, nonobstant les termes pour tant généraux du susdit article 27, le bénéfice de l'indemnité considérée doit être, au cas particulier, refusé à la personne en cause par le seul fait que l'avantage vieillesse dont elle jouit émane d'un organisme ne relevant pas de la mutualité agricole, et si un tel état de choses ne méconnaît pas le principe d'égalité caractérisant notre droit. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — Conformément à l'article 4 du décret n° 83-455 du 6 mai 1963, il faut pour pouvoir prétendre à l'indemnité viagère de départ être titulaire d'un ou plusieurs avantages de vieillesse au titre agricole. Les requérants doivent en outre justifier qu'ils ont exercé à titre principal une activité agricole. Il en résulte qu'une veuve dont le mari a exercé simultanément une activité commerciale à titre principal et une activité agricole à titre accessoire, et qui jouit d'une allocation de réversion servie par le régime de vieillesse des professions commerciales, ne peut pas bénéficier de l'indemnité viagère de départ. Cette situation résultant de la réglementation en vigueur ne porte pas atteinte au principe d'égalité devant la loi caractérisant notre droit.

13446. — M. Hoguet demande à M. le ministre de l'agriculture, pour l'application de l'article 188-1 du code rural, modifié par la loi du 5 août 1962, paragraphe 2, si la demande d'autorisation préalable, prévue au paragraphe 1, est obligatoire seulement lorsque

la réunion ou le cumul a pour effet de « porter » la superficie globale exploitée d'une contenance inférieure à celle qui est déterminée par arrêté ministériel dans les conditions prévues à l'article 188-4, à une contenance supérieure, ou également lorsque la superficie exploitée étant déjà supérieure à ce chiffre, la réunion ou le cumul a pour effet de l'augmenter encore. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le contrôle des cumuls d'exploitations agricoles, tel qu'il résulte de la loi du 8 août 1962, répond à deux objectifs qui consistent à empêcher que des exploitations jugées valables ne soient démembrées et à surveiller les adjonctions de terres réalisées au bénéfice des unités culturales les plus importantes et au détriment des agriculteurs les moins bien nantis. La nocivité du cumul s'apprécie donc en fonction des conséquences dommageables qu'il peut emporter soit du fait du démembrement, soit du fait de l'agrandissement excessif préjudiciable aux intérêts des petits agriculteurs et des jeunes exploitants désireux de s'installer à la terre. Dans cette optique, il apparaît à l'évidence que le contrôle s'impose d'autant plus que les conséquences dont la prévention est recherchée risquent d'être amplifiées. La surveillance qui s'exerce par l'intermédiaire des commissions départementales des cumuls lorsque le seuil maximum vient à être dépassé, ne disparaît pas au cas où, par suite de l'importance des surfaces déjà mises en valeur, le dépassement de la limite maximum est acquis d'emblée. Au contraire, l'esprit et la logique du texte imposent-ils dans cette hypothèse que l'autorisation réponde à des conditions plus strictes.

13669. — M. Schaff rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les exploitants agricoles ressortissants du régime d'assurance maladie, invalidité, maternité institué par la loi n° 61-89 du 25 janvier 1961 ne bénéficient, en cas de cures thermales, que du remboursement des soins lhermaux et frais balnéaires, alors que les salariés assujettis au régime général de la sécurité sociale peuvent, dans la majorité des cas, prétendre en outre au remboursement des frais de transport et à un forfait d'hébergement. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation qui constitue une injustice sociale incontestable au détriment des cultivateurs et s'il n'envisage pas, notamment, de publier prochainement le règlement d'administration publique prévu à l'article 1106-4 du code rural, qui doit permettre la constitution d'un fonds spécial destiné à promouvoir et à développer une action sociale en faveur des bénéficiaires de l'assurance maladie des exploitants agricoles, étant fait observer que la constitution de ce fonds permettrait une prise en charge des frais de transport et d'hébergement pour les curistes du monde agricole, dans les mêmes conditions que celles prévues pour les salariés du régime général. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le projet de règlement d'administration publique qui doit déterminer les modalités de constitution et de fonctionnement du fonds d'action sociale prévu à l'article 1106-4 du code rural vient d'être établi après consultation des différents organismes assureurs. Il sera soumis, dans les prochains jours, à l'examen des différents ministres cotresignataires et pourra donc être publié après sa mise au point définitive.

13806. — M. Lecornu rappelle à M. le ministre de l'agriculture la réponse qu'il a faite à sa question écrite portant le n° 11411 (Journal officiel, débats A. N. du 19 décembre 1964). Dans cette réponse il envisageait des modifications aux dispositions du décret n° 63-455 du 6 mai 1963, et, parmi celles-ci, une ayant trait à la suppression du quatrième alinéa de l'article 13 du texte précité. Depuis cette réponse du 19 décembre 1964, il semble que les modifications envisagées ne soient pas intervenues. Or, actuellement, des demandes d'indemnité viagère de départ sont bloquées parce que les propriétaires se refusent à prendre un engagement d'accepter comme preneurs les exploitants successifs de l'exploitation principale, qu'ils savent par avance ne pas avoir la certitude de pouvoir respecter. Il lui demande s'il ne peut envisager de donner des instructions aux services préfectoraux pour que, dès maintenant, l'engagement prévu par le quatrième alinéa de l'article 13 du décret du 6 mai 1963 ne soit plus exigé. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — L'engagement prévu à l'article 13, paragraphe 4 du décret du 6 mai 1963, d'accepter comme preneurs les exploitants successifs de l'exploitation principale doit être supprimé dans le cadre d'un décret modificatif; celui-ci est actuellement en cours d'examen pour les départements ministériels intéressés. Sa parution toutefois ne saurait tarder et les directives nécessaires seront aussitôt adressées pour l'instruction des dossiers de demande d'indemnité viagère de départ qui devaient comprendre l'engagement dont il s'agit.

13822. — M. Ponceillé appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le cas de nombreux agriculteurs français d'Algérie qui, mal informés de l'étendue de leurs droits et de la procédure à suivre pour en être bénéficiaires, n'ont pas formulé de demande d'adhésion et de rachat de cotisation, au titre de l'assurance vieillesse volontaire, dans les six mois ayant suivi leur rapatriement, ou avant le 31 décembre 1963. La plupart des intéressés âgés se trouvent aujourd'hui sans ressources ou presque, et l'aide exceptionnelle instituée par le décret n° 63-729 du 20 juillet 1963 ne sera plus susceptible d'être attribuée après le 1^{er} juillet 1966. Sans doute, la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 stipule la prise en charge et la revalorisation des droits et avantages sociaux consentis à des Français ayant résidé en Algérie. Mais elle n'est pas encore applicable, et en matière de retraite la plus grande diligence s'impose, car la situation des personnes âgées est souvenant dramatique. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre en vue de : 1° la publication prochaine d'un texte prorogant à nouveau les délais pour le dépôt des adhésions et des rachats de cotisations au titre de l'assurance volontaire agricole des non-salariés ; 2° la prise en charge, au titre des retraites complémentaires agricoles, des étrangers qui, bien que ne bénéficiant pas de la qualité de rapatriés, ont régulièrement cotisé auprès des organismes algériens de retraite et ont décidé de se fixer en France ; 3° l'extension au régime agricole du protocole franco-algérien du 16 décembre 1964, relatif aux régimes complémentaires de retraite, ou la conclusion d'un accord spécial ; 4° la publication rapide des modalités d'application de la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — 1° Le ministère de l'agriculture, en liaison avec le ministère du travail, a déjà envisagé la possibilité de couvrir les délais de présentation des demandes formulées en application de la loi du 30 juillet 1960. Cette question est à l'étude au ministère des finances et des affaires économiques. Cependant dans le cadre du décret n° 64-855 du 20 août 1964 relatif à la procédure d'allocation des subventions pour rachat des cotisations d'assurance vieillesse par les rapatriés et en accord avec le ministère de l'intérieur — direction des affaires économiques et sociales des rapatriés — et le ministère du travail, de nouvelles instructions ont été données aux caisses d'assurance vieillesse agricole pour l'appréciation des forclusions. Les demandes de l'espèce sont donc accueillies favorablement par les caisses de vieillesse et les rapatriés ne rencontreraient plus de difficultés pour l'examen de leurs dossiers. La caisse de mutualité sociale agricole de l'Hérault est d'ailleurs particulièrement bien avertie de cette situation. 2° L'attention des départements ministériels intéressés a été attirée sur le cas des étrangers qui ont régulièrement cotisé auprès des organismes algériens de retraites complémentaires agricoles et ont décidé de se fixer en France et qui ne possédant pas la qualité de rapatrié ne peuvent bénéficier des dispositions du décret n° 64-1139 du 16 novembre 1964 portant application de l'article 7 de la loi de finances rectificative pour 1963. Le problème fait actuellement l'objet d'une étude que le ministre de l'agriculture souhaiterait quant à lui voir aboutir rapidement. 3° L'extension au régime agricole du protocole franco-algérien du 16 octobre 1964 relatif aux régimes complémentaires de retraite ou la conclusion d'un accord spécial est un problème de la compétence du secrétariat d'Etat aux affaires algériennes qui est en possession d'un dossier complet établi sur cette question par le ministère de l'agriculture. 4° Les textes d'application aux salariés du régime agricole de la loi n° 64-1330 du 26 décembre 1964 sont actuellement soumis à l'examen des différents départements ministériels intéressés. Il n'est pas exclu que la publication de ces textes puisse intervenir prochainement.

13935. — M. Marcel Guyot expose à M. le ministre de l'agriculture que, dans l'état actuel de la législation, les éleveurs dont l'étable est infectée de tuberculose ne sont pas indemnisés suffisamment pour les pertes subies. A ce sujet, M. Waldeck Rochet lui avait demandé que les indemnités maxima soient portées de 30.000 à 80.000 anciens francs par animal et de 100.000 à 200.000 anciens francs pour la réfection des étables. A la suite de cette intervention, un arrêté du 23 avril 1964 accordait une indemnité complémentaire pour l'élimination des animaux tuberculeux de deux à sept ans appartenant à un troupeau de plus de quatre bêtes infecté à plus de 50 p. 100. Le texte de cet arrêté ajoutait une autre condition qui limitait l'octroi de ces indemnités aux « effectifs soumis aux opérations de recherche... et lors de leur prise en charge initiale... ». Dans la pratique cette condition élimine du bénéfice de ces indemnités complémentaires des éleveurs ayant déjà assaini leur étable et se trouvant malgré leur effort victime de cette épizootie. C'est le cas notamment d'un éleveur établi à Croix (territoire de Belfort). Cet éleveur, extrêmement soigneux, dont le cheptel était contrôlé par les services vétérinaires depuis 1955, avait satisfait à toutes les conditions d'hygiène et, malgré cela, il a eu 39 de ses bêtes abattues comme réagissantes, perdant plus de 5 millions

d'anciens francs, sans que les services vétérinaires puissent expliquer l'origine de l'épizootie. Ce cultivateur, lourdement frappé, n'a pu obtenir les indemnités complémentaires et ne peut reconstituer son cheptel. Dans de telles conditions — cet éleveur n'est pas un cas isolé — l'arrêté cité pénalise les éleveurs ayant fait un effort pour l'assainissement de leur étable, ce qui est contraire au but officiellement poursuivi. Il lui demande : 1° s'il ne croit pas nécessaire d'abroger les restrictions contenues dans l'arrêté du 23 avril 1964 et d'accorder les indemnités complémentaires à tous les éleveurs dont l'étable est infectée ; 2° s'il n'estime pas indispensable, au moment où l'élevage français connaît une crise préjudiciable à l'intérêt national, de majorer valablement les indemnités de base pour l'élimination des bovins tuberculeux, alors qu'elles ont été fixées en 1951. (Question du 8 avril 1965.)

Réponse. — 1° Les indemnités complémentaires instituées par l'arrêté interministériel du 23 avril 1964 ont eu essentiellement pour objet d'accélérer les opérations de prophylaxie dans les quelques régions où elles sont le moins avancées du fait des conditions défavorables de la production animale et du taux élevé de l'infection tuberculeuse, circonstances qui retardent, au détriment de tous les agriculteurs, l'assainissement de l'ensemble du cheptel. Il est apparu toutefois désirable, à l'expérience, de rechercher si ces dispositions ne pourraient pas être aménagées pour en étendre le bénéfice à un plus grand nombre d'ayants droit, notamment dans le cas de nouvelle infection d'une étable. Une étude est en cours en vue d'une modification de l'arrêté précité dans ce sens ; 2° bien que souhaitable, la revalorisation des subventions de base pour l'élimination des bovins tuberculeux ne pouvait être envisagée, compte tenu des crédits pouvant être affectés à la prophylaxie des maladies des animaux, sans que soient remises en question les conditions d'exécution des mesures de lutte contre la tuberculose et que soit reporté à une échéance beaucoup plus lointaine l'achèvement du plan d'éradication de cette maladie. C'est pourquoi, faute de pouvoir procéder au relèvement général de ces subventions, l'augmentation de la contribution financière de l'Etat a dû être limitée aux indemnités complémentaires susvisées, destinées à aider les propriétaires des troupeaux les plus profondément infectés et partant, les plus difficiles à reconstituer.

13936. — M. Marcel Guyot expose à M. le ministre de l'agriculture que les opérations de prophylaxie de la tuberculose bovine subventionnées par l'Etat, comportent des imperfections dont sont victimes les éleveurs. La méthode de tuberculination pratiquée en vue du dépistage des animaux tuberculeux semble présenter des insuffisances regrettables, à tel point que de nombreux éleveurs se plaignent d'avoir eu des animaux réagissant pour lesquels les vétérinaires n'ont pu à l'abattage déceler la moindre lésion. Dans ces cas, le préjudice causé est grave, surtout compte tenu des faibles indemnités d'abattage accordées par l'Etat, et aussi des méthodes d'estimation. En effet, ces estimations sont faites de telle façon qu'elles ne correspondent pas à la valeur de remplacement de l'animal. Il lui demande : 1° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour aider la recherche vétérinaire en vue d'améliorer la méthode de tuberculination et, en attendant, pour attribuer aux éleveurs une indemnité supplémentaire au titre des animaux dont il sera établi après examen de la carcasse que l'abattage a été fait à tort ; 2° s'il ne croit pas nécessaire de réformer sur la base de la valeur de remplacement, les méthodes d'estimation des bêtes réagissantes destinées à l'abattage. (Question du 8 avril 1965.)

Réponse. — 1° Le dépistage des animaux tuberculeux au moyen de l'épreuve de la tuberculine est un procédé déjà ancien dont la valeur a été confirmée par une longue expérience et des contrôles portant sur des milliers d'animaux abattus après avoir été tuberculinsés. La recherche vétérinaire a largement contribué, pour sa part, à la mise au point de cette technique et les nombreux pays qui se sont libérés de la tuberculose bovine n'en ont d'ailleurs pas utilisé d'autre pour parvenir à ce résultat. La sensibilité de la tuberculine permet de déceler l'infection tout à son début. Il n'est donc pas surprenant que sur un certain nombre de réagissants récemment contaminés aucune lésion n'ait eu le temps de se constituer et que, par suite, aucun signe visible de la maladie n'existe sur les carcasses de ces animaux ou sur leurs viscères. Cette contradiction n'est en réalité qu'apparente car, lorsque l'on procède dans ces cas à des examens de laboratoire qui, malheureusement, ne peuvent pas être systématiques dans la pratique courante, on peut mettre presque toujours en évidence le bacille de Koch à partir de prélèvements effectués sur divers organes, notamment les ganglions. Il reste entendu, néanmoins, que la tuberculination est sujette à quelques défaillances, mais le pourcentage de ces erreurs est extrêmement faible. Si l'on ne peut espérer remédier totalement à cet inconvénient, inhérent à tous les tests biologiques, il est permis d'assurer que son caractère exceptionnel n'a pas d'incidence appréciable sur l'économie d'un programme d'éradication de la tuberculose et ne saurait faire douter, en tout cas, de la fidélité en règle générale de l'épreuve de la tuberculine ; 2° la réglementation en vigueur (arrêté interminis-

tériel du 29 mai 1963, art. 10) précise : « Pour l'estimation de la valeur animale, il est fait abstraction de la tuberculose dont celui-ci est atteint ; toutefois, il doit être tenu compte de l'état d'entretien du sujet ». Il ne semble pas nécessaire de réformer cette disposition qui permet d'estimer le prix d'un bovin tuberculeux sur la base de celui de l'animal de remplacement à qualités égales.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

13577. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les services régionaux de l'appareillage ont réussi à créer une véritable organisation couvrant tout le territoire. En principe, ces organismes régionaux de l'appareillage sont complétés par des centres d'appareillage attachés à chacun des offices départementaux. De tels organismes, bien rodés et animés par d'admirables médecins chefs des centres régionaux de l'appareillage, ne rendent pas seulement d'heureux services aux mutilés de guerre : leur activité s'est étendue aux ressortissants de la sécurité sociale et à ceux de l'assistance médicale gratuite. Donc, si leur activité diminue au regard de leur mission première, ces centres d'appareillage connaissent tout de même des développements nouveaux. Il lui demande : 1° quel est le nombre exact de centres régionaux d'appareillage existant en France et quel est leur lieu d'implantation ; 2° quel est le nombre exact — arrêté au 31 décembre 1964 — de ressortissants de ces centres régionaux d'appareillage pour chacune des trois catégories suivantes : guerre, assurances sociales, assistance médicale gratuite ; 3° quel est le montant des opérations de chacune de ces trois catégories, financées par les budgets des anciens combattants, du travail et de la sécurité sociale et de la santé publique. (Question du 20 mars 1965.)

Réponse. — 1° Les organismes régionaux d'appareillage, créés par le ministère des anciens combattants et victimes de guerre, sont en fait constitués par 13 centres d'appareillage. Chacun de ces centres est rattaché à une direction interdépartementale des anciens combattants et non à un service départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre. Leur implantation est la suivante : Lille, Paris, Tours, Rennes, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Toulouse, Nancy, Strasbourg, Lyon, Montpellier, Marseille, Limoges ; 2° le nombre total des inscrits au 31 décembre 1964 dans l'ensemble de ces centres s'établit comme suit : mutilés et victimes civiles de la guerre, 175.664 ; mutilés du travail et assurés sociaux, 236.369 ; bénéficiaires de l'aide sociale, 3.138. Il y a lieu de préciser que dans le nombre des mutilés du travail et assurés sociaux se trouvent compris 72.500 mutilés de Paris et de la région parisienne non inscrits mais dont l'appareillage est assuré techniquement par le centre d'appareillage de Paris, dans les locaux de la sécurité sociale ; 3° le montant des opérations d'appareillage effectuées au profit des bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre s'est élevé en 1964 à 10.291.644 F. Quant à celui des opérations de même nature réalisées au profit des autres mutilés, il n'est pas possible de le préciser, mais simplement de l'évaluer, pour les raisons indiquées par mon prédécesseur répondant à votre question écrite n° 3051 du 29 mai 1963 (cf. *Journal officiel*, débats parlementaires du 7 septembre 1963) à partir du montant de la quote-part de 10 p. 100 pour frais administratifs récupérés par l'administration des anciens combattants et victimes de guerre, en vertu des conventions passées avec les caisses régionales de sécurité sociale. Ainsi est-il possible d'évaluer à 18.683.000 F le volume d'affaires réalisées en 1964 au titre de l'appareillage des bénéficiaires non victimes de guerre.

COOPERATION

13587. — M. Meck demande à M. le ministre délégué chargé de la coopération quelle est la durée du séjour que devaient normalement accomplir les fonctionnaires de l'Etat détachés dans une tâche de coopération technique auprès des Républiques africaines et malgache francophones, au cours du premier semestre 1962. Compte tenu des dispositions transitoires du décret n° 62-916 du 4 août 1962 (art. 24), il lui demande notamment si les fonctionnaires dont il s'agit devaient néanmoins opter obligatoirement pour l'ancien régime de congé en vigueur (séjour de vingt-quatre mois, congé de six mois) qui leur était applicable lors de leur prise de service, bien qu'ils fussent alors en possession d'une décision d'affectation établie par la section C. T./7 de son département, précisant notamment : M. X... sera mis en route « pour un séjour de deux ans ». (Question du 7 avril 1965.)

Réponse. — En réponse à la question posée par l'honorable parlementaire, le ministre délégué chargé de la coopération a l'honneur de lui faire savoir que les fonctionnaires de l'Etat qui ont été détachés dans une tâche de coopération technique au cours du premier semestre 1962 se trouvaient en cours de séjour à la date de publication du décret 62-916 du 4 août 1962. A l'exception des agents antérieurement soumis au régime du congé annuel, ces

fonctionnaires avaient donc un droit d'option, en vertu des dispositions de l'article 24 du décret 62-916 du 4 août 1962, et pouvaient bénéficier sur leur demande, soit du nouveau régime de congé (quatre mois de congé après vingt mois de séjour, ou deux mois de congé après dix mois de séjour, selon les cas) soit du régime qui leur était antérieurement applicable (six mois de congé après deux ans de séjour). Le fait pour eux d'être en possession d'une décision d'affectation fixant à deux ans la durée de leur séjour ne constituait pas un obstacle à l'option.

EDUCATION NATIONALE

13485. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que dans la circulaire publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 25 février 1965, il affirme que, notamment la correction des devoirs et compositions, de l'établissement et la communication des notes et appréciations concernant le travail des élèves constituent des obligations, sur le plan juridique, pour les enseignants. Dans les circulaires antérieures en date des 20 avril et 4 juillet 1961, cette affirmation était étayée sur les dispositions du décret du 17 décembre 1933. Or, ce texte ne considère expressément comme charge normale d'emploi que la seule participation des membres de l'enseignement public aux jurys d'examens et de concours. Il lui demande sur quelle base légale ou réglementaire repose la circulaire précitée du 25 février 1965, en ce qui concerne le caractère obligatoire de la correction des devoirs et compositions et de l'établissement, et de la communication des notes et appréciations concernant le travail des élèves. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — La correction des devoirs et compositions, l'établissement et la communication des notes et appréciations concernant le travail des élèves, la préparation et l'organisation des examens sont inhérents à l'exercice même de la fonction enseignante. Les obligations hebdomadaires de service du personnel enseignant sont d'ailleurs fixées en considération de ces charges. L'arrêté du 12 juin 1960 dispose en ses articles 15, 16 et 17, que le bulletin scolaire est trimestriel et que les professeurs sont tenus à cet effet, d'une part, à fournir les notes au chef d'établissement, d'autre part, à exprimer leurs appréciations dans ce bulletin après transcription des notes par le secrétariat. Ce même arrêté indique également que les professeurs doivent inscrire leurs appréciations dans le livret scolaire. Et la circulaire du 20 avril 1961 a rappelé que font partie des « devoirs » et « responsabilités » attachés à la fonction enseignante « la correction des devoirs, l'établissement et la communication des notes et appréciations concernant le travail des élèves, la préparation et l'organisation des examens ».

13685. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'éducation nationale les faits suivants : « L'article 7 du décret n° 60-390 du 22 avril 1960 permet aux communes de prendre en charge les frais de fonctionnement des écoles privées sous contrat simple à la condition de passer des conventions avec ces écoles et qu'en contrepartie de cette aide un prélèvement soit opéré sur l'allocation Barangé au profit de la classe départementale scolaire. Cependant, dans l'Ouest, et particulièrement en Vendée, des communes assument bien souvent des charges diverses (chauffage, éclairage, etc.), ce qui sans aucune convention. De plus, depuis 1964, des subventions sont accordées aux A. P. E. L. Ces A. P. E. L. reversent aussitôt le montant de ces subventions aux associations d'éducation populaires qui les convertissent en frais de fonctionnement ou d'investissement. Les délibérations, visées par les préfets, sont prises sur une base de 4,40 francs par classe. Il lui demande de lui faire savoir : 1° comment est fixée la somme de 4,40 francs par classe ; 2° quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à un système de subvention qui semble, en tous points, illégal. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — En vertu de l'article 5 de la loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959, « les communes peuvent participer, dans les conditions qui sont déterminées par décret, aux dépenses des établissements privés qui bénéficient d'un contrat simple ». Cette participation doit, en vertu de l'article 7 du décret n° 60-320 du 22 avril 1960, prendre la forme d'une convention dont la circulaire interministérielle (Intérieur-éducation nationale) n° 550 CL/F 1 du 23 octobre 1961 a clairement précisé les effets. Les classes primaires sous contrat simple, dont les frais de fonctionnement sont pris en charge par les communes, sont, au regard de la loi n° 1140 du 28 septembre 1951, considérées comme des classes d'écoles primaires publiques, sauf pour la partie de l'allocation qui peut être déléguée aux œuvres éducatives par les chefs de famille intéressés. D'autre part, en vertu de l'article 7 de la loi du 31 décembre 1959, « les collectivités peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social tout enfant sans considération de l'établissement qu'il fréquente ». La participation des communes aux frais de fonctionnement de l'école n'est donc pas exclusive de subventions directes aux familles, conformément à une longue juris-

prudence du Conseil d'Etat. L'application de ces dispositions complexes a pu, dans certains cas, entraîner certaines difficultés dans l'appréciation des domaines respectifs d'application de l'article 5 et de l'article 7 de la loi du 31 décembre 1959. Chaque fois que, comme dans le cas d'espèce, les services ont été saisis de semblables difficultés, ils n'ont pas manqué de rappeler aux autorités préfectorales les dispositions réglementaires ci-dessus rappelées. Le problème particulier soulevé par la combinaison de la loi du 28 septembre 1951 et de la loi du 31 décembre 1959 ne se pose d'ailleurs plus puisque la loi du 28 septembre 1951 a cessé d'avoir effet le 31 décembre 1964.

13761. — M. Houël expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il a été porté à sa connaissance que l'on envisagerait : d'une part, devant l'impossibilité d'organiser un baccalauréat portant sur toutes les matières — ce qui en ferait un examen monstrueux — de ne retenir pour cet examen que les matières fondamentales, dont l'histoire et la géographie seraient exclues ; d'autre part, de créer à partir de la classe de seconde un système de sections spécialisées qui engagerait dès lors les élèves dans une voie pratiquement définitive et où l'enseignement de l'histoire et de la géographie serait au maximum maintenu à titre d'option. Il attire son attention sur la gravité, au plan de l'éducation, de telles mesures qui aboutiraient en fait à supprimer ou presque l'étude de l'histoire et de la géographie, puisque ne pas inscrire ces matières au baccalauréat reviendrait à pousser les élèves à ne pas s'y intéresser et à ignorer particulièrement l'histoire du monde contemporain et la géographie des grande puissances. Il lui demande de lui faire savoir si de telles mesures sont réellement envisagées et quelles sont ses véritables intentions en cette matière. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire fera l'objet d'un examen approfondi dans le cadre des travaux de réforme de l'enseignement du second degré actuellement entrepris avec le concours des personnalités appelées à siéger dans les commissions spéciales constituées à cet effet. Il peut être néanmoins précisé dès maintenant qu'il n'est dans les intentions du Gouvernement ni de procéder à l'élimination de l'histoire et de la géographie dans les programmes obligatoires du 2^e cycle du second degré, ni de mettre en place une organisation de ce cycle qui implique une spécialisation rigide des élèves dès la classe de seconde.

13763. — M. Marcel Guyot expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, dans les collèges d'enseignement technique, l'assurance individuelle des élèves pour les risques d'accidents non consécutifs au travail n'est pas obligatoire. Or, la concentration de plus en plus importante d'élèves dans des espaces restreints accroît le nombre et la gravité des accidents dans ces établissements. Il lui demande s'il n'entend pas étendre aux collèges d'enseignement technique l'obligation peu onéreuse qui existe pour les autres catégories d'établissements de l'enseignement public. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — En application de l'article L. 416 du livre IV de la sécurité sociale, les accidents survenant aux élèves des établissements d'enseignement technique, et notamment à ceux des collèges d'enseignement technique, relèvent de la législation sur les accidents du travail. L'Etat, qui est son propre assureur, couvre les accidents liés à l'activité scolaire dont peuvent être victimes les élèves des établissements publics d'enseignement technique. Sont notamment couverts par cette législation, les accidents survenant dans l'enceinte de l'établissement (à l'atelier, à l'internat, pendant les récréations et les séances d'éducation physique) ou sur le trajet direct, aller et retour, du domicile de l'élève à l'établissement. La loi n° 59 du 10 août 1943 et le décret n° 1653 du 10 juin 1944 ont posé le principe de l'assurance scolaire obligatoire pour les établissements d'enseignement classique et moderne. Un règlement d'administration publique devait intervenir pour déterminer les conditions de l'application de la loi et préciser notamment les risques qui devraient être couverts et les garanties minima qui devaient être fournies par l'organisme assureur. Ce règlement d'administration publique a été publié à la date du 10 juin 1944, mais ne comporte pas la totalité des dispositions susceptibles de permettre l'application de la loi. C'est ainsi qu'il n'indique pas les risques couverts ni les garanties exigées des organismes d'assurance pour lesquels il renvoyait à des arrêtés interministériels qui n'ont jamais été publiés, ce qui rend en fait impossible l'application de la loi du 10 août 1943. Actuellement, dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière, le rôle du ministère de l'éducation nationale ne peut que consister à faire état auprès des parents d'élèves fréquentant des établissements autres que ceux d'enseignement technique des avantages présentés par l'assurance, et à leur conseiller de souscrire une police les garantissant contre les risques d'accidents scolaires. Le problème d'ensemble des assurances fait d'ailleurs actuellement l'objet d'études approfondies de la part des différents ministères intéressés et ce n'est qu'à l'issue de ces travaux qu'il sera possible de répondre à la question posée par l'honorable parlementaire en ce qui concerne le problème particulier des établissements d'enseignement technique.

13849. — M. Poncelet demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** quel a été le nombre des étudiants inscrits et reçus en première et seconde année de médecine, au cours des années 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963 et 1964, dans les académies de Paris, Lille, Nancy, Rennes, Montpellier, Lyon, Clermont-Ferrand, Poitiers, Strasbourg, Bordeaux et Toulouse. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Les renseignements demandés figurent dans le tableau ci-après. Ils concernent les présentés et reçus aux examens de première et deuxième année de médecine dans les académies et pour les années désignées, sauf pour l'année 1964 ; en effet, les résultats des examens 1964 ne sont pas encore connus pour toutes les académies. Les résultats de 1962 et 1963 ne peuvent pas être comparés tels quels avec ceux des années antérieures par suite du changement de régime des études médicales.

Résultats des examens de 1^{re} et 2^e année de médecine de 1957 à 1963.

ÉTABLISSEMENTS	1957				1958				1959				1960			
	Première année.		Deuxième année.		Première année.		Deuxième année.		Première année.		Deuxième année.		Première année.		Deuxième année.	
	Pré-sentés.	Admis.														
Bordeaux	341	210	263	239	255	153	297	274	294	239	220	188	179	180	278	238
Clermont	77	56	92	84	77	62	84	74	66	43	67	54	78	56	56	50
Lille	195	153	179	160	216	159	171	145	241	130	186	133	257	170	166	142
Amiens	4	3	8	7	9	6	6	3	20	9	7	7	28	15	56	50
Lyon	280	242	303	266	306	269	281	235	322	230	325	196	367	265	321	260
Montpellier	363	192	249	161	368	214	219	173	376	224	210	148	220	166	226	192
Nancy	145	106	124	110	191	137	151	121	164	100	156	123	157	104	109	92
Poitiers	35	27	27	26	38	34	28	24	28	19	38	29	33	19	31	29
Limoges	28	17	15	14	24	20	20	13	31	18	26	18	35	27	24	21
Tours (1)	35	25	43	41	48	36	34	31	53	37	39	28	68	56	52	43
Rennes	104	86	124	118	117	85	111	105	123	95	111	102	135	97	96	76
Angers (2)	42	30	20	15	38	29	35	28	57	27	35	32	53	35	30	30
Nantes (2)	93	78	50	40	86	68	93	82	86	56	76	61	85	62	64	57
Strasbourg	124	70	85	76	148	86	80	60	186	113	109	88	148	94	116	101
Toulouse	185	135	127	112	194	148	130	109	217	138	150	122	249	142	154	108
Paris	1.678	961	1.363	954	1.554	990	1.232	1.002	502	907	1.198	958	1.478	804	1.106	906
Reims (3)	36	21	33	31	52	32	23	17	48	30	36	27	47	25	36	27

(1) Depuis le 1^{er} janvier 1962, fait partie de l'académie d'Orléans.
 (2) Depuis le 1^{er} janvier 1962, fait partie de l'académie de Nantes.
 (3) Depuis le 1^{er} janvier 1962, fait partie de l'académie de Reims.

ETABLISSEMENTS	1961				1962				1963			
	Première année.		Deuxième année.		Première année.		Deuxième année.		Première année.		Deuxième année.	
	Présentés.	Admis.										
Bordeaux	295	210	228	183	632	295	263	181	796	536	420	324
Clermont	79	62	59	52	78	61	66	61	211	98	96	80
Lille	236	186	185	123	201	169	235	180	513	343	232	214
Amiens	32	11	18	14	93	37	27	21	86	60	39	31
Lyon	341	245	328	226	411	313	329	288	911	510	372	322
Montpellier	365	238	212	167	1.007	473	326	197	802	422	457	312
Nancy	152	92	116	97	377	217	106	98	403	273	259	207
Poitiers	54	39	19	16	85	42	42	37	85	54	45	34
Limoges	35	29	30	22	103	40	36	25	85	61	45	36
Tours (1)	61	43	68	53	»	»	»	»	»	»	»	»
Rennes	140	125	127	117	306	213	148	130	259	126	195	167
Angers (2)	35	26	34	30	»	»	»	»	»	»	»	»
Nantes (2)	94	74	74	55	»	»	»	»	»	»	»	»
Strasbourg	184	136	101	93	701	439	146	122	382	186	399	315
Toulouse	249	171	160	133	291	202	161	160	460	313	241	174
Paris	1.477	944	968	691	1.521	968	193	958	2.882	1.491	1.296	1.022
Reims (3)	48	33	30	26	»	»	»	»	»	»	»	»

(1) Depuis le 1^{er} janvier 1962, fait partie de l'académie d'Orléans.

(2) Depuis le 1^{er} janvier 1962, fait partie de l'académie de Nantes.

(3) Depuis le 1^{er} janvier 1962, fait partie de l'académie de Reims.

13930. — M. Bettecourt attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation, injustement défavorable, dans laquelle se trouvent les fonctionnaires de l'éducation nationale ayant précédemment exercé dans l'enseignement supérieur agricole. Il lui cite notamment le cas d'un professeur de lycée, titulaire du C. A. P. E. S. Avant son entrée dans l'université, ce professeur, qui est en outre ingénieur agricole et ingénieur frigoriste, a été pendant neuf ans assistant titulaire à l'école nationale d'agriculture de Grignon. De ce fait, ce professeur ne se trouve pas à l'échelon auquel il pourrait prétendre, tant qu'on refuse de valider pour l'avancement les neuf années qu'il a accomplies dans l'enseignement supérieur agricole. Le décret du 5 décembre 1951 ne vise que les services accomplis dans l'enseignement supérieur dépendant du ministère de l'éducation nationale. Le décret du 18 février 1964 vise les rapports des établissements privés et de l'Etat. Si bien qu'actuellement un maître peut faire valider les services qu'il a accomplis dans l'enseignement privé avant d'être professeur de l'Etat, tandis qu'un maître ne peut pas faire valider les services qu'il a accomplis dans l'enseignement supérieur agricole avant d'être professeur au titre de l'éducation nationale. Il lui demande si un texte ne pourrait pas être envisagé pour permettre de supprimer une si regrettable anomalie. (Question du 8 avril 1965.)

Réponse. — Il est exact que l'état actuel de la réglementation ne permet pas de tenir compte, lors du classement des personnels de l'éducation nationale, des services d'enseignement accomplis dans des établissements relevant d'autres départements ministériels. Le réexamen de telles situations ne pourra intervenir qu'après une modification du décret du 5 décembre 1951, qui est actuellement à l'étude. D'autre part, il ne peut être fait référence aux conditions de prise en compte, en vue du classement, des services effectués dans l'enseignement privé par des maîtres entrés ultérieurement dans l'enseignement public. Les textes en vigueur n'autorisent pas en effet de reclassement à ce titre. Enfin, il convient de préciser que les services accomplis par l'intéressé dans l'enseignement supérieur agricole demeurent validables pour la retraite.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

11332. — M. Chaze expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret n° 63-1094 du 30 octobre 1963 a pratiquement doublé les bases d'imposition des marchands grossistes, expéditeurs de fruits et légumes, à la suite des propositions de la commission permanente du tarif de la patente. Il lui demande : 1° sur quels critères la commission s'est fondée pour proposer les modifications ayant fait l'objet du décret précité et si elle a entendu les représentants des organismes professionnels ; 2° si l'accroissement d'imposition en résultant est compatible avec le plan dit de stabilisation. (Question du 27 octobre 1964.)

Réponse. — 1° Il est tout d'abord précisé à l'honorable parlementaire que la commission nationale permanente du tarif des patentes a été amenée à examiner, conformément aux dispositions de l'article 1452 du code général des impôts, les droits applicables aux marchands grossistes expéditeurs de fruits et légumes frais à la suite de requêtes émanant d'autres groupements de grossistes expéditeurs, qui se plaignaient d'être assujettis à des droits plus élevés. Les modifications proposées ont été motivées par les résul-

tants de l'enquête à laquelle il avait été procédé et qui avait montré que la tarification alors applicable aux marchands grossistes expéditeurs de fruits et légumes faisait ressortir des rapports moyens des bases d'imposition au chiffre d'affaires et au bénéfice net très inférieurs à ceux dégagés pour les autres grossistes expéditeurs. Avant d'en délibérer et de formuler son avis, la commission a entendu les représentants de l'organisme chargé de la défense de la profession sur le plan national, lesquels ont présenté toutes observations utiles sur ce problème ; 2° la majoration du tarif afférent à la profession de « Marchand grossiste expéditeur de fruits et légumes frais » n'ayant d'autre objet que d'assurer une meilleure répartition de la charge que constitue la contribution des patentes entre les diverses catégories de redevables n'a pas entraîné automatiquement une augmentation globale de cette charge. En tout état de cause il ne paraît pas possible, sous peine de voir les professions, dont les conditions d'exercice se sont transformées depuis l'établissement du tarif des patentes, demeurer soumises à des droits inadaptés aux données actuelles et par suite inéquitable, de se dispenser d'apporter à ce tarif les changements reconnus nécessaires. Enfin il est indiqué qu'à la suite d'une requête présentée par l'organisme représentatif de la profession sur le plan national, le problème de tarification soulevé dans la question va être soumis à nouveau à la commission nationale permanente du tarif des patentes.

11501. — M. Robert Ballanger demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques comment on peut expliquer le retard considérable apporté à la mise en état, puis à la publication des décrets d'assimilation, permettant la révision des pensions des retraités des cadres A et B de l'administration des P. T. T. sur la base des relevements indiciaires prenant effet du 1^{er} janvier 1961 et du 1^{er} janvier 1962. Les intéressés les plus favorisés viennent seulement de percevoir les rappels des sommes qui leur sont dues depuis lors, et un grand nombre d'entre eux ne le percevront que fin 1964 ou début 1965, soit avec un retard de trois ou quatre ans, qui leur fait perdre, pour toutes sortes de raisons que chacun comprendra aisément, une fraction importante des avantages que leur eût procuré un paiement effectué dans les conditions normales, là où il l'a été, pour les fonctionnaires en activité. Dans ces conditions et à titre de compensation partielle du préjudice ainsi causé, il lui demande également, compte tenu de certaines dispositions du projet de loi de finances pour 1965 en ce qui concerne des revenus provenant de traitements et pensions, et de celles relatives aux personnes âgées, s'il n'estimerait pas équitable de permettre à ces retraités de ne comprendre dans leur prochaine déclaration de revenus que les sommes provenant de rappels perçus au titre de l'année 1964, à l'exclusion de celles se rapportant aux années 1961, 1962 et 1963, et s'il ne croirait pas devoir donner à ses services des instructions en conséquence. (Question du 5 novembre 1964.)

Réponse. — 1° Les décrets portant modification des statuts des personnels auxquels l'honorable parlementaire témoigne un bienveillant intérêt ont été publiés au Journal officiel des 7 juin et 13 septembre 1964. Par lettres des 22 juillet et 13 octobre 1964, le département des finances a approuvé deux projets de décrets d'assimilation destinés à permettre la révision des pensions des personnels retraités. Il est néanmoins rappelé que la procédure des

décrets d'assimilation implique que les projets de textes élaborés par l'administration soient ensuite soumis à l'examen du Conseil d'Etat. La haute assemblée, dans ses séances des 1^{er} octobre et 19 novembre 1964, a adopté les deux projets de décret d'assimilation qui ont été publiés au *Journal officiel* les 29 janvier et 12 mars 1965. Il est signalé à l'honorable parlementaire que la procédure prévue par les dispositions de l'article L. 16 du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraite sera de nature à permettre, à l'avenir, une révision plus rapide des pensions des personnels retraités; 2^o les rappels perçus par les retraités dont les pensions ont été révisées présentement, au même titre que les arrérages payés aux échéances normales, le caractère d'une revenu imposable, et aucune mesure d'exonération totale ou partielle ne saurait, dès lors, être envisagée en ce qui les concerne. Par application des dispositions de l'article 12 du code général des impôts, en vertu desquelles l'impôt sur le revenu des personnes physiques est dû chaque année à raison des sommes dont le contribuable a eu la disposition au cours de la même année, ces rappels de pensions sont imposables au titre de l'année au cours de laquelle ils ont été effectivement perçus quelle que soit l'année à laquelle ils se rattachent. Toutefois, en vue d'atténuer la charge résultant de la progressivité de cet impôt, les intéressés peuvent demander, conformément aux dispositions de l'article 163 du code général précité, que le montant des rappels soit réparti sur l'année de la perception et les années antérieures non couvertes par la prescription sans pouvoir toutefois remonter au-delà de la période de leur échéance normale.

12948. — M. Mer rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, pour les entreprises n'ayant pas réévalué leur bilan, les amortissements pratiqués en période déficitaire ne sont, suivant une doctrine administrative constante, réputés différés et susceptibles de report qu'à la condition de n'avoir pas réellement figuré dans les écritures de l'exercice auquel ils se rattachent. Il attire son attention sur le fait que cette doctrine: 1^o est incompatible avec les règles comptables prévues par le décret n^o 64-941 du 12 août 1964 prévoyant dans le tableau III une rubrique « Montant des amortissements pratiqués en l'absence de bénéfice compris dans le total ci-dessus et réputés du point de vue fiscal différés en période déficitaire »; 2^o contredit la doctrine traditionnellement admise en matière de sociétés et récemment confirmée par M. le garde des sceaux dans une réponse faite au Sénat le 10 décembre 1964, réponse selon laquelle le défaut de comptabilisation des amortissements à chaque exercice, même s'il est déficitaire, tombe sous le coup de l'article 15-5^o de la loi du 24 juillet 1867 visant le délit de présentation de bilan inexact. Il lui demande en conséquence: 1^o s'il ne pense pas qu'il conviendrait de modifier en matière fiscale la doctrine administrative, de manière à autoriser l'inscription en comptabilité des amortissements pratiqués en période déficitaire, sans que cette inscription entraîne pour les entreprises des conséquences fiscales défavorables; 2^o au cas où cette autorisation serait donnée, comment devraient pratiquement procéder les intéressés, pour faire pour la première fois figurer en comptabilité des amortissements qui, parfois depuis des années n'ont pas été comptabilisés, et notamment quelles justifications ils pourraient être appelés à produire à ce sujet. (Question du 6 février 1965.)

Réponse. — La dépréciation subie par les éléments de l'actif d'une entreprise constitue une charge normale de chaque exercice qui, en bonne gestion, doit être constatée. Aussi bien, comme le rappelle l'honorable parlementaire, les règles du droit commercial rendent obligatoire la constatation des amortissements même si l'exercice est déficitaire. L'article 25 du projet de loi (n^o 1309) modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers, récemment déposé devant le Parlement, prévoit la même obligation, du point de vue fiscal, en ce qui concerne tout au moins l'amortissement linéaire. Quant aux suppléments d'amortissements résultant notamment de l'application du système dégressif, les entreprises pourront les pratiquer en vertu du décret n^o 64-941 du 12 août 1964, sans que cette inscription en comptabilité entraîne pour elles des conséquences fiscales défavorables. Les entreprises ne rencontreront donc plus de difficultés pour concilier le respect des règles du droit privé avec l'utilisation la plus avantageuse des possibilités laissées par la réglementation fiscale. Il est précisé enfin que les mesures d'application des dispositions susvisées permettront de régler équitablement la situation antérieure.

13143. — M. Gouret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la société Immobilière Lambert s'est faite le promoteur de diverses opérations de construction, notamment celle dite Les Esses-Blanches, à Vitry-sur-Seine (Seine). Ces opérations ont été financées avec l'aide d'un prêt du Crédit foncier garanti par l'Etat. Pour obtenir ce prêt, la société Immobilière a dû remettre à l'administration un plan de financement et s'engager à le respecter. L'Immobilière Lambert s'engageait, notamment: 1^o à

donner connaissance aux souscripteurs des éléments de son prix de revient, et ce avant la signature de tout contrat; 2^o à ne pas dépasser, dans la détermination du prix de vente des appartements, un taux limité de marge bénéficiaire: 10 p. 100 pour les opérations bénéficiant de la prime de 6 F; 6 p. 100 pour les logements économiques et familiaux. Or, l'Immobilière Lambert a violé systématiquement les plans de financement qu'elle avait établis et, pour augmenter ses bénéfices, a eu recours à diverses pratiques frauduleuses: majoration des devis et marchés, relèvement des révisions de prix, interposition d'une entreprise générale fictive, affectation de groupes de parts ou de lots minorés à des filiales, etc. A maintes reprises, les tribunaux ont sanctionné ces procédés abusifs et, le 22 avril 1964, la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris infligeait à Castin, animateur de l'Immobilière Lambert, une première condamnation à la peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et de 50.000 francs d'amende. Le 12 juin 1963, la 1^{re} chambre de la cour de Paris prononçait un arrêt fondamental: elle décidait que le promoteur était tenu envers les souscripteurs des engagements qu'il avait pris dans le plan de financement à l'égard de l'administration, et elle autorisait les acquéreurs d'appartement à poursuivre le remboursement des sommes indûment payées. Cette décision est aujourd'hui définitive. Elle a été suivie d'une décision identique le 7 janvier 1964. Cette jurisprudence est conforme à la législation qui s'est donné pour but d'assurer une protection efficace de l'épargne publique (décret du 10 novembre 1954). Elle répond à l'objet même de l'aide financière de l'Etat sous forme de primes et de prêts garantis, puisque, selon la propre expression de M. le ministre des finances, cette aide n'est accordée qu'en « considération des souscripteurs ». Effectivement, ne serait-il pas choquant que cette aide fût détournée de sa destination pour permettre à des intermédiaires de réaliser des bénéfices spéculatifs et illimités? Or, il apparaît que le Gouvernement, qu'il s'agisse de la mission du Trésor auprès des organismes prêteurs ou du ministre de la construction, semble vouloir aider l'Immobilière Lambert à faire échec à cette jurisprudence protectrice des souscripteurs et à obtenir l'impunité pour ses pratiques frauduleuses. C'est ainsi que, dans la réponse donnée le 1^{er} août 1964 à une question écrite n^o 9592, M. le ministre de la construction, sans réserver comme à l'ordinaire à l'appréciation souveraine des tribunaux, affirmait que le plan de financement ne s'imposait pas dans les relations entre le promoteur et ses souscripteurs et que ceux-ci n'avaient pas à être informés des données financières réelles de l'opération de construction. La volonté ainsi marquée de peser sur les décisions de la cour de Paris se trouve confirmée par les conclusions que l'agent judiciaire du Trésor public, intervenant au nom de l'Etat, faisait signifier, le 1^{er} décembre 1964, dans une affaire pendante devant la 1^{re} chambre de ladite cour et opposant la société Immobilière Lambert, la S.C.I. Clignancourt-Simpson, à leurs souscripteurs. L'agent judiciaire du Trésor public, après avoir déclaré que l'intervention de l'Etat à l'instance ne se justifiait pas, affirme « qu'il ne fait pas de difficulté de réitérer... que le plan de financement n'est qu'un document administratif d'ordre interne » et que l'engagement qu'il contient « ne vaut qu'à l'égard de la seule administration... ». Les pratiques de l'Immobilière Lambert, contraires aux droits des souscripteurs, ont marqué de nombreuses opérations de construction: Les Dahlias, à Châtillon-sous-Bagneux; Lacordaire-Varet, à Paris; Foncière-Argonne, à Maisons-Laffitte; Hautpoul, à Paris; Pompe-Montespan, à Paris; Clignancourt-Simpson, à Paris; Anjou-Pavé-Blanc et Commandant-Duval, à Clamart; J.-J.-Rousseau, à Herblay; La Cersaie, à Villiers-le-Bel; rue Tandou, à Paris; Arthur-Croquette, à Charanton, etc. S'associant aux légitimes protestations des souscripteurs lésés et de leurs associations, il lui demande: 1^o quelles raisons ont pu déterminer ainsi les organes du Gouvernement à faire prévaloir la sauvegarde des spéculateurs sur la protection des intérêts légitimes des souscripteurs; 2^o quelles instructions il entend donner et quelles mesures il entend prendre pour renforcer la répression de la spéculation des sociétés immobilières et mieux protéger les droits et intérêts des souscripteurs. (Question du 20 février 1965.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de se reporter à la réponse faite par le ministre de la construction à sa question écrite n^o 13112, publiée au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 27 mars 1965, page 523.

13518. — M. Le Guen attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'entrée en force des entreprises américaines dans l'industrie alimentaire française et européenne. Si la loi du marché contribue au progrès de la productivité, il y a cependant des distorsions qui donnent à l'implantation d'entreprises étrangères une incitation artificielle: législation fiscale ou antitrust, taxes sur l'acquisition des titres étrangers, gestion rattachée à un pays tiers, tous facteurs entraînant une inégalité de fait dans la concurrence. Il lui demande quelles mesures (taxes de compensation ou autres) le Gouvernement français compte prendre, avec ses partenaires du Marché commun européen, pour tenter de régulariser les mouvements de capitaux dans

le monde, de les élargir et de les réorienter. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — Le Gouvernement français s'est préoccupé depuis longtemps déjà du problème des investissements réalisés à l'intérieur du Marché commun par les pays tiers et n'a pas manqué d'appeler sur ce point l'attention de la Communauté économique européenne. Celle-ci, de son côté, est consciente des répercussions que de tels investissements peuvent entraîner ainsi qu'en témoigne notamment la réponse faite par la commission à la question écrite n° 83 posée par M. Van Rullen le 29 octobre 1964 (*Journal officiel* des communautés européennes, n° 219, du 30 décembre 1964). Toutefois, les travaux entrepris n'en sont encore qu'au stade exploratoire et il ne semble pas que, pour l'instant du moins, la commission soit en mesure de fournir au conseil de la C. E. E. tous les éléments d'information qui permettraient à celui-ci d'aborder utilement l'examen des divers aspects que revêt ce problème. Sans attendre l'aboutissement de ces travaux de caractère communautaire, le Gouvernement français exerce une surveillance attentive sur les opérations d'investissement étranger intervenant en France afin de pouvoir les orienter dans un sens conforme aux besoins de l'économie et, si nécessaire, les interdire, dans la mesure où elles devraient conduire dans certains secteurs d'activité particulièrement sensibles à des prises de position dominantes dommageables aux intérêts du pays.

13696. — M. Morlevar demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les facilités accordées par l'arrêté du 8 mars 1965, paru au *Journal officiel* du 10 mars 1965, fixant le montant des prêts spéciaux à la construction pour la réalisation d'un programme de logements sociaux dans la région parisienne, seront bientôt étendues aux constructeurs des autres régions du territoire. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — Le Gouvernement a décidé récemment, par analogie avec les dispositions de l'arrêté du 8 mars 1965, de relever le montant des prêts spéciaux du Crédit foncier sur l'ensemble du territoire. Les mesures concernant ce relèvement vont être publiées incessamment au *Journal officiel*.

13698. — M. Bord attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les problèmes que pose la tarification des terrains de camping. Répondant à une question écrite n° 9205, relative à ce problème (*Journal officiel*, débats A. N., du 11 juillet 1964) il disait que « la commission nationale du camping a émis, le 12 mars 1964, un vœu tendant à ce que le problème de critères pris en considération pour l'établissement des redevances soit reconsidéré ». Il ajoutait : « Les ministres de tutelle ne se refusent pas, a priori, à une révision éventuelle du mode de tarification en vigueur, mais ils ne pourront y procéder, en toute connaissance de cause, que lorsqu'ils seront en possession des conclusions du groupe de travail et d'une enquête, actuellement en cours, effectuée par ma direction générale des prix et des enquêtes économiques ». Il lui demande si, depuis juillet 1964, des éléments nouveaux sont intervenus à propos de ce problème. Il lui fait remarquer que la tarification actuellement pratiquée a défavorisé les régions qui bénéficiaient déjà d'une ample affluence au détriment de celles qui manquaient de touristes. La tarification actuelle lui semble ne pas tenir compte de la valeur et de la rentabilité des terrains occupés, ce qui a abouti, pour toutes les zones d'affluence — là où le terrain est cher — à des prix artificiellement abaissés. De ce fait, les camps des zones de grande affluence qui devraient, très normalement d'ailleurs, en fonction de leurs investissements plus élevés, être plus chers, sont bloqués au même prix que les camps des régions touristiques moins cotées, privant ainsi celles-ci de l'intérêt de prix naturellement plus bas. Il souhaiterait que la tarification nouvelle, susceptible d'intervenir, tienne compte de ces remarques, et qu'elle soit fixée en fonction des capitaux représentés, notamment, par les achats de terrains et les investissements à rétribuer. En somme, il lui demande s'il ne pourrait faire en sorte que la nouvelle tarification des camps soit placée sous le signe de la vérité des prix. (Question du 27 mars 1965.)

Réponse. — A la suite des études entreprises par les services compétents des divers départements ministériels intéressés par les problèmes du camping et compte tenu des résultats des enquêtes effectuées, et des avis émis par la commission nationale du camping, de nouvelles directives ont été adressées aux préfets. Dans le cadre de la délégation de compétence qui leur a été donnée par l'arrêté interministériel n° 22.727 du 22 mai 1964, les préfets auront désormais la possibilité de fixer, après enquête, et dans les limites compatibles avec la politique de stabilisation économique poursuivie par le Gouvernement, des prix tenant compte de l'importance et de la qualité des équipements mis à la disposition des usagers et, d'une façon plus générale, de toutes circonstances locales susceptibles d'être prises en considération, notamment celles ayant une incidence sur la fréquentation des terrains de camping. La nouvelle tarification

qui en résultera sur le plan départemental paraît de nature à permettre une amélioration des installations des camps existants en même temps qu'une meilleure répartition géographique des campeurs.

13784. — M. Tomasini signale à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les liquidations de pension, faites en application de la loi n° 49-1097 du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, nécessitent des délais exagérément longs. C'est ainsi que des ouvriers ayant fait valoir leurs droits à la retraite au début de l'année 1964 ne sont pas encore en possession de leur titre définitif de pension à la date du 1^{er} mars 1965. Il lui demande de lui faire connaître quelles mesures l'envisage de prendre pour remédier à cette situation et pour réduire des délais qui lui paraissent anormalement longs. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que la caisse des dépôts et consignations, qui assume la gestion du fonds spécial des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'Etat, procède à l'examen des dossiers de liquidation de pensions dès qu'ils lui sont soumis par les ministères liquidateurs. La caisse fait remettre aux intéressés leur titre définitif pour la plus prochaine échéance dans la majorité des cas ou, au plus tard, pour l'échéance suivante. C'est aux ministères intéressés qu'il appartient de s'efforcer de réduire les délais qui peuvent s'écouler entre la date de radiation des contrôles des ouvriers et l'envoi de leur dossier de liquidation de pension à la caisse des dépôts et consignations.

13786. — M. Henry Rey expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, malgré les progrès certains réalisés par la biscuiterie française au cours du IV^e plan, cette industrie rencontre les difficultés dues, en grande partie, à une concurrence étrangère favorisée par des prix avantageux des matières premières qu'elle utilise. Il lui demande s'il n'envisage pas, pour permettre à la biscuiterie française de lutter contre cette concurrence, de prendre un certain nombre de mesures, parmi lesquelles, par exemple, pourrait figurer l'importation en admission temporaire. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Le régime des échanges extérieurs des produits de la biscuiterie peut être analysé ainsi :

1^o Echanges avec les pays n'appartenant pas à la Communauté économique européenne. — Les importations sont contingencées et le taux des droits de douane varie, selon les produits, entre 30 et 35 p. 100. Ces importations sont d'ailleurs relativement peu importantes et s'effectuent à des prix généralement élevés. Les exportations bénéficient de ristournes qui ramènent la valeur des matières premières nationales incorporées dans les prix des produits au niveau des cours mondiaux.

2^o Echanges avec les pays appartenant à la Communauté économique européenne. — La décision du conseil des ministres de la Communauté économique européenne du 4 avril 1962, prorogée jusqu'au 30 juin 1965, autorise la perception de taxes, lorsque le droit de douane résiduel ne permet plus à la fois de compenser l'incidence de la disparité des prix des matières premières et d'assurer une protection de l'industrie de transformation fixée actuellement à 2,5 p. 100 du prix franco-frontière du produit importé. Une aide, liée aux quantités de sucre incorporées, est accordée aux produits de biscuiterie exportés vers la Communauté. Compte tenu de ce régime et puisqu'il existe, en outre, sur le marché national, de larges possibilités d'approvisionnement en matières premières agricoles, il ne paraît pas utile d'autoriser, comme le suggère l'honorable parlementaire, l'entrée de ces matières premières sous le régime de l'admission temporaire. En effet, pour les exportations vers les pays n'appartenant pas à la Communauté économique européenne, les subventions versées ont un effet équivalent à celui du régime de l'admission temporaire. D'autre part, dans le cadre des échanges intra-communautaires, les mesures qui pourraient être prises afin d'abaisser les coûts d'approvisionnement des industries transformatrices seraient annulées par le jeu des mécanismes communautaires, c'est-à-dire soit par la perception d'un prélèvement compensateur, soit par une taxe compensatoire, soit enfin par l'action conjuguée d'un prélèvement et d'une taxe.

INDUSTRIE

13835. — M. Le Guen attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur le bilan négatif que fait ressortir l'examen des résultats obtenus par l'application des décrets n° 55-36 du 5 janvier 1955 et n° 58-1460 du 31 décembre 1958 visant à contrôler et à orienter la croissance des activités et des effectifs industriels dans la région parisienne. On constate en effet que le chiffre global d'emploi dans la région parisienne est passé de 3 millions 573.000 en 1954 à 3.957.000 en 1962. Il lui demande s'il n'estime pas nécessaire de compléter cette « politique de l'agrément » par

des mesures tendant à transformer la notion d'espace industriel et à redistribuer géographiquement les diverses activités économiques, de façon à éviter un développement excessif de la capitale et à favoriser la décentralisation industrielle dans les régions situées à l'Ouest de la France. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Selon les chiffres fournis par l'honorable parlementaire, le total de l'emploi en région parisienne serait passé de 3.570.000 à 3.957.000 entre 1954 et 1962, soit une progression de l'ordre de 10 p. 100. En fait, ces chiffres comprennent l'ensemble de la main-d'œuvre salariée, et notamment tous les emplois du commerce et des services en général sur lesquels la commission instituée par le décret du 5 janvier 1955 n'exerce aucun contrôle. Si l'on ne retient que les secteurs relevant du ministère de l'industrie et plus spécialement les activités de transformation, c'est-à-dire celles où l'activité de la commission des agréments est déterminante, on constate l'évolution suivante :

Région parisienne: 1954, 931.514; 1962, 1.001.260, soit une progression de 7,5 p. 100.

Reste de la France: 1954, 2.073.005; 1962, 2.274.220, soit une progression de 10 p. 100.

Si l'on examine par branche, on remarque que le pourcentage est deux fois plus élevé en province qu'en région parisienne pour le travail des métaux, les machines et appareils mécaniques, les papiers et cartons. Dans le secteur de la transformation des matières plastiques et des industries diverses, le nombre d'emplois a diminué de 5,8 p. 100 en région parisienne alors qu'il a progressé de près de 50 p. 100 en province. L'interprétation de ces chiffres tendrait à souligner l'efficacité de l'action de la commission des agréments qui, par ses avis concernant les secteurs visés ci-dessus, a permis soit des décentralisations, soit des créations en province. Ces résultats montrent que pour sa part la commission des agréments participe à la politique de redistribution géographique des diverses activités économiques qui reste l'une des préoccupations majeures du ministère de l'industrie.

INFORMATION

13527. — M. Trémollières attire l'attention de M. le ministre de l'information sur l'article 12 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 relatif à la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision, qui exclut du compte unique de redevance les appareils déclarés au nom de personnes morales, sociétés, groupements, raison sociale, et lui signale l'anomalie qui fait écarter du bénéfice de la taxe unique les établissements à caractère charitable, tels que les orphelinats publics ou privés. Il lui demande s'il ne pourrait faire en sorte que le bénéfice de l'article ci-dessus, unité de taxe quel que soit le nombre de postes de radio, leur soit rendu applicable. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — L'unicité de redevance annuelle, quel que soit le nombre des récepteurs détenus, est strictement réservée, aux termes de l'article 12 du décret du 29 décembre 1960, aux usagers particuliers, à la condition que le foyer ne soit composé que du chef de famille, de son conjoint et des enfants à charge. La demande de l'honorable parlementaire tendant à ce que le bénéfice du compte unique soit étendu aux établissements à caractère charitable revient à demander que soit instituée une nouvelle catégorie de bénéficiaires de cet avantage. Or l'article 10 de l'ordonnance n° 59-273 du 4 février 1959 stipule dans son alinéa 2 : « ... les exonérations de redevances ou tarifs spéciaux existant au jour de la promulgation de la présente ordonnance sont maintenus. Si des exonérations ou tarifs spéciaux étaient institués au profit de nouvelles catégories de bénéficiaires ils ne pourraient prendre effet que moyennant compensation intégrale de la perte de recettes en résultant par une subvention inscrite au budget de l'Etat... » Aucune subvention n'a été inscrite dans la loi de finances pour 1965 et il n'est pas envisagé de prévoir à cette inscription dans les lois de finances pour les années à venir. L'O. R. T. F. n'appartenant pas à la catégorie des établissements susceptibles de recevoir des subventions de l'Etat. Dans ces conditions, seule une modification de la législation, qui supprimerait pour l'O. R. T. F. l'obligation d'une contrepartie préalable sur le plan budgétaire, permettrait la création de nouvelles catégories de bénéficiaires des exonérations. Cette réforme ne peut être envisagée dans un avenir prévisible car la situation financière de l'Office interdit toutes les mesures qui se traduiraient par une diminution des ressources de celui-ci. Il convient de noter, toutefois, que les tarifs dégressifs prévus à l'article 13 du décret cité ci-dessus, sont applicables aux personnes morales et en particulier aux établissements charitables, lorsqu'ils détiennent plus de dix postes dans une même institution, à savoir : abattement de 25 p. 100 à partir du onzième dispositif de réception jusqu'au trentième inclus, abattement de 50 p. 100 à partir du trente et unième. Enfin, les établissements en cause qui se trouvent dans une situation financière difficile peuvent, comme les particuliers en état de gêne ou d'indigence, solliciter, à titre exceptionnel, du directeur général de l'O. R. T. F. la remise gracieuse, totale ou partielle des redevances exigibles.

INTERIEUR

13771. — M. Waideck L'Hullier expose à M. le ministre de l'Intérieur que le code de l'administration communale indique, en son article 492, qu'il est créé une commission paritaire communale au sein de la troisième section du conseil national des services publics départementaux et communaux. Le douzième paragraphe de cet article précise : « La durée du mandat des membres de la commission est de trois années ». Le dernier scrutin pour la désignation des délégués du personnel a eu lieu le 26 avril 1961. Ces délégués auraient donc dû déjà être renouvelés en avril 1964. Or, leur mandat a été reconduit et un arrêté du 17 novembre 1964 a fixé les élections des représentants du personnel au 26 mai 1965. A ce jour, aucune circulaire d'application n'est parue pour préciser les modalités de ces élections. La circulaire d'application parue en 1961 précisait : « Les listes électorales établies comme il est indiqué ci-dessus seront déposées à la mairie et au siège du syndicat de communes au plus tard le quarantième jour précédant la date du scrutin ». Ce qui veut dire que, suivant les mêmes modalités, cette formalité devrait être faite au plus tard le 17 avril pour respecter les mêmes délais ; or, aucune instruction n'a été donnée à ce jour aux municipalités pour la préparation de ces listes. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour que ces élections, déjà reculées une première fois, aient lieu effectivement le 26 mai 1965 comme prévu. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — L'arrêté du 17 novembre 1964 que mentionne l'honorable parlementaire a été abrogé par un arrêté du 7 avril 1965 qui fixe le nouveau calendrier des opérations électorales requises pour la désignation des représentants des maires et des personnels à la commission nationale paritaire du personnel communal. Les instructions indispensables à la mise en œuvre de ce dernier texte ont été diffusées par une circulaire qui a été adressée aux préfets le 26 avril 1965.

13795. — M. Palmero expose à M. le ministre de l'Intérieur la situation d'un rapatrié de Tunisie, ayant acquis en métropole un bar restaurant assorti d'une licence de 2^e catégorie, alors qu'il était titulaire en Tunisie d'une licence de 4^e catégorie. Il lui demande s'il existe des dispositions particulières applicables à la matière aux rapatriés pour leur reclassement en France. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — Aux termes de l'article L. 28 du code des débits de boissons et des mesures contre l'alcoolisme, l'ouverture de tout nouvel établissement de 4^e catégorie est interdite. Aucune modification n'a été apportée à ces dispositions, prises dans l'intérêt de la santé publique et il n'existe aucune possibilité de transfert en France de licences précédemment exploitées en Afrique du Nord. D'autre part, il convient de rappeler que la politique de reclassement des rapatriés s'est traduite par une orientation professionnelle qui aboutit parfois à limiter l'exercice de certaines catégories de professions, et en particulier les commerces de débits de boissons.

13814. — M. Radlus demande à M. le ministre de l'Intérieur si un ingénieur subdivisionnaire, démissionnaire d'une collectivité locale, peut encore prétendre à la prime de technicité et de rendement prévue par l'arrêté interministériel du 20 mars 1952, pour des travaux auxquels il a collaboré antérieurement à la date de sa démission. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — L'arrêté du 20 mars 1952 prévoit que les collectivités locales peuvent attribuer des indemnités aux agents de leurs services techniques lorsque ces personnels ont participé non seulement à l'étude des projets de certains travaux, mais également à l'exécution desdits travaux sans qu'il ait été fait appel à des architectes ou ingénieurs privés. L'ingénieur subdivisionnaire d'une commune peut solliciter l'attribution de cette prime de technicité dans la mesure où les travaux, à l'élaboration desquels il a participé, ont été réalisés avant sa démission et où il en a assuré l'exécution.

13883. — M. Palmero attire l'attention de M. le ministre de l'Intérieur sur la situation des inspecteurs de salubrité des villes de plus de 40.000 habitants dont l'indice n'a pas varié lorsque presque la totalité des agents communaux a bénéficié d'un reclassement. (Question du 7 avril 1965.)

Réponse. — Un arrêté dont la publication au Journal officiel est prochaine fixe le nouveau classement indiciaire de l'emploi d'inspecteur de salubrité. Il rétablit au profit des titulaires de cet emploi la parité qui leur avait été reconnue précédemment avec les inspecteurs préposés au contrôle de la salubrité des viandes et des denrées alimentaires.

13921. — M. Salardaine rappelle à M. le ministre de l'intérieur que l'arrêté du 14 mars 1964, portant reclassement indiciaire des emplois de direction et d'encadrement des services municipaux, a supprimé l'emploi de sous-chef de bureau. La circulaire ministérielle prise en application dudit arrêté prévoit que les sous-chefs de bureau, actuellement en fonctions, peuvent opter : 1° pour le maintien dans leur grade actuel. Dans ce cas, ils conservent le droit de concourir aux emplois de secrétaire général, secrétaire général adjoint, ou directeur administratif. Cette promesse est toute à fait hypothétique, car ces concours, ayant lieu la plupart du temps sur titres, très peu, pour ne pas dire aucun, pourront bénéficier de cette promotion. Toujours dans ce cas, il leur est interdit d'être nommé rédacteur principal ; 2° pour le grade de rédacteur : ils sont alors dégradés et vont se trouver à égalité (et quelquefois même placés à un indice inférieur) avec des agents qui étaient sous leurs ordres. D'autre part, pour l'accès au grade de chef de bureau, ils seront en compétition avec leurs collègues rédacteurs et rédacteurs principaux, alors que, déjà, ils étaient dans un échelon supérieur de la hiérarchie administrative. Le fait de leur donner la faculté de choisir, en leur faisant miroiter une problématique nomination au grade de rédacteur principal, ne peut faire oublier que ces agents sont rétrogradés. Compte tenu qu'il existe, en France, très peu d'agents de grade de sous-chef de bureau (ces postes n'existent que dans les communes de plus de 10.000 habitants, il lui demande s'il ne pourrait envisager la nomination de ces agents au grade de chef de bureau. Cette nomination pourrait être faite à titre personnel (poste d'attente), et ils ne pourraient avoir accès au grade supérieur que lorsqu'ils occuperaient réellement un poste inscrit au cadre du personnel de leur commune. A leur départ, les postes d'attente redeviendraient des postes de rédacteur. (Question du 8 avril 1965.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est prié de se reporter à la réponse faite à la question écrite n° 13414 posée par M. Boinvilliers sur le même sujet. (Journal officiel, débats parlementaires, Assemblée nationale, n° 17, 21 avril 1965, p. 781).

14063. — M. Longueque demande à M. le ministre de l'intérieur si les propriétaires riverains d'une impasse, voie privée ouverte depuis plus de trente années à la circulation des véhicules, sont juridiquement habilités à interdire le stationnement des voitures dans cette impasse et à apposer librement des panneaux, de type non réglementaire, signalant cette interdiction. Il le prie de lui faire connaître quel texte réglementaire ou quelle règle de jurisprudence serait susceptible de faire obstacle à l'application, ou si, au contraire, la circulation et le stationnement y peuvent être réglementés conformément aux dispositions générales du code de la route ainsi que l'a admis, pour les voies privées, un jugement du tribunal de grande instance de Laval, en date du 7 juin 1960 (D. 1960, p. 661). (Question du 21 avril 1965.)

Réponse. — Aux termes de l'article R. 1 du code de la route, toutes les dispositions de ce code, ainsi que des règlements consécutifs, s'appliquent aux voies « ouvertes à la circulation publique », sans qu'il y ait lieu de distinguer selon qu'elles appartiennent ou non au domaine public. Les voies privées, en effet, sont ouvertes à la circulation publique dès lors qu'elles sont livrées de plein gré ou laissées par leurs propriétaires à la libre disposition de tous. Il est évident que, dans ce cas, elles sont soumises aux règles de sécurité publique et de police de la circulation édictées tant par le code de la route que par l'autorité municipale. Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux dans les cas d'espèce, une impasse normalement destinée à la desserte des immeubles riverains et, par conséquent, nécessairement ouverte aux occupants de ces immeubles sinon à leurs visiteurs et aux commerçants livreurs, reste en droit une voie privée, relevant du domaine privé. De ce fait, une telle impasse est rattachée aux règles de la propriété privée et son usage par des tiers est assujéti à l'autorisation formelle ou implicite de son ou de ses propriétaires. Elle n'est pas ouverte à la circulation publique lorsque son accès en est interdit par le ou les propriétaires au moyen d'indications, qui ne peuvent être identiques aux panneaux de la signalisation officielle dont l'emploi est réservé à l'administration (art. 2 de la loi n° 55-434 du 18 avril 1955).

14263. — M. Pic expose à M. le ministre de l'intérieur que, devant le mécontentement des personnels des services de transmissions de son ministère, l'établissement d'un nouveau statut a été promis à ces agents. Il attire son attention sur le fait que ces personnels sont fréquemment des techniciens hautement qualifiés, qui sont assujétiés à des règles particulières dues à la nature également particulière du service dont ils ont la charge. Or, depuis un certain nombre d'années, ces personnels subissent

un déclassement qui nuit à leur situation, aussi bien matérielle que morale. Il lui demande quelles sont les propositions de reclassement et quel est le statut qu'il entend offrir à ces personnels. (Question du 30 avril 1965.)

Réponse. — Divers aménagements statutaires sont récemment intervenus en faveur de certaines catégories de fonctionnaires du service des transmissions du ministère de l'intérieur. Par ailleurs, et pour tenir compte des sujétions particulières imposées à ce personnel, de nouvelles propositions tendant à une réforme d'ensemble du régime statutaire et indiciaire applicable aux intéressés ont été soumises à l'examen de M. le Premier ministre, du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre des finances.

JUSTICE

13751. — M. Prioux expose à M. le ministre de la justice qu'à l'occasion de la translation des débits expropriés fermés depuis plus de dix mois, deux théories sont en présence pour l'application coordonnée de l'article L. 35 du code des mesures : concernant les débits de boissons (qui autorise expressément la translation « dans les douze mois de la fermeture »), de l'article L. 32 (qui oblige à faire la déclaration de translation « deux mois à l'avance »), et de l'article L. 44 (qui édicte la péremption des débits qui ont « cessé d'exister depuis plus d'un an ») : la divergence de ces deux théories provenant d'une différence d'interprétation du mot « translation », différence qui entraîne un désaccord sur la date à reconnaître à cette translation pour l'application des trois articles ci-dessus rappelés. a) Première théorie : la translation s'effectue avec le premier service de boissons dans le nouveau local ; la date de translation est donc la date de ce premier service ; comme la translation doit être déclarée deux mois à l'avance (article L. 32), ce premier service ne pourra — si le débit était fermé depuis plus de dix mois — avoir lieu qu'après plus de dix plus deux égale plus de douze mois de fermeture ; or à ce moment, la licence sera périmée : article L. 44. Conclusion : la translation d'un débit au cours des onzième et douzième mois de la fermeture est illicite ; b) deuxième théorie : la translation est l'acte passé entre le débitant et l'administration, acte instantané par lequel le débitant déplace officiellement, d'un local à un autre, le droit de servir des boissons, et à l'occasion duquel les administrations perçoivent les droits fiscaux correspondants, sans attendre de savoir si et quand cette déclaration sera suivie d'une réexploitation effective. La translation et la déclaration de translation sont donc une seule et même opération ; par suite, la date de la translation est la date de la déclaration ; par suite, est licite toute translation déclarée dans les douze mois de la fermeture (article L. 35), et notamment au cours des onzième et douzième mois. Quelle que soit cette date, le débitant devra (article L. 32) attendre deux mois avant de procéder à la réouverture. Mais cette attente imposée par la loi est un cas de force majeure, qui suspend pendant ces deux mois les délais d'inexploitation volontaire de l'article L. 44. La licence, qui n'était pas périmée au début de ce délai, ne l'est pas davantage à la fin, et elle ne le sera, éventuellement, que si le débitant ne rouvre pas avant l'expiration du délai de douze mois d'inexploitation volontaire (avant la déclaration et après l'attente de deux mois). Il lui demande : 1° quelle est la théorie valable ; 2° si elle est applicable également dans le cas des débits non expropriés ; 3° si, au cas où la première serait applicable, la réouverture, en violation de l'article L. 32, avant l'expiration des douze mois de fermeture, permettrait de sauver la licence de la péremption de l'article L. 44. (Question du 2 avril 1965.)

Réponse. — 1° Sous réserve d'une interprétation contraire des tribunaux, les dates qui doivent être prises en considération pour l'application des articles L. 35, L. 32 et L. 44 du code des débits de boissons sont celles de la fermeture et de l'ouverture effectives d'un établissement et non celles des déclarations d'ouverture ou de fermeture qui sont faites par le débitant à l'administration ; 2° le débitant de boissons qui souhaite opérer le transfert de son établissement doit, en toute hypothèse, en faire la déclaration deux mois à l'avance, à la mairie ou à la préfecture de police, conformément aux dispositions de l'article L. 32 du code des débits de boissons. Cette règle implique pour l'assuré l'obligation de prendre en temps utile les dispositions nécessaires pour satisfaire aux autres prescriptions de la loi. Il lui appartient, en particulier, de veiller à ce que la déclaration de transfert soit effectuée dans un délai tel que la durée totale de la fermeture réelle du débit n'exécède pas douze mois — soit, en fait, dix mois au plus après la fermeture — et cette solution est également valable dans l'hypothèse d'un transfert après expropriation, prévue par l'article L. 35. On ne saurait, en effet, assimiler à un cas de force majeure, par nature imprévisible, l'inobservation par le débitant d'une disposition de droit dont il doit être averti, et à laquelle il doit se soumettre ; 3° la réouverture d'un débit de boissons transféré avant l'expiration du délai de douze mois prévu par l'article L. 44, éviterait la péremption annuelle de la licence, mais, par contre, des poursuites pénales du chef de l'article L. 43 du code

des débits de boissons seraient justifiés à l'encontre du débiteur si cette réouverture intervenait moins de deux mois après la déclaration prescrite par l'article L. 32.

TRAVAIL

12669. — M. Bizet expose à M. le ministre du travail que les déclarations faites par lui devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale lors de l'examen des crédits de son ministère pour 1965, en ce qui concerne le problème des abattements de zones applicables pour le calcul des prestations familiales ont suscité une vive émotion parmi les membres de certaines unions départementales d'associations familiales. Ceux-ci font observer, à juste titre, que le niveau des prestations familiales est manifestement inférieur au minimum indispensable et à ce qu'il devrait être si la législation d'origine avait été intégralement appliquée et qu'il serait difficilement acceptable que le Gouvernement prenne des mesures différentes dans ce domaine pour les salaires, d'une part, et pour les prestations familiales, d'autre part, étant donné que, des études régionales qui ont pu être faites ou des éléments statistiques existants, on peut déduire que les zones d'abattement élevées sont loin de correspondre à ces zones où la vie est moins chère. Les intéressés soulignent également que si les abattements s'appliquent aux prestations versées aux familles il n'en est pas de même pour les cotisations qui sont perçues à un taux uniforme dans l'ensemble du pays — ce qui constitue une véritable injustice dans la distribution des sommes affectées à la compensation des charges familiales. D'autre part, dans une période où des mesures sont prises pour freiner l'afflux des populations dans les grandes villes, une décision tendant à maintenir les abattements de zones en matière de prestations familiales irait à l'encontre de la politique de décentralisation en incitant les jeunes ménages à être domiciliés dans les zones d'abattement minimum ou dépourvues d'abattement. Il lui demande de préciser les intentions du Gouvernement en ce domaine. (Question du 23 janvier 1965.)

Réponse. — Le Gouvernement s'est assigné comme objectif de réduire le nombre des zones actuellement applicables au calcul des prestations familiales, qui est excessif. Ainsi que cela a déjà été indiqué, les études à ce sujet s'orientent vers un regroupement en trois zones, l'une couvrant les grandes villes, l'autre les régions rurales et la troisième ayant un caractère intermédiaire. Cette solution paraît tenir compte d'une manière réaliste des différences de genre de vie, par suite, de frais d'entretien des enfants qui existent en fait entre ces zones.

13555. — M. Le Guen demande à M. le ministre du travail s'il est en mesure de fournir des statistiques concernant 1° l'amélioration du pouvoir d'achat des salaires ouvriers dans chacun des pays de la Communauté économique européenne pour chacune des années écoulées de 1959 à 1964; 2° les coûts de la main-d'œuvre ouvrière (salaires directs plus charges complémentaires) dans chacun des six pays de la C. E. E. (Question du 13 mars 1965.)

Réponse. — 1° Il n'a pas été encore publié d'étude sur l'évolution comparée du pouvoir d'achat des salaires ouvriers dans les six pays de la Communauté; une connaissance approximative peut cependant en être obtenue par un rapprochement de l'évolution des gains bruts des ouvriers et de celle des prix à la consommation. A défaut de données provenant d'enquêtes communautaires, il faut se référer aux sources suivantes: a) en ce qui concerne les gains bruts des ouvriers, l'office statistique des Communautés européennes a publié dans sa revue « Statistiques sociales » (1965-1) les résultats des enquêtes effectuées par les services statistiques des pays membres de la C. E. E. Les méthodes et les critères qui sont à la base de ces statistiques diffèrent d'un pays à l'autre. Ainsi, la définition même du gain horaire brut inclut dans certains pays des primes et gratifications dont d'autres pays ne tiennent pas compte. De même, le champ couvert par ces enquêtes nationales et la date où elles sont effectuées ne sont pas les mêmes dans chaque pays. Il en résulte une assez grande incertitude quant à la comparabilité de leurs résultats. b) En ce qui concerne les indices de prix à la consommation, l'office statistique des Communautés européennes publie régulièrement dans son bulletin général de statistiques les indices mensuels nationaux ainsi que les moyennes annuelles. 2° Depuis 1959, la C. E. E. et les instituts nationaux des six pays effectuent une enquête communautaire annuelle sur les dépenses en salaires et en charges patronales afférentes dans différentes branches d'industries; chaque année, le groupe d'industries exploré par l'enquête est différent, l'ensemble des industries manufacturières étant couvert en trois ans. Les résultats détaillés de ces enquêtes se trouvent dans les numéros 1963-1, 1964-2 et 1964-5 de la revue « Statistiques sociales » de l'office statistique des communautés européennes.

Rectificatif

au compte rendu intégral de la séance du 20 avril 1965. (Journal officiel, débats Assemblée nationale, du 21 avril 1965.)

Réponses des ministres aux questions écrites.

Page 779, 1^{re} colonne, 8^e ligne de la réponse de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre à la question n° 10517 de M. Arthur Richards, au lieu de: « ...concernent les débits envers l'Etat... », lire: « ...concernent les débits envers l'Etat... ».

ANNEXE AU PROCES-VERBAL

DE LA
séance du mercredi 12 mai 1965.

SCRUTIN (N° 196)

Sur l'article 1^{er} du projet de loi modifiant l'imposition des entreprises et des revenus de capitaux mobiliers.

Nombre des votants.....	466
Nombre des suffrages exprimés.....	438
Majorité absolue.....	220
Pour l'adoption.....	328
Contre	110

L'Assemblée nationale a adopté.

Ont voté pour (1) :

MM.	Buot (Henri).	Duhamel.
Abelln.	Cachat.	Duperier.
Achille-Fould.	Caill (Antoine).	Durbet.
Aillères (d').	Caillie (René).	Durlot.
Aizier.	Calméjane.	Dusseauux.
Albrand.	Capitant.	Duterne.
Alduy.	Carter.	Duvillard.
Ansquer.	Catalifaud.	Ebrard (Guy).
Anthoioz.	Catroux.	Ehm (Albert).
Mme Aymé de La	Catry.	Evrard (Roger).
Chevrelière.	Cattin-Bazin.	Fagot.
Bailly.	Cazenave.	Fanton.
Barberot.	Cerneau.	Faure (Maurice).
Bardet (Maurlee).	Césaire.	Feuillard.
Barniaudy.	Chalopin.	Flornoy.
Barrière.	Chamant.	Fontanet.
Barrot (Noël).	Chambrun (de).	Fossé.
Bas (Pierre).	Chapuis.	Fouchier.
Baudis.	Charbonnel.	Fouet.
Baudouin.	Charlé.	Fourmond.
Bayle.	Charpentier.	François-Benard.
Beauguitte (André).	Charret (Edouard).	Fréville.
Becker.	Chauvet.	Fric.
Bécue.	Chazalon.	Frys.
Bénard (François)	Chérasse.	Gaillard (Félix).
(Oise).	Cherbonneau.	Gamel.
Bénard (Jean).	Christiaens.	Gasparini.
Béraud.	Clerget.	Gauthier.
Berger.	Clostermann.	Georges.
Bernard.	Collette.	Germain (Charles).
Bernasconi.	Commenay.	Germain (Hubert).
Bertholleau.	Comte-Offenbach.	Girard.
Bettencourt.	Cornut-Genille.	Godefroy.
Bignon.	Coste-Floret (Paul).	Goemaere.
Billotte.	Couderc.	Gorce-Franklin.
Bisson.	Coumaros.	Gorge (Albert).
Bizet.	Dalalzy.	Grailly (de).
Boinvilliers.	Damette.	Grenet.
Boisdé (Raymond).	Danel.	Grimaud.
Bonnet (Christian).	Daniilo.	Gruessenmeyer.
Bonnet (Georges).	Dassault (Marcel).	Gullermin.
Bord.	Dassié.	Halbout (André).
Bordage.	Davoust.	Halbout (Emile- Pierre).
Borocco.	Debré (Michel).	Halgouët (du).
Boscary-Monsservin.	Delachenal.	Hamelin (Jean).
Bosson.	Delatre.	Mme Hauteclouque (de).
Bourdellès.	Delong.	Hébert (Jacques).
Bourgeois (Georges).	Delory.	Heltz.
Bourgeois (Lucien).	Deniau (Xavier).	Herman.
Bourgoin.	Denis (Bertrand).	Hersant.
Bourgund.	Didier (Piorre).	Hinsberger.
Bousseau.	Millé Dienesch.	Hoffer.
Bricout.	Drouot-L'Herminie.	Houcke.
Briot.	Dubuis.	Hunault.
Brousset.	Duchesne.	
Brugerolle.	Duflot.	

Ibrahim (Saïd).	Michaud (Louis).	Roche-Defrance.	Manceau.	Pavot.	Roucaute (Roger).
Icart.	Miossec.	Rocher (Bernard).	Martel.	Phlibert.	Ruffe.
Iruel.	Mohamed (Ahmed).	Roques.	Masse (Jean).	Plc.	Sauzède.
Jacquet (Michel).	Mondon.	Roussot.	Milhau (Lucien).	Plmont.	Schaffner.
Jacson.	Montagne (Rémy).	Roux.	Moch (Jules).	Planeix.	Spénale.
Jaillon.	Montesquou (de).	Sabatier.	Mollet (Guy).	Prigent (Tanguy).	Tourné.
Jamot.	Morisse.	Sablé.	Monnerville (Pierre).	Mme Prin.	Mme Vallant-
Jarrot.	Moulin (Arthur).	Sagette.	Montalat.	Privat.	Couturier.
Julien.	Moussa (Ahmed-Idriss).	Saintout.	Montel (Eugène).	Ramette (Arthur).	Vals (Francis).
Juskiewenski.	Moynet.	Salardaine.	Musmeaux.	Raust.	Var.
Karcher.	Muller (Bernard).	Sallé (Louis).	Nègre.	Regaudie.	Véry (Emmanuel).
Kaspereit.	Nessler.	Sallenave.	Nilès.	Rey (André).	Vial-Massat.
Kir.	Noiret.	Sanglier.	Notebart.	Rieubon.	Vignaux.
Krieg.	Nungesser.	Sanguinetti.	Odru.	Rochet (Waldeck).	Yvon.
Kreppfé.	Orabona.	Sanson.			
Labéguerie.	Paiewski (Jean-Paul).	Schaff.			
La Combe.	Palmero.	Schmittlein.			
Lainé (Jean).	Paquet.	Schnebelen.			
Lallé.	Peretti.	Schumann (Maurice).			
Lapeyrusse.	Perrot.	Sesmaisons (de).			
Lathière.	Peyret.	Souchal.			
Laudrin.	Pezé.	Taittinger.			
Mme Launay.	Pezout.	Teariki.			
Laurin.	Pflimlin.	Terré.			
Lavigne.	Philippe.	Terrenoire.			
Le Bault de La Morinière.	Pianta.	Thillard.			
Lecocq.	Picquot.	Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline).			
Le Douarec (François).	Pidjot.	Thorailier.			
Leduc (René).	Pierrebourg (de).	Tinguy (de).			
Le Gall.	Pillet.	Tirefort.			
Le Goasguen.	Pieven (René).	Tomasini.			
Le Guen.	Mme Ploux.	Touret.			
Le Lann.	Poirier.	Toury.			
Lemaire.	Poncelet.	Trémollières.			
Lemarchand.	Ponseillé.	Tricon.			
Lepage.	Poulpique (de).	Valenet.			
Lepou.	Préaumont (de).	Valentin (Jean).			
Lepidi.	Prloux.	Vallon (Louis).			
Lepourry.	Quentier.	Van Haecke.			
Le Tac.	Rabourdin.	Vanier.			
Le Theule.	Radier.	Vauthier.			
Lipkowski (de).	Raufet.	Vendroux.			
Litoux.	Renouard.	Vitter (Pierre).			
Luciani.	Réouard.	Vivien.			
Macquet.	Rey (Henry).	Voilquin.			
Maillot.	Ribadeau-Dumas.	Voisin.			
Malène (de La).	Richard (Lucien).	Voyer.			
Malleville.	Richards (Arthur).	Wagner.			
Marcenet.	Richet.	Weber.			
Marquand-Gairard.	Ritter.	Weinman.			
Martin.	Rivain.	Westphal.			
Max-Petit.	Rives-Henrys.	Ziller.			
Méhaignerie.	Rivière (Joseph).	Zimmermann.			
Mer.	Rivière (Paul).	Zuccarelli.			
	Rocca Serra (de).				

Ont voté contre (1) :

MM.	Darchicourt.	Forest.
Ayme.	Darras.	Fourvel.
Ballanger (Robert).	Defferre.	Garcin.
Balmigère.	Degraeve.	Gaudin.
Barbet (Raymond).	Dejean.	Germain (Georges).
Bayou (Raoul).	Delmas.	Gernez.
Béchar (Paul).	Delorme.	Gosnat.
Billoux.	Denvers.	Grenier (Fernand).
Blanchot.	Derancy.	Guyot (Marcel).
Bleuse.	Deschizeaux.	Héder.
Boisson.	Dolze.	Hostier.
Boulay.	Ducoloné.	Houéi.
Boutard.	Duffaut (Henri).	Lacoste (Robert).
Brettes.	Dumortier.	Lamarque-Cando.
Bustin.	Dupont.	Lamps.
Cance.	Dupuy.	Larue (Tony).
Carlier.	Dusarthou.	Laurent (Marceau).
Cassagne.	Escande.	Lejeune (Max).
Cermolacce.	Fajon (Etienne).	L'Huillier (Waldeck).
Chandernagor.	Faure (Gilbert).	Lolive.
Chaze.	Félix.	Longueue.
Cornelte.	Févez.	Loustau.
Couillet.	Fill.	Magne.
Couzinet.		

Se sont abstenus volontairement (1) :

MM.	Ducos.	Morlevat.
Berthouin.	Duraffour.	Moulin (Jean).
Billères.	Fabre (Robert).	Orvoën.
Boscher.	Guéna.	Péronnet.
Bouthière.	Hauret.	Perrin (Joseph).
Chapalain.	Hoguet.	Risbourg.
Daviaud.	Lecornu.	Royer.
Dellaune.	Massot.	Schwartz.
Desouches.	Meunier.	Ver (Antonin).
Ducap.	Mitterrand.	

N'ont pas pris part au vote :

MM.	Mainguy.	Riblière (René).
Bérard.	Matalon.	Schloesing.
Coüsté.	Meck.	Séramy.

Excusés ou absents par congé (2) :

(Application de l'article 159, alinéas 2 et 3, du règlement.)

MM.	Loste.	Poudevigne.
Briand.	Neuwirth.	Ruais.
Charvet.	Pasquini.	

N'a pas pris part au vote :

M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale.

Ont délégué leur droit de vote :

(Application de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958.)

MM. Béchard (Paul) à M. Cassagne (maladie).
Debré (Michel) à M. Rey (Henry) (maladie).
Gernez à M. Denvers (maladie).
Hébert (Jacques) à M. Lepourry (maladie).
Ibrahim (Saïd) à M. Sallé (Louis) (maladie).
Jamot à M. Pezout (maladie).
Mohamed (Ahmed) à M. Luciani (maladie).
Pflimlin à M. Abelin (assemblées internationales).

Motifs des excuses :

(Application de l'article 159, alinéa 3, du règlement.)

MM. Briand (cas de force majeure).
Charvet (maladie).
Loste (cas de force majeure).
Neuwirth (cas de force majeure).
Pasquini (cas de force majeure).
Poudevigne (maladie).
Ruais (cas de force majeure).

(1) Se reporter à la liste ci-après des députés ayant délégué leur vote.

(2) Se reporter à la liste ci-après des motifs des excuses.

Erratum.

Dans le présent scrutin, le nom de M. Commenay doit être supprimé dans la liste des députés ayant voté « Pour » et inséré dans la liste des députés « Excusés ou absents par congé ».